



**ACM** | RAPPORT ANNUEL  
2017

Autorité de Contrôle de la Microfinance  
سلطة رقابة التمويل الصغير



# Composition du Conseil d'Administration de l'ACM

1. Mahmoud Montassar Mansour : Président Directeur Général
2. Imed Derouich : Membre, Magistrat troisième grade.
3. Naima Ben Agla : Membre, conseillère auprès du Tribunal Administratif.
4. Ali Ouerghi : Membre, représentant le Ministère des Finances.
5. Anis Ben Taarit : Membre, représentant le Comité Général des Assurances ;
6. Nabil Felfel : Membre, représentant la Banque Centrale de Tunisie ;
7. Houda Ghozi Khelifa : Membre, Choisie pour son expérience dans le domaine de la microfinance.



Commissaire aux comptes :  
International Company for Consulting and Auditing « ICCA »  
M. Anis SMAOUI



# SOMMAIRE

Mot du Directeur Général



I. Activités De L'autorité De Contrôle De La Microfinance .....	7
1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance .....	8
2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions .....	8
2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément .....	9
2.2. Avis de l'ACM sur les projets des textes législatifs relatifs à la microfinance qui lui ont été soumis au cours de l'année 2017....	9
2.3. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'ACM .....	9
2.4. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance .....	9
2.5. Décisions portant sur la supervision et le contrôle des IMF .....	10
3. Participation de l'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie .....	10
3.1. Atelier de formation sur le thème : Conformité des Institutions de Microfinance aux Dispositifs de Lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme .....	10
3.2. Conférence nationale sur «Economie Sociale et Solidaire : Levier de Développement en Tunisie» .....	10
4. Participation de l'ACM aux conférences internationales sur la microfinance .....	10
4.1. Participation de l'ACM au Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière (GPF) de l'AFI : du 13 au 11 septembre 2017- Charm al-Cheikh - Egypte .....	11
4.2. Participation de l'ACM à la 3ème édition de la semaine africaine de la microfinance : du 09 au 13 octobre 2017 Addis Abeba - Éthiopie .....	11
4.3. Participation de l'ACM à la conférence annuelle du réseau « Sanabel » 2017 : les 7 et 8 novembre 2017 à Beyrouth - Liban .....	22
4.4. Réunion du comité de pilotage du programme MicroMED et la semaine européenne de la microfinance : du 29 novembre au 01 décembre 2017- Luxembourg .....	22
5. Rôle de l'ACM comme vecteur du développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance .....	12
5.1. Développement du lot n°3 de la Centrale des Risques de la Microfinance en Tunisie .....	14
5.2. Supervision des institutions de microfinance .....	14
5.2.1 Missions de contrôle sur place .....	14
5.2.2 Reporting des IMF et contrôle sur pièces .....	14
6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM .....	14
6.1. Programme de formation pour l'obtention du « Certificate in Law and Regulation of Inclusive Finance» du 16 au 26 janvier 2017 à la faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg. ....	14
6.2. Formation sur La Gestion des risques en microfinance du 30 janvier au 1er février 2017.....	14
6.3. Atelier de formation sur la Méthodologie de contrôle de systèmes d'information d'une IMF : du 13 au 15 Février 2017 à l'ACM .....	14

6.4.	Workshop « Inspection des dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme des institutions de Microfinance » du 20 au 22 février 2017.....	15
6.5.	Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut Boulder « Boulder Institute of Microfinance » : Turin- Italie du 17 juillet au 04 août 2017.....	15
6.6.	Atelier de formation sur « les approches de réglementation et de supervision pour la protection financière des consommateurs : Surendettement et Transparence» du 28 au 29 septembre 2017.....	15

## II. Etat Des Lieux Du secteur De La Microfinance En Tunisie ..... 16

1.	Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011.....	17
2.	Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie .....	19
2.1.	Evolution des microfinancements accordés .....	20
2.2.	Répartition des microfinancements par région .....	22
2.3.	Répartition des microfinancements par secteur d'activité .....	24
2.4.	Répartition des microfinancements par genre .....	26
2.5.	Répartition des microfinancements par type de projet .....	28
2.6.	Microfinancement moyen par catégorie d'IMF .....	29
2.7.	Evolution de l'encours des microfinancements .....	31
a.	Encours par catégorie d'IMF :.....	31
b.	Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA.....	31
2.8.	Portefeuille à risque 30 jours (PAR30) des IMF SA .....	32
a	Période 2014_2017 .....	32
b	Durant l'année 2017 .....	34
2.9.	Taux des créances radiées des IMF SA durant la période 2015-2017.....	35
2.10.	Données financières sur les IMF SA .....	36
a.	Données bilancielle et données de l'état de résultat .....	36
b.	Indicateurs financiers des IMF SA .....	38
c.	Ratio de solvabilité des IMF SA .....	39
2.11.	Données non financières des IMF SA .....	40

## III. Dynamique De Développement Du Secteur De La Microfinance En Tunisie ..... 41

1.	La Tunisie inaugure son premier centre de formation en microfinance .....	42
2.	la première édition de Microfinance Expo : le Forum Régional de la Microfinance et de l'économie Sociale et Solidaire .....	42

## ANNEXES

1.	Etats financiers de l'ACM .....	43
2.	Rapports général et spécial du commissaire aux comptes .....	43

**AU** cours de l'année 2017, le secteur de la microfinance a connu la même dynamique de croissance qui l'a marqué depuis plus de trois ans. En effet :

- Les microfinancements accordés par les IMF se sont accrus de plus de 36% en 2017 en atteignant la somme de 923 millions de TND contre 676 millions de TND au cours de l'année 2016.
- 88,4% des microfinancements ont été alloués par les IMF SA, contre seulement 11,6% par les AMC malgré le taux de croissance spectaculaire qu'elles ont enregistré par rapport à l'année 2016.
- 73 % de l'encours des microfinancements est détenu par les IMF SA contre 27 % pour les AMC
- Le nombre des clients actifs des IMF SA s'est élevé à 349 409 contre 308 709 une année auparavant. Celui des AMC n'a pas encore été estimé vu que les vérifications de ce nombre sont en cours à la date de rédaction de ce rapport. Il est rappelé que la dernière valeur disponible du nombre des clients actifs des AMC a été estimée au 30 septembre 2017 à 106 559 clients.
- Le PAR 30 des IMF SA s'est établi à 0,84 % au 31-12-2017 contre 1,17% au 31-12-2016.
- Le taux des radiations des créances des IMF SA s'est inscrit en hausse en passant de 1,05 % au terme de l'année 2016 à 1,22 % à fin décembre 2017.

Par ailleurs, le 10 janvier 2018, un décret gouvernemental a été promulgué et a prorogé au 31 décembre 2019 le délai imparti aux AMC pour se conformer aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des IMF.

Le 23 février 2018, la réception provisoire du lot n°3 de la centrale des risques de la microfinance a été constatée. Avec ce troisième lot, les IMF ont obtenu des droits d'accès à de nouveaux rapports ayant trait notamment aux suivis des déclarations, des consultations et de leurs portefeuilles. De nouveaux champs ont été ajoutés au contrat tel que le nombre d'emplois existants et celui à créer alors que le champ dédié au niveau d'étude du bénéficiaire, a été rendu obligatoire. Un suivi régulier d'un indicateur d'inclusion financière sera désormais assuré à travers la publication du nombre de personnes physiques ayant été financées au cours d'une période déterminée au titre du premier crédit dans leur vie, par une IMF. Par ailleurs une amélioration notable de l'historique rattaché à chaque crédit a été assurée par le rajout d'informations pertinentes telles que le nombre d'incidents, le montant, et le nombre de jours de retard.

Le rapport de consultation a été enrichi par l'introduction de nouvelles informations sur les clients se rapportant au nombre et montant de leurs impayés non régularisés et à leur classe de risque bancaire pour les emprunteurs endettés envers des banques. Un tableau des engagements auprès des AMC a été prévu et qui sera rendu accessible aussitôt que les données des AMC seront chargées à la CRM.

Par ailleurs, afin de faciliter la collecte automatisée des données de gestion des IMF, un nouveau flux de reporting a été créé et une nouvelle fonctionnalité a été mise à la disposition des IMF qui pourront charger leurs données de gestion (Etats financiers, rapports de décomposition du portefeuille de crédits et autres rapports) directement via le système d'échange des données de la BCT

Le Directeur Général  
de l'Autorité de Contrôle de la  
Microfinance  
Mahmoud Montassar Mansour

# Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance



**Microfinance**

Renforcement du cadre  
réglementaire et institutionnel  
du secteur de la microfinance



# I. Activités de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance

## 1. Présentation de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance :

Le nombre du personnel au 31/12/2017 : 14

Créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance est un comité indépendant, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière ; ce qui garantit sa neutralité et lui confère les prérogatives de puissance publique lui permettant d'assurer son rôle de superviseur du secteur de la microfinance. Les modalités de fonctionnement de l'ACM sont fixées par le décret 2012-2128 du 28 septembre 2012.

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance est chargée principalement de :

- Instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- Contrôler, sur pièces et sur place, les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité.
- Mettre en place un système de cen-

tralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de microfinance à leur demande. Elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,

- Prononcer des pénalités et/ou des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du décret-loi 2011-117 précité et de ses textes d'application,
- Proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions.
- Émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

## 2. Réunions du Conseil d'administration et principales décisions :

Durant l'année 2017, le Conseil d'Administration de l'ACM s'est réuni 12 fois et a pris les principales décisions suivantes :



## 2.1. Avis de l'ACM sur les dossiers de demandes d'agrément :

- Trois demandes d'agrément pour l'exercice de l'activité d'institution de microfinance émises par trois nouvelles institutions sous forme de société anonyme, dont une a obtenu un accord de principe et deux (02) sont en cours d'instruction.
- Emission d'avis concernant sept (07) demandes émanant des institutions de microfinance pour l'ouverture de nouvelles agences non prévues dans leurs plans d'affaires ;
- Emission d'avis concernant trois (03) demandes d'acquisition de parts du capital d'une institution de microfinance.

## 2.2. Avis de l'ACM sur les projets des textes législatifs relatifs à la microfinance qui lui ont été soumis au cours de l'année 2017 :

- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les normes de gouvernance, transparence financière et les déclarations auxquelles sont soumises les associations de développement visées à l'article 27 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance .
- Décret gouvernemental n°2018-12 du 10 janvier 2018 portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.
- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les pénalités et les sanctions administratives et pécuniaires à l'encontre des institutions de microfinance au sens de l'article 53 du décret-loi n° 2011-117.

## 2.3. Décisions portant sur l'organisation et les procédures internes de l'ACM

- Approbation de la note d'organisation relative à la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme ;
- Approbation de la note d'organisation relative à la vérification des déclarations mensuelles des IMF à la Centrale des Risques de la Microfinance ;
- Approbation de la note d'organisation relative au guide méthodologique « Audit système d'information des IMF »

## 2.4. Décisions portant sur le développement du secteur de la microfinance

- Approbation de la note n°12 relative aux modalités d'application des dispositions des articles 3 et 16 de l'arrêté du ministre des finances du 24 août 2016 relatif à la protection de la clientèle des IMF
- Approbation de la note n°13 relative aux programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme ;
- Approbation de la note n°14 relative au traitement des réclamations des IMF en relation avec la centrale des risques de la microfinance
- Approbation de la note n°15 relative à l'acquisition de parts dans le capital d'une institution de microfinance ;
- Approbation de la note n°16 relative à l'ouverture de nouvelles agences ou succursales par les institutions de microfinance
- Approbation de la note n°17 relative au changement intervenant dans la composition du conseil d'administration ou du comité directeur des institutions de microfinance et nomination d'un nouveau dirigeant ;
- Approbation de la note n°18 relative à la définition des éléments constitutifs des fonds propres nets ,des fonds propres nets

de base et des fonds propres complémentaires, et les éléments de l'actif pris en considération pour le calcul des risques encourus ainsi que leurs quotités ;

- Approbation de la note n°19 relative à la fixation des formats des états et rapports périodiques devant être communiqués par les institutions de microfinance sous forme de société anonyme à l'ACM conformément aux dispositions des articles 13 et 14 de l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016 fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance ;
- Approbation de la note n°20 relative à la fixation des formats des états et rapports périodiques devant être communiqués par les institutions de microfinance sous forme associative à l'ACM conformément aux dispositions des articles 13 et 15 de l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016 fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

## **2.5. Décisions portant sur la supervision et le contrôle des IMF**

- Planification des missions de contrôle sur place pour la fin de l'exercice 2017 ;
- Planification des missions de contrôle sur place pour l'exercice 2018 ;
- Examen du plan de redressement d'une institution de microfinance suite à une mission de contrôle sur place.
- Examen des rapports des missions de contrôle sur place pour trois IMF SA ;
- Examen des rapports périodiques relatifs à l'endettement croisé des clients des IMF

## **3. Participation de L'ACM aux événements, à la formation et la sensibilisation pour la microfinance en Tunisie durant l'année 2017**

### **3.1. Atelier de réflexion sur le thème : Conformité des Institutions de Microfinance aux Dispositifs de Lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme**

Un workshop a été organisé le jeudi 23 février 2017 par l'ACM en collaboration avec le FSVV (Financial Services Volunteer Corps) sur le thème « Conformité des institutions de microfinance aux dispositifs de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ».

Animé par un expert canadien, le workshop a vu la participation du secrétaire général de la Commission Tunisienne des Analyses Financières (CTAF).

Les IMF ont été conviées à ce workshop et ont été invitées chacune à désigner deux participants dont l'un d'eux serait nommé ultérieurement « correspondant CTAF » en application de la loi n° 2015-26 du 7 août 2015, relative à la lutte contre le terrorisme et la répression du blanchiment d'argent et la note de l'ACM n°13 relative aux programmes et mesures pratiques pour la répression du blanchiment d'argent et la lutte contre le financement du terrorisme.

### **3.2. Conférence nationale sur le thème « Economie Sociale et Solidaire : Levier de Développement en Tunisie »**

L'ACM a participé, le 05 Juillet 2017, à la conférence organisée par le ministère du développement, de l'investissement et de la coopération internationale sous le haut patronage de monsieur le Chef du Gouvernement sous le thème «Economie sociale et solidaire : Levier de développement en Tunisie».

Lors de cette conférence, les résultats de l'étude stratégique sur l'économie sociale et solidaire effectuée par le MDICI avec l'appui du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été présentés.

## **4. Participation de L'ACM à des conférences internationales sur la microfinance :**

#### **4.1. Participation de l'ACM au Forum Mondial sur les Politiques d'Inclusion Financière (GPF) de l'AFI : du 13 au 15 septembre 2017- Charm al-Cheikh - Egypte**

L'ACM a participé à la 9ème conférence annuelle de l'Alliance pour l'inclusion financière tenue à Charm al-Cheikh du 13 au 15 septembre 2017 Co-organisé par l'Alliance pour l'inclusion financière (AFI) et la Banque Centrale d'Egypte (CBE).

Cet événement, tenu pour la première fois dans la région arabe, a réuni des hauts responsables et représentants des banques centrales d'environ 94 pays et 119 institutions mondiales.

Le Forum axé sur le développement et l'amélioration des stratégies et des politiques nationales d'inclusion financière, a mis l'accent sur les nouvelles politiques d'inclusion financière, les initiatives et les efforts menés par les pays membres de la région arabe en matière d'inclusion financière, ainsi que sur l'élaboration de politiques et stratégies relatives à l'inclusion financière et l'échange des expériences entre les pays membres.

#### **4.2. Participation de l'ACM à la 3ème édition de la semaine africaine de la microfinance : du 9 au 13 octobre 2017- Addis Abeba - Éthiopie**

L'Etat éthiopien a soutenu l'organisation de la 3ème édition de la semaine africaine de la microfinance qui a lieu tous les deux ans à l'initiative des réseaux africains AMT (African Microfinance Transparency), MAIN (Microfinance African Institutions Network) et par l'ONG luxembourgeoise Appui au Développement Autonome (ADA) avec le soutien de la coopération luxembourgeoise du 9 au 13 octobre à Addis Abeba.

Cette année, la semaine africaine de la microfinance s'est tenue sur le thème : « Accompagner les PME : une nouvelle ère pour la finance inclusive »

L'ACM a participé à cet événement qui a rassemblé des acteurs de la microfinance de l'ensemble de l'industrie investisseurs,

IMF, chercheurs, banques, réseaux, gouvernements et autres acteurs (plus de 600 participants).

L'objectif de la conférence consiste à explorer les différentes solutions pour accompagner les entreprises issues de secteurs différents dans leur transition du stade de microentreprise à moyenne entreprise.

#### **4.3. Participation de l'ACM à la conférence annuelle du réseau Sanabel 2017 : le 7 et 8 novembre 2017 à Beyrouth - Liban**

Le Réseau de microfinance des pays arabes Sanabel, a été officiellement créé en 2002 et cette année a célébré son 15ème anniversaire, qui s'est reflété dans le thème de : « l'inclusion financière dans les pays arabes ; un parcours de collaboration et de réalisations ».

L'ACM a été parmi plus de 350 participants représentant les acteurs majeurs du secteur de la microfinance arabe, institutions de microfinance, décideurs politiques, bailleurs de fonds et investisseurs, qui ont été au rendez-vous les 7 et 8 novembre 2017 pour échanger sur les progrès régionaux et l'évolution des tendances pour un secteur de la microfinance plus sain, inclusif et progressiste dans la région arabe.

#### **4.4. Réunion du comité de pilotage du programme MicroMED et la semaine européenne de la microfinance : du 29 novembre au 1 décembre 2017- Luxembourg**

L'ACM a participé à la semaine européenne de la microfinance, qui est un événement majeur de la microfinance en Europe et un point de rencontre unique pour les professionnels de la microfinance travaillant dans le monde entier.

La Semaine Européenne de la Microfinance rassemble tous les acteurs du secteur de la finance inclusive, y compris les consultants et les prestataires de services de soutien, les investisseurs, les agences de développement multilatérales et nationales, les ONG et les chercheurs.

L'ACM a contribué aux sessions d'échanges, de débats et de réseautage qui ont réuni plus de 490 participants en provenance de 66 pays à travers le monde autour de trois sessions plénières sur les thèmes suivants :

- la microfinance pour le financement de l'habitat ; (thème du Prix Européen de la Microfinance 2017)
- Femmes bénéficiaires de la microfinance ≠ autonomisation des femmes : au-delà des chiffres
- Microfinance : se positionner pour la prochaine décennie.

## 5. Le rôle de l'ACM comme vecteur du développement de l'infrastructure du secteur de la microfinance :

### 5.1. Développement du lot n°3 de la Centrale des Risques pour le secteur de la Microfinance en Tunisie

Après la mise en place du premier et du deuxième lot, il y a eu un besoin de définir un 3ème lot de la Centrale des Risques pour le secteur de la Microfinance en Tunisie. Les termes de références de ce 3ème lot ont été bien définis et les travaux de sa mise en place ont été entamés en 2017.

Le « Lot 3 » de la CRM a porté, essentiellement sur les points suivants :

- Rendre accessibles certains rapports de consultation à destination des IMF
- Extension du rapport de suivi des déclarations pour l'intégration des informations relatives aux déclarations manquantes
- Ajout d'informations au rapport de consultation (historique des incidents sur tous les crédits, classification, liste des personnes morales associées à la personne physique, tableau engagements AMC, informations historiques)
- Modification du flux contrat (ajouter le champ agence, ajouter le champ adresse de l'activité, ajouter les champs nombre d'emploi existant, nombre d'emploi à créer, ajouter «autres activités d'amélioration des conditions de vie»)
- rendre le champ niveau d'étude obligatoire
- Extension au flux de consultation de masse
- Fiabilisation du rapport d'endettement croisé
- Développement du rapport de suivi des consultations par utilisateur
- Modification du rapport de synthèse du portefeuille d'une IMF
- Restitution de la liste des garants associés aux contrats
- Création d'un nouveau flux de type reporting



Dans le cadre de ses travaux de supervision l'ACM, procède à un suivi régulier des déclarations et des consultations ainsi qu'à un contrôle régulier sur la qualité des déclarations et des traitements associés pour assurer la fiabilité des données sur les clients et les contrats de microfinancement et une utilisation efficace des informations fournies dans les rapports de consultation.

Le tableau ci-après contient un ensemble d'indicateurs de suivi pour la période allant de l'entrée en production de la CRM jusqu'au 31 décembre 2017 :

VOLUME				
	31-mars-17	30-juin-17	30-sept-17	31-déc-17
Nombre d'utilisateurs	502	587	678	729
Nombre de consultations	817 542	1 028 311	1 274 142	1 559 446
Nombre de contrats déclarés	652 350	732 891	827 735	925 351
INDICATEURS				
Nombre de Consultations par utilisateur	1629	1752	1 879	2139
CONSULTATIONS PAR CONTRAT				
En Nombre	1,253	1,403	1,539	1,685
En Pourcentage	125,32 %	140,31%	153,93 %	168,52 %

En outre, l'ACM a mis à la disposition des IMF l'adresse suivante : [reclamation\\_crm@acm.gov.tn](mailto:reclamation_crm@acm.gov.tn) afin qu'elles puissent envoyer leurs réclamations en relation avec la centrale des risques de la microfinance, qu'elles soient d'ordre technique ou métier.

Durant la période allant du 01/01/2017 jusqu'au 31/12/2017, l'ACM a traité **5582** réclamations émanant des IMF. Lesdites réclamations sont réparties comme suit :

Objet de la réclamation	Nombre de réclamations traitées
Date de naissance incorrecte	4629
Nom, prénom et date de naissance incorrecte	942
Nom ou prénom incorrect	11
Contestation des engagements par un client	-

## 5.2. Supervision des institutions de microfinance

### 5.2.1 Missions de contrôle sur place

Dans le cadre des attributions de l'ACM, trois équipes de contrôleurs désignées par le directeur général ont effectué au cours de l'année 2017 trois missions de contrôle sur place auprès de trois IMF dont deux sur le thème « gestion du risque de crédit avec un focus sur l'endettement croisé » et une porte sur le thème « le système d'information: fiabilité de l'information au sein du système d'information et de gestion et analyse des interfaces ».

Les rapports de ces missions ont été validés par le Conseil d'Administration de l'ACM et transmis à chaque IMF en question.

### 5.2.2 Reporting des IMF et contrôle sur pièces

Au cours de l'année 2017, les contrôleurs de l'ACM ont procédé régulièrement au contrôle des différents rapports et états périodiques reçus des IMF. La liste de ces rapports a été initialement fixée par la correspondance envoyée par l'ACM au mois d'août 2015 à toutes les IMF.

Egalement, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance procède au contrôle de tous les éléments du Reporting communiqués périodiquement, aussi bien par voie électronique que par courrier, exigés y compris les rapports afférents aux règles prudentielles auxquelles elles sont soumises, conformément à l'arrêté du ministre des finances du 23 décembre 2016, fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance.

## 6. Développement organisationnel et des ressources humaines à l'ACM

L'ACM veille au renforcement des capacités de son équipe à travers une politique active de formation. En effet, ses agents participent, dès leur recrutement mais éga-

lement tout au long de leur carrière à différentes formations tant en Tunisie qu'à l'étranger.

### 6.1. Programme de formation pour l'obtention du « Certificate in Law and Regulation of Inclusive Finance » du 16 au 26 janvier 2017 à la faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg.

Un cadre de l'ACM a participé du 16 au 26 janvier 2017 au programme de formation pour l'obtention du « Certificate in Law and Regulation of Inclusive Finance », qui vise à approfondir l'expertise et les échanges dans ce domaine émergent du droit financier.

Ce programme, qui a réuni des professionnels de la finance, des organismes de réglementation, des institutions de microfinance et du monde universitaire, a compris des cours sur la surveillance réglementaire, le droit et l'éthique, les véhicules d'investissement et le droit bancaire, assurés par des professeurs de l'Université ainsi que par des intervenants extérieurs d'ADA et d'autres spécialistes en microfinance.

### 6.2. Formation sur la gestion des risques en microfinance du 30 janvier au 1er février 2017

Deux cadres de l'ACM ont participé du 30 janvier au 1er février 2017 à un module de formation organisé par le programme MicroMED à l'institut « Mediterranean School of Business – MSB » portant sur le thème « une approche pratique de la gestion du risque de crédit et du risque opérationnel ».

### 6.3. Atelier de formation sur la méthodologie de contrôle de systèmes d'information d'une IMF : du 13 au 15 février 2017 à l'ACM

L'équipe chargée du contrôle a participé du 13 au 15 février 2017 à un programme de formation sur la « méthodologie de contrôle du système d'information d'une IMF », tenu au siège de l'ACM.

L'objectif de cet atelier, portait essentiellement sur :

- L'identification des problématiques SIG et leur évaluation.
- L'élaboration d'une méthodologie de contrôle du système d'information d'une IMF.
- Des discussions et des échanges des idées et suggestions.

#### **6.4. Workshop “ Inspection des Dispositifs de Lutte contre le Blanchiment d’Argent et le Financement du Terrorisme des Instituts de Microfinance” du 20 au 22 février 2017**

Une formation a été organisée au profit des contrôleurs de l'ACM durant trois jours (du 20 au 22 février 2017) en collaboration avec le FSVC (Financial Services Volunteer Corps) sur le thème “Inspection des Dispositifs de Lutte contre le Blanchiment d'Argent et le Financement du Terrorisme des Institutions de Microfinance”

Cette formation animée par un expert canadien, était l'occasion pour définir essentiellement :

- les éléments de la matrice des risques qui servira pour le choix des IMF à contrôler,
- la démarche à suivre dans une mission de contrôle sur place portant sur le thème RBA/LFT.

#### **6.5. Formation en microfinance dans le cadre du programme annuel de l'institut Boulder « Boulder Institute of Microfinance » : Turin- Italie du 17 juillet au 04 août 2017**

Un cadre de l'ACM a participé du 17 juillet au 04 août 2017 à la Formation annuelle Boulder en microfinance (Boulder MFT) organisée par « Boulder Institute of Microfinance »

au Centre International de Formation de l'OIT à Turin en Italie.

Avec une vingtaine de cours assurés en langue française, cette formation de trois semaines s'adresse à une diversité de professionnels de la microfinance et de la finance inclusive opérant dans les cinq continents.

#### **6.6. Atelier de formation sur « les approches de réglementation et de supervision pour la protection financière des consommateurs : Surendettement et Transparence» du 28 au 29 septembre 2017**

L'objectif de cet atelier de deux jours est de renforcer la capacité de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance à mettre en œuvre les lois, réglementations et/ou directives de protection des clients de services financiers en lien étroit avec les meilleures pratiques internationales développées par le secteur de la microfinance et promues par la Smart Campaign.

Cette formation animée par une experte de la Smart Campaign, était l'occasion pour accompagner les contrôleurs de l'ACM dans un objectif de renforcer leurs compétences pour :

- évaluer les approches existantes en matière de protection des clients de services financiers et de supervision du comportement du marché dans leur pays, et les meilleures pratiques pour y répondre.
- comprendre les points clés pratiques en matière de contrôle et d'application des normes dans les domaines de la prévention du surendettement et de la transparence.

## II. État des lieux du secteur de la microfinance en Tunisie :





## 1. Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

Conformément à l'article 43 du décret-loi 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance telle que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, l'ACM est chargée, entre autres, d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

Durant l'année 2017 le conseil d'administration de l'ACM a examiné et a émis son avis sur les projets d'arrêtés suivants :

- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les normes de gouvernance, de transparence financière et les déclara-

tions auxquelles sont soumises les associations de développement visées à l'article 27 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance ;

- Décret gouvernemental n° 2018-12 du 10 janvier 2018 portant modification du décret gouvernemental n° 2017-93 du 19 janvier 2017 portant prorogation du délai accordé aux associations des microcrédits pour se conformer au décret-loi n° 2011-117 telle que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014 ;

- Projet d'arrêté du ministre des finances fixant les pénalités et les sanctions administratives et pécuniaires à l'encontre des institutions de microfinance au sens de l'article 53 du décret-loi n° 2011-117.



## Evolution du cadre législatif et réglementaire de la microfinance depuis 2011

11/2011

Décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.  
Décret-loi n° 2011-118 du 5 novembre 2011, portant dispositions fiscales relatives aux institutions de microfinance.

01/2012

Arrêté du ministre des finances du 18 janvier 2012, relatif à la fixation du montant maximum du microcrédit et des conditions de son octroi par les institutions de microfinance.

09/2012

Décret n° 2012-2128 du 28 septembre 2012, fixant les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

11/2012

Décret n°2012-2643 du 6 novembre 2012, portant nomination du Directeur Général de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance.

01/2013

Arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

04/2013

Arrêté du ministre des finances du 22 avril 2013, portant nomination du président et des membres du conseil d'administration de l'autorité de contrôle de la microfinance.

04/2013

Arrêté du ministre des finances du 16 avril 2013, relatif à la fixation des missions des unions des institutions de microfinance.

08/2013

Arrêté du ministre des finances du 19 août 2013, modifiant l'arrêté du ministre des finances du 22 janvier 2013, relatif aux procédures d'octroi des agréments aux institutions de microfinance, et leur évolution institutionnelle.

07/2014

Loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014, modifiant le décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance.

11/2014

Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 17 novembre 2014, relatif à la fixation des modalités de l'audit externe des comptes des institutions de microfinance.

02/2016

Arrêté du ministre des finances du 9 février 2016 fixant les taux et les modalités de perception de la contribution des institutions de microfinance revenant à l'autorité de contrôle de la microfinance et prévue à l'article 48 du décret-loi n°2011-117 du 05 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n°2014-46 du 24 juillet 2014

08/2016

Arrêté du ministre des finances du 24 Août 2016 relatif à la protection de la clientèle des institutions de microfinance

12/2016

Arrêté du Ministre des Finances du du 23 Décembre 2016 fixant les règles et les normes de gestion et de transparence financière des institutions de microfinance

01/2017

Décret gouvernemental n° 93-2017 du 19 Janvier 2017, relatif à la prorogation du délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer au décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011, portant organisation de l'activité des institutions de microfinance tel que modifié par la loi n° 2014-46 du 24 juillet 2014.



07/2017

Arrêté du ministre des finances par intérim du 26 juillet 2017 fixant les normes de gouvernance des institutions de microfinance.

## 2. Données sur le secteur de la microfinance en Tunisie durant l'année 2017 :

Au 31 décembre 2017, le secteur de la microfinance en Tunisie se composait de 289 Associations de Microcrédit (AMC) agréées dans le cadre de la loi n° 99-67 du 15 juillet 1999 relative aux microcrédits accordés par les associations dont 9 n'ont jamais exercé l'activité de microcrédit et 191 ont eu accès à un financement auprès de la BTS depuis janvier 2017<sup>(1)</sup>.

Parmi les associations actives seulement deux associations se sont conformées aux dispositions du décret-loi n° 2011-117 :

	IMF associative	logo
<p><b>ASAD Tamweel</b></p>	<p>une institution de microfinance sous forme associative créée dans le cadre de l'opération de filialisation de l'activité de microfinance de l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD) agréée en date du 30 septembre 2015 par le ministre des finances</p>	
<p><b>L'association de Kairouan de développement intégré (AKDI)</b></p>	<p>une institution de microfinance sous forme associative a pu se mettre en conformité aux dispositions du décret-loi 2011-117.</p>	

<sup>(1)</sup> L'article 58 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 a conféré aux AMC la qualité d'institution de microfinance à condition de se conformer aux dispositions dudit décret-loi dans un délai maximum prenant fin au 31 décembre 2016. Au terme à cette date, hormis l'association de soutien à l'auto-développement (ASAD), et L'association de Kairouan de développement intégré (AKDI), aucune autre AMC n'a pu se conformer aux dispositions du décret-loi précité. Deux nouveaux décrets gouvernementaux ont été promulgués, le premier en date du 19 Janvier 2017 et le deuxième en date du 10 janvier 2018, prorogeant respectivement d'un an et deux ans supplémentaires le délai accordé aux associations de microcrédits pour se conformer audit décret-loi.

## 6 sociétés anonymes :

IMF SA	LOGO	Date d'agrément
Enda Tamweel		31/12/2015
Taysir Microfinance		28/03/2014
Microcred Tunisie		03/10/2014
Advans Tunisie		22/01/2015
Centre Financier aux Entrepreneurs		21/04/2015
Zitouna Tamkeen		06/05/2016

### 2.1. Évolution des microfinancements accordés :

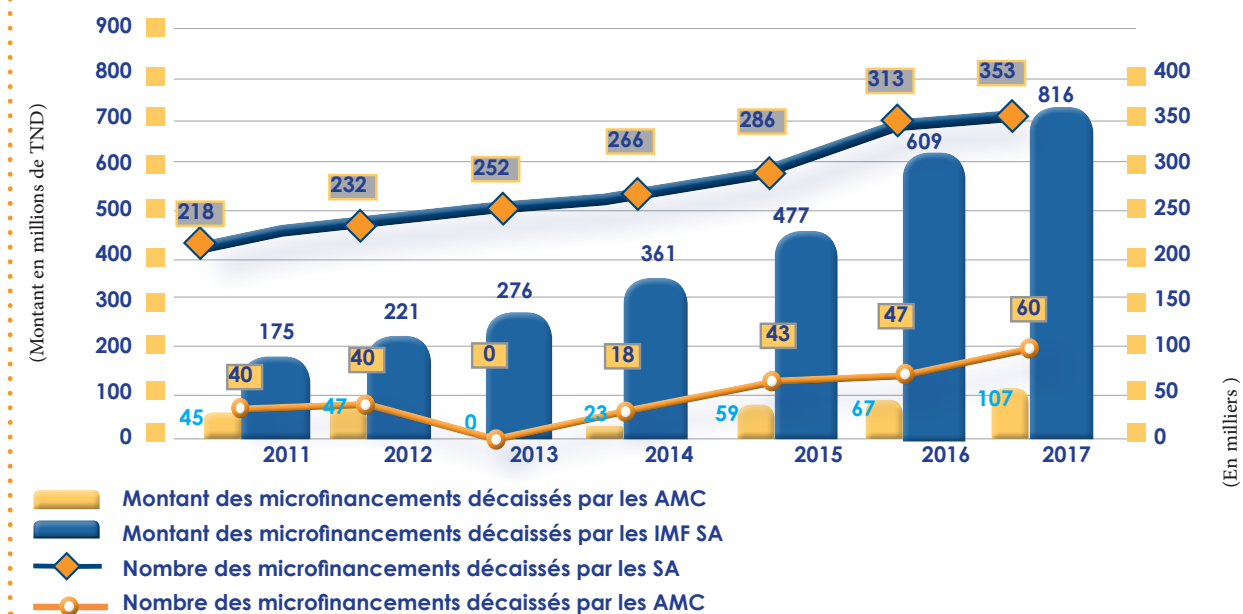
#### a. Période 2014-2017 :

- Au 31 décembre 2017, le nombre des microfinancements accordés par les IMF (SA et AMC) s'élève à 412 789 pour un montant total de 923 millions de dinars contre 360 916 microfinancements pour un montant total de 675,7 millions de dinars durant toute l'année 2016.
- Le montant total des microfinancements accordés par les AMC durant l'année 2017 représente 11,6 % de l'ensemble des microcrédits accordés par le secteur de la microfinance.
- En montant, les microfinancements accordés par les AMC durant l'année 2017 ont enregistré une augmentation de 61,2% par rapport aux réalisations de l'année 2016.

(en milliers de TND)

Catégorie d'IMF	2014				2015				2016				2017			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
IMF SA	265 615	93,6%	360 749	94,1%	286 431	86,9%	477 137	89,0%	313 424	86,8%	609 116	90,1%	353 114	85,5%	815 703	88,4%
IMF AMC	18 096	6,4%	22 546	5,9%	43 316	13,1%	58 945	11,0%	47 492	13,2%	66 596	9,9%	59 675	14,5%	107 337	11,6%
<b>Total</b>	<b>283 711</b>	<b>100%</b>	<b>383 294</b>	<b>100%</b>	<b>329 747</b>	<b>100%</b>	<b>536 082</b>	<b>100%</b>	<b>360 916</b>	<b>100%</b>	<b>675 712</b>	<b>100%</b>	<b>412 789</b>	<b>100%</b>	<b>923 040</b>	<b>100%</b>

### Évolution du nombre et du montant des microfinancements accordés par catégorie d'IMF de 2014 à 2017



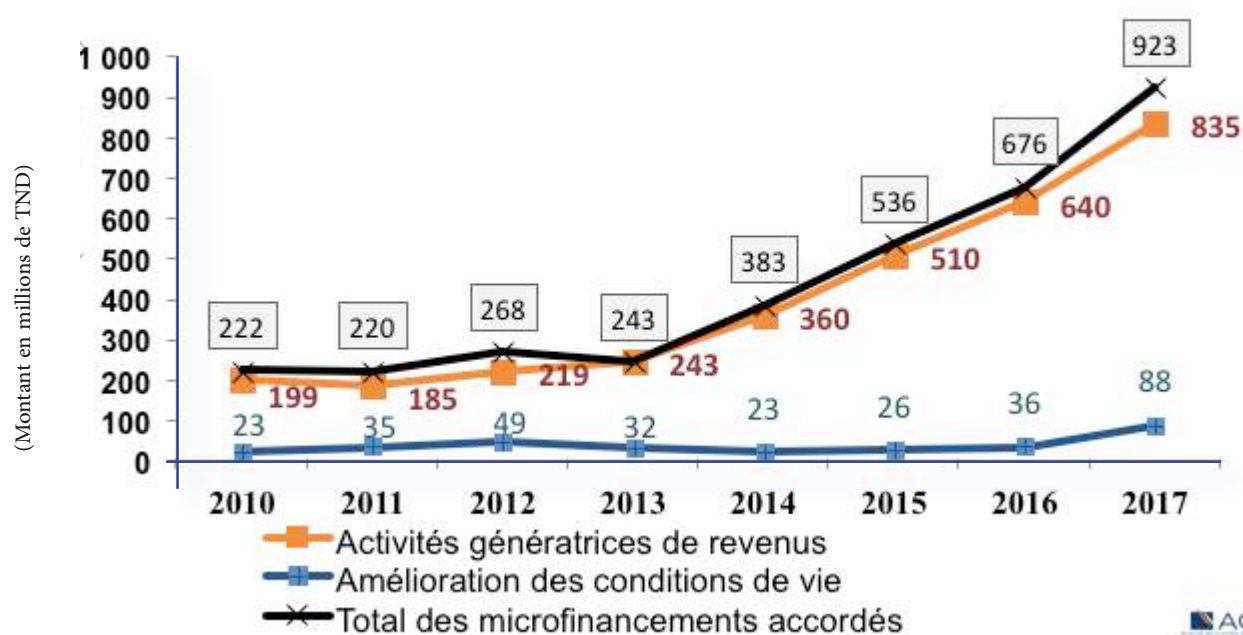
#### b. Période 2010-2017 :

Le montant total des microfinancements accordés durant la période allant de 2010 à 2017 a enregistré un taux de croissance annuel moyen de 22.5 %

(En Milliers de TND)

	Activités génératrices de revenus		Amélioration des conditions de vie		Total des microfinancements accordés	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
2010	225 793	199 028	50 533	23 448	276 326	222 476
2011	195 434	184 664	62 719	35 006	258 153	219 670
2012	199 588	219 369	71 705	48 578	271 293	267 947
2013	205 518	243 461	46 293	32 398	251 811	243 461
2014	250 784	360 172	32 927	23 122	283 711	383 294
2015	290 798	509 664	38 949	26 418	329 747	536 082
2016	309 764	639 601	51 152	36 112	360 916	675 712
2017	329 333	834 690	83 456	88 349	412 789	923 040

## Évolution du montant des microfinancements accordés de 2010 à 2017



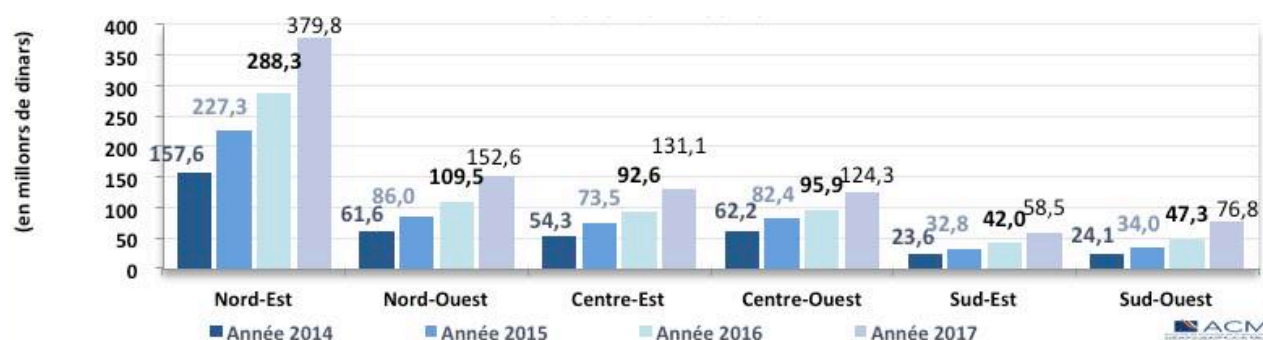
## 2.2. Répartition des microfinancements accordés par région :

### a. Période 2014-2017 :

- 41 % de la valeur totale des microfinancements accordés durant l'année 2017 ont profité à la région du Nord-Est, contre 43 % et 42 % respectivement en 2016 et 2015.
- La région du Nord-Ouest a bénéficié au 31/12/2017 de 17 % de la valeur totale des microfinancements accordés contre 16 % durant les 3 dernières années de 2014 à 2016.
- La part de la région du Centre-Est et du Sud-Est s'est établie au 31/12/2017 et durant les trois dernières années respectivement à 14% et 6% de la valeur totale des microfinancements accordés.
- La région du Sud-Ouest a bénéficié au 31/12/2017 de 8 % de la valeur totale des microfinancements accordés contre 7% en 2016 et 6 % en 2015 et en 2014.

Région	2014				2015				2016				2017			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	117 250	41%	157 556	41%	133 495	40%	227 271	42%	144 552	40%	288 345	43%	164 486	40%	379 787	41%
Nord-Ouest	46 468	16%	61 609	16%	54 060	16%	86 028	16%	58 043	16%	109 535	16%	68 008	16%	152 585	17%
Centre-Est	39 593	14%	54 283	14%	45 593	14%	73 512	14%	50 987	14%	92 585	14%	58 798	14%	131 092	14%
Centre-Ouest	41 031	14%	62 208	16%	48 535	15%	82 430	15%	52 699	15%	95 946	14%	57 751	14%	124 311	13%
Sud-Est	20 564	7%	23 586	6%	24 050	7%	32 806	6%	27 606	8%	41 998	6%	31 195	8%	58 462	6%
Sud-Ouest	18 805	7%	24 052	6%	24 014	7%	34 036	6%	27 029	7%	47 302	7%	32 551	8%	76 803	8%
<b>Total</b>	<b>283 711</b>	<b>100%</b>	<b>383 294</b>	<b>100%</b>	<b>329 747</b>	<b>100%</b>	<b>536 082</b>	<b>100%</b>	<b>360 916</b>	<b>100%</b>	<b>675 712</b>	<b>100%</b>	<b>412 789</b>	<b>100%</b>	<b>923 040</b>	<b>100%</b>

### Évolution du montant des microfinancements accordés par région entre 2014 et 2017



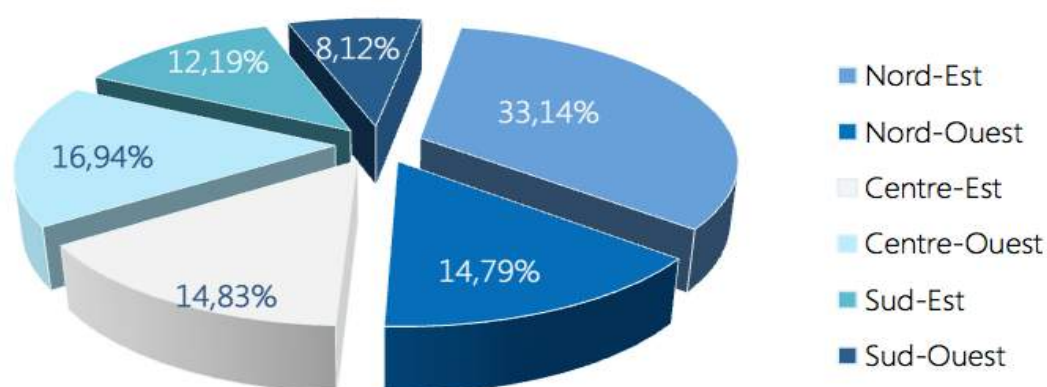
#### b. Période 1999-2017

- Sur la période 1999-2017, la région du Nord (Est et ouest) a profité à elle seule de plus de 2 milliard de TND soit 47,9% de la valeur globale des microfinancements accordés durant la même période.

(en milliers de TND)

Région	Cumul (1999-2017)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Nord-Est	1 061 558	30,87%	1 389 476	33,14%
Nord-Ouest	465 965	13,55%	619 911	14,79%
Centre-Est	580 412	16,88%	621 547	14,83%
Centre-Ouest	604 933	17,59%	710 252	16,94%
Sud-Est	445 976	12,97%	510 975	12,19%
Sud-Ouest	279 681	8,13%	340 281	8,12%
<b>Total</b>	<b>3 438 525</b>	<b>100%</b>	<b>4 192 443</b>	<b>100%</b>

### Répartition par région du cumul du montant des microfinancements accordés de 1999 à 2017



## 2.3. Répartition des microfinancements par secteur d'activité :

### a. Période 2014 -2017

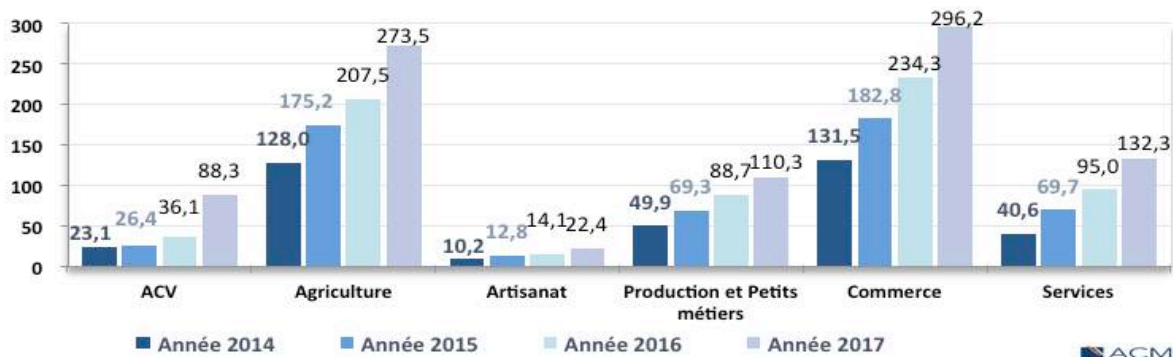
- Avec plus de 296 millions de dinars, le commerce a accaparé la part prépondérante des microfinancements accordés durant l'année 2017 représentant 32 % de la valeur globale des microfinancements accordés contre 35 % durant l'année 2016.
- L'agriculture a bénéficié du plus grand nombre de microfinancements avec une valeur globale supérieure à 273.5 millions de dinars, soit 30 % de la valeur globale des microfinancements accordés durant l'année 2017 contre 31 % durant l'année 2016.
- L'artisanat reste le secteur qui a bénéficié le moins des microfinancements, sa part ne représente que 2 % du montant global des microfinancements accordés.

(en milliers de dinars)

Secteur d'activité	2014				2015				2016				2017			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie (ACV)	32 927	12%	23 122	6%	38 949	12%	26 418	5%	51 152	14%	36 112	5%	83 456	20%	88 349	10%
Agriculture	92 623	33%	127 974	33%	107 447	33%	175 206	33%	113 012	31%	207 539	31%	122 876	30%	273 534	30%
Artisanat	8 676	3%	10 188	3%	9 457	3%	12 759	2%	9 144	3%	14 137	2%	11 403	3%	22 412	2%
Production et Petits métiers	38 652	14%	49 903	13%	44 626	14%	69 251	13%	49 743	14%	88 690	13%	50 184	12%	110 287	12%
Commerce	87 644	31%	131 520	34%	98 163	30%	182 755	34%	103 263	29%	234 277	35%	106 161	26%	296 152	32%
Services	23 189	8%	40 587	11%	31 105	9%	69 693	13%	34 602	10%	94 958	14%	38 709	9%	132 305	14%
<b>Total</b>	<b>283 711</b>	<b>100%</b>	<b>383 294</b>	<b>100%</b>	<b>329 747</b>	<b>100%</b>	<b>536 082</b>	<b>100%</b>	<b>360 916</b>	<b>100%</b>	<b>675 712</b>	<b>100%</b>	<b>412 789</b>	<b>100%</b>	<b>923 040</b>	<b>100%</b>



### Évolution du montant des microfinancements décaissés par secteur d'activité entre 2014 et 2017



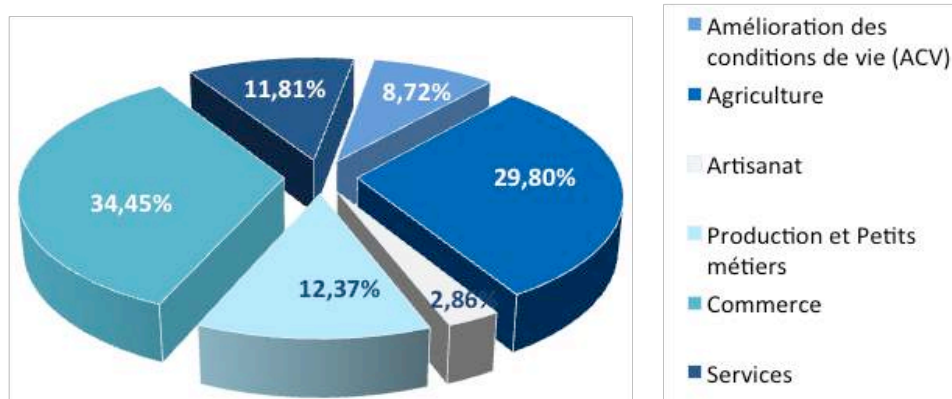
#### b. Période 1999-2017

Sur la période 1999-2017, le commerce a profité à lui seul d'environ 1,4 milliard de TND suivi de l'agriculture qui a bénéficié de plus de 1,2 milliard de TND. Ensemble, ces deux secteurs ont profité de 64.24% de la valeur des microfinancements accordés durant la période 1999-2017.

(en milliers de dinars)

Secteur d'activité	Cumul (1999 – 2017)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Amélioration des conditions de vie (ACV)	545 129	15,85%	365 389	8,72%
Agriculture	945 817	27,51%	1 249 262	29,80%
Artisanat	126 688	3,68%	120 041	2,86%
Production et Petits métiers	426 586	12,41%	518 655	12,37%
Commerce	1 111 320	32,32%	1 444 123	34,45%
Services	282 985	8,23%	494 972	11,81%
<b>Total</b>	<b>3 438 525</b>	<b>100%</b>	<b>4 192 443</b>	<b>100%</b>

### Répartition par secteur d'activité du cumul du montant des microfinancements accordés de 1999 à 2017



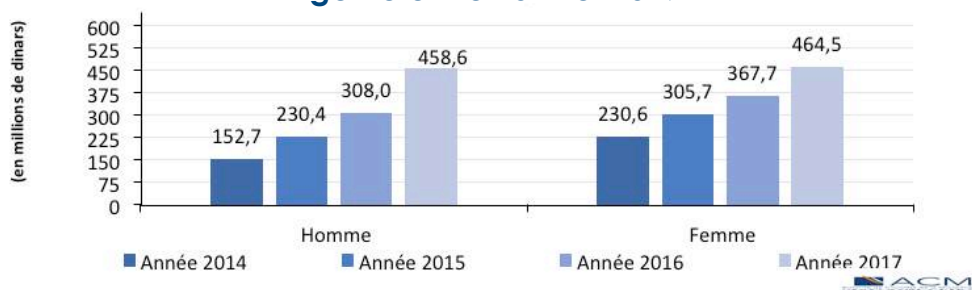
## 2.4. Répartition des microfinancements par genre :

### a. Période 2014-2017

• La part des hommes dans la valeur totale des microfinancements est passée de 40% en 2014 à 49,7 % en 2017. En effet à la fin de l'année 2017, environ 459 millions de dinars représentant 178 338 crédits ont été alloués à des hommes opérant dans tous secteurs confondus. Par contre, les femmes ont bénéficié de 464,5 millions de dinars soit une part de 50,3 % de la valeur globale des microfinancements accordés.

Genre	2014				2015				2016				2017			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
<b>Homme</b>	94 874	33%	152 694	40%	119 802	36%	230 423	43%	137 693	38%	307 982	46%	178 338	43%	458 560	49,7%
<b>Femme</b>	188 837	67%	230 601	60%	209 945	64%	305 659	57%	223 223	62%	367 730	54%	234 451	57%	464 480	50,3%
<b>Total</b>	283 711	100%	383 294	100%	329 747	100%	536 082	100%	360 916	100%	675 712	100%	412 789	100%	923 040	100%

**Évolution du montant des microfinancements décaissés par genre entre 2014 et 2017**



• En outre, le microfinancement moyen des femmes bénéficiaires reste inférieur à celui des hommes.

(En dinars)

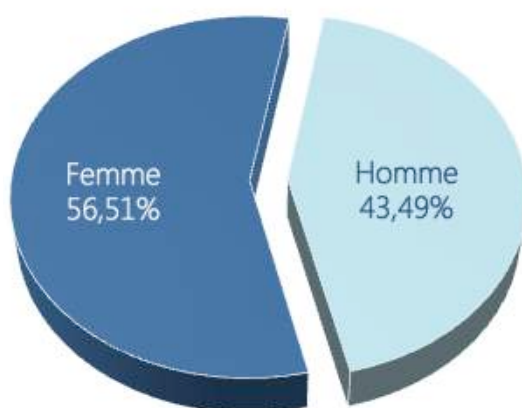
	2014	2015	2016	2017
<b>Microfinancement moyen des hommes</b>	1 609	1 923	2 237	2571
<b>Microfinancement moyen des femmes</b>	1 221	1 456	1 647	1981
<b>Microfinancement moyen du secteur</b>	1 351	1 626	1 872	2236

## b. Période 1999-2017

- Sur la période 1999-2017, environ 56,51% de la valeur globale des microfinancements accordés ont profité à des femmes contre 43,49% pour les hommes.
- Sur la même période, le microfinancement moyen pour les femmes est de 1088 TND contre une valeur de 1445 TND pour les hommes.

Genre	Cumul (1999 - 2017)			
	Nombre	(%)	Montant	(%)
Homme	1 261 563	36,69%	1 823 285	43,49%
Femme	2 176 962	63,31%	2 369 158	56,51%
Total	3 438 525	100%	4 192 443	100%

Répartition par genre du montant cumulé des microfinancements accordés de 1999 à 2017



## 2.5. Répartition microfinancements par type de projet :

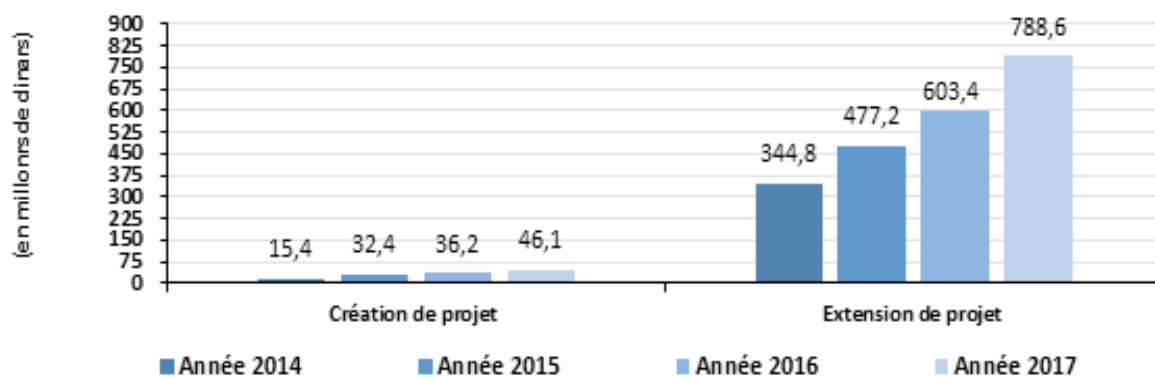
### a. Période 2014 - 2017

- Durant l'année 2017, 788,6 millions de dinars ont été alloués aux extensions des projets soit une part de 94 % de la valeur globale des microfinancements accordés aux activités génératrices de revenus (AGR) alors que les créations de projets n'ont profité que de 6 % des microfinancements bien que leur montant est passé à 46,1 millions de TND contre 32,4 millions de TND deux années auparavant.

(en milliers de dinars)

Type de projet	2014				2015				2016				2017			
	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)	Nombre	(%)	Montant	(%)
Création de projet	9 438	4%	15 414	4%	21 083	7%	32 435	6%	23 351	8%	36 160	6%	25 728	8%	46 111	6%
Extension de projet	241 346	96%	344 758	96%	269 715	93%	477 229	94%	286 413	92%	603 441	94%	303 605	92%	788 580	94%
<b>Total</b>	<b>250 784</b>	<b>100%</b>	<b>360 172</b>	<b>100%</b>	<b>290 798</b>	<b>100%</b>	<b>509 664</b>	<b>100%</b>	<b>309 764</b>	<b>100%</b>	<b>639 601</b>	<b>100%</b>	<b>329 333</b>	<b>100%</b>	<b>834 690</b>	<b>100%</b>

Évolution du montant des microfinancements décaissés par type de projet entre 2014 et 2017

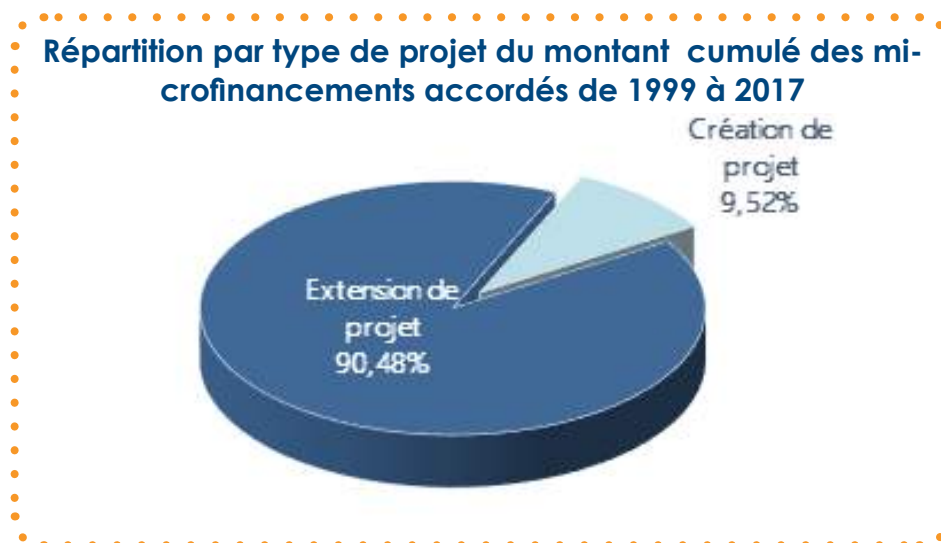


ACM  
ANCIENNE CAISSE D'ÉPARGNE DE TUNISIE

### b. Période 1999 – 2017

- Durant la période 1999-2017, plus de 3,46 milliards de TND ont été alloués aux extensions des projets soit une part de 90,50% de la valeur globale des microfinancements alors que les créations des projets n'ont profité que de 9,5%

Type de projet	Cumul (1999 – 2017)			
Création de projet	348 155	12,03%	364 419	9,52%
Extension de projet	2 545 241	87,97%	3 462 634	90,48%
<b>Total</b>	<b>2 893 396</b>	<b>100%</b>	<b>3 827 054</b>	<b>100%</b>



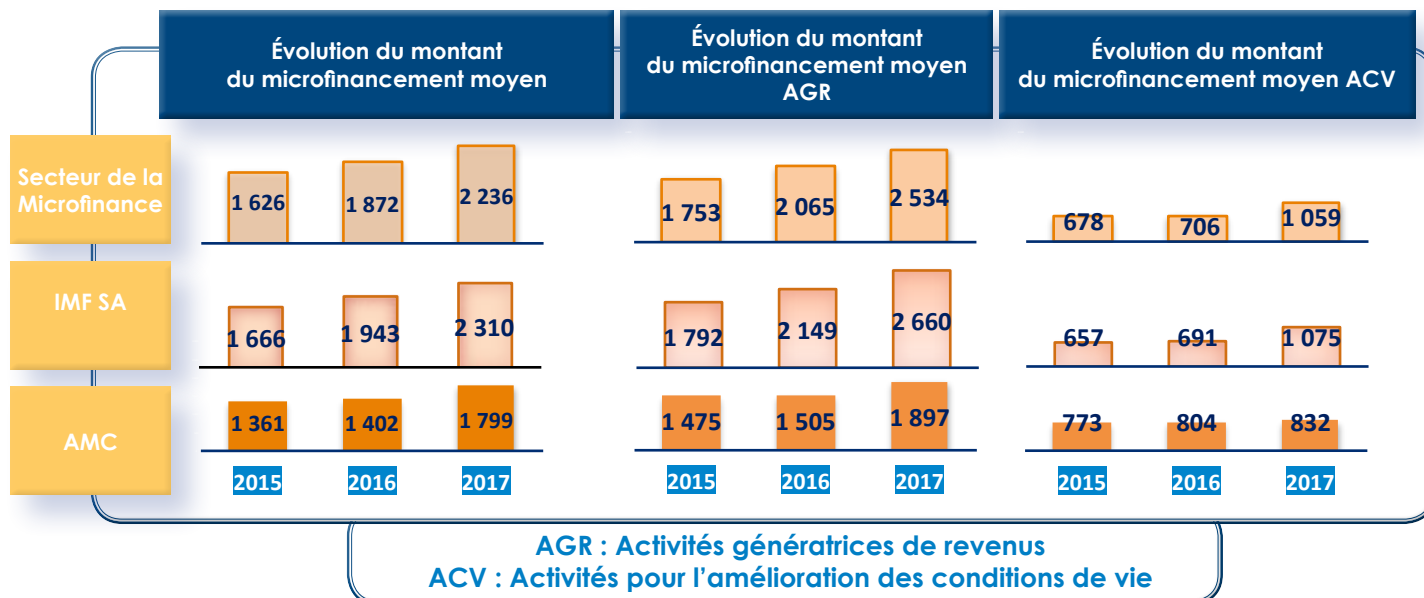
## 2.6. Microfinancement moyen par catégorie d'IMF :

### a. Période 2015-2017 :

- Le montant du microfinancement moyen s'est établi au 31/12/2017 à 2 236 dinars contre 1 872 dinars à fin décembre 2016.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 2 534 dinars au 31/12/2017 contre 2 065 dinars au 31/12/2016.

(En TND)

	2015			2016			2017		
	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen ACV	Microfinancement moyen AGR	Microfinancement moyen
Secteur de la Microfinance	678	1 753	1 626	706	2 065	1 872	1 059	2 534	2 236
IMF SA	657	1 792	1 666	691	2 149	1 943	1 075	2 660	2 310
AMC	773	1 475	1 361	804	1 505	1 402	832	1 897	1 799



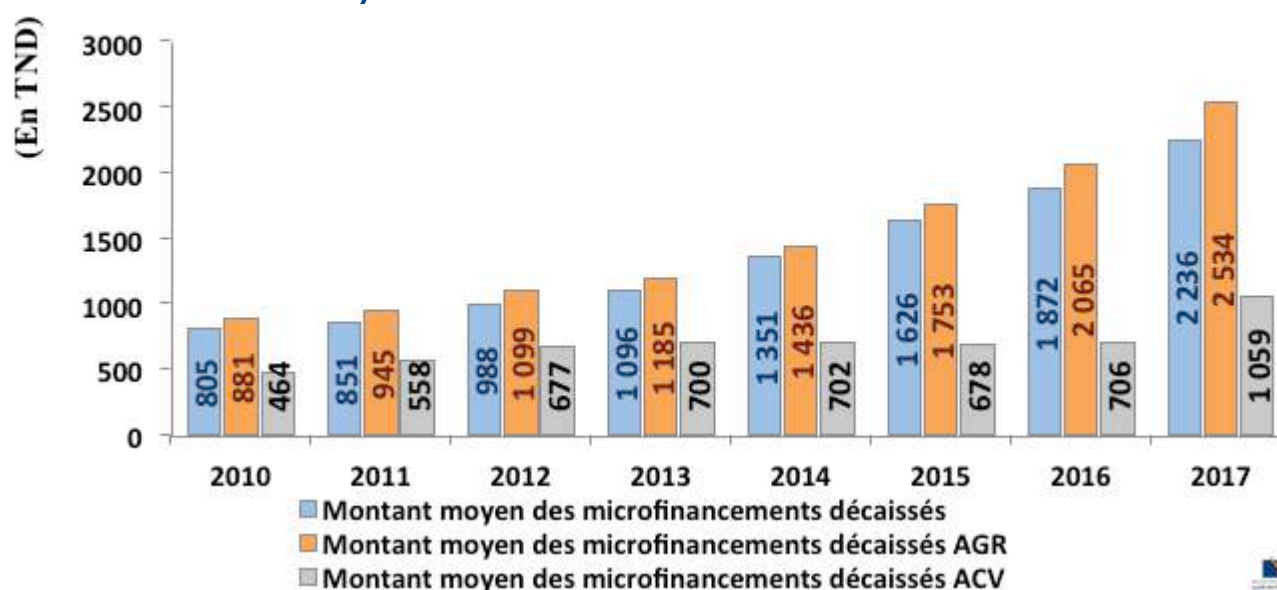
### b. Période 2010-2017 :

- Le montant du microfinancement moyen a enregistré une augmentation de 15.7% durant la période allant de 2010 à 2017.
- Pour les microfinancements alloués aux activités génératrices de revenus, le montant moyen s'est établi à 2534 TND en 2017 contre 881 TND en 2010 enregistrant un taux de croissance annuel moyen de 16,3 %

(en TND)

Désignation	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Microfinancement moyen ACV	464	558	677	700	702	678	706	1059
Microfinancement moyen AGR	881	945	1 099	1 185	1 436	1 753	2 065	2 534
Microfinancement moyen (ACV et AGR)	805	851	988	1 096	1 351	1 626	1 872	2 236

Montant moyen des microfinancements décaissés de 2010 à 2017



## 2.7. Évolution de l'encours des microfinancements :

### a. Encours par catégorie d'IMF :

- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA et les AMC est passé de 361,6 Millions dinars au 31 décembre 2014 à 809,4 millions dinars au 31/12/2017 enregistrant ainsi un taux d'accroissement annuel moyen durant la période 2014-2017 d'environ 31%.
- L'encours des microfinancements accordés par les IMF SA s'est accru en moyenne de 37.2% au cours de la période 2014/2017 alors que celui des crédits accordés par les AMC a augmenté en moyenne et durant la même période, de 18%.
- Au 31/12/2017, l'encours des microfinancements accordés par les IMF SA représente 73% de l'encours total des microcrédits accordés par toutes les IMF (SA et associatives) contre 69,8% une année auparavant.

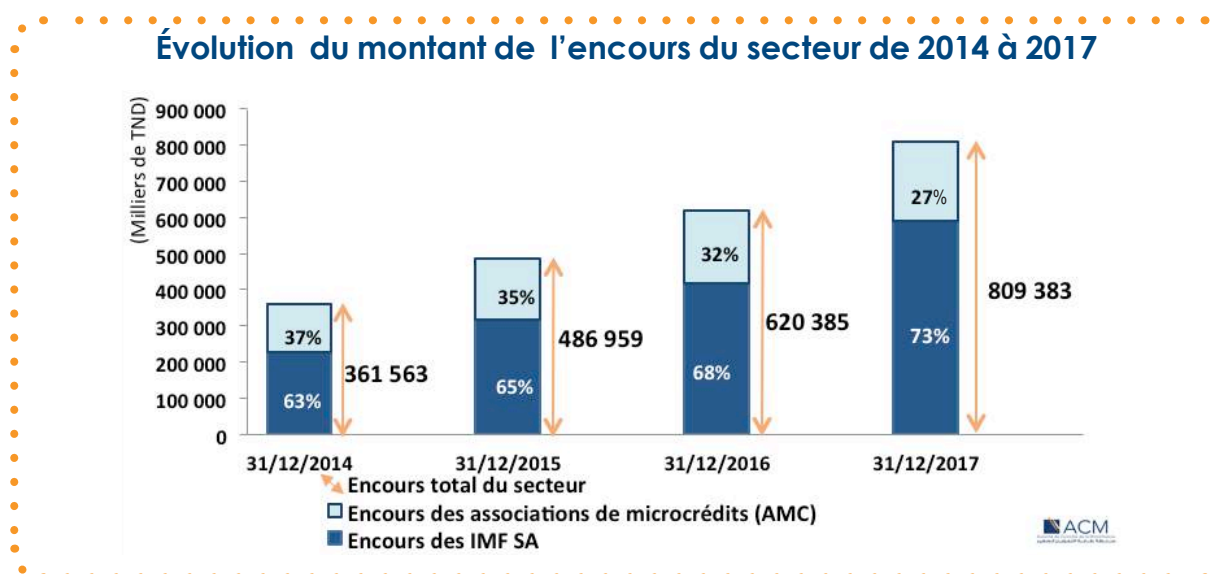
en milliers de TND

Encours par catégorie d'IMF	Au 31/12/2014		Au 31/12/2015		Au 31/12/2016 (#)		Au 31/12/2017	
	Nombre des crédits actifs	Encours	Nombre des crédits actifs	Encours	Nombre des crédits actifs	Encours	Nombre des crédits actifs	Encours
IMF SA	255 045	228 996	289 272	316 527	326 710	419 676	375 104	591 413
Associations de microcrédits (AMC)	ND	132 567	ND	170 432	ND	200 709 (**)	ND	217 970
Encours total du secteur		361 563		486 959		620 385		809 383

(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016

(\*) L'encours des AMC au 31-12-2017 tient compte de l'abandon du deuxième lot des microcrédits agricoles qui s'élève à 20 527 mille de TND en 2017 conformément à l'arrêté de la ministre des finances et du ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques et de la pêche du 27 octobre 2016, modifiant et complétant l'arrêté du 9 février 2016, relatif à la fixation des modalités et des critères de l'abandon, par l'État, les établissements de crédit ayant la qualité de banque et les sociétés de recouvrement des créances filiales de banques, des montants dus en principal et intérêts au titre des crédits agricoles et fixant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission régionale chargée de l'examen des dossiers d'abandon (Source : Les états financiers certifiés de la Banque Tunisienne de Solidarité (BTS)).

(\*\*) L'encours des AMC mentionné au 31-12-2016 ne tient pas compte de l'abandon du premier lot des microcrédits agricoles qui s'élève à 19 189 mille de TND en 2016.



## b. Encours moyen par microfinancement actif des IMF SA

- Le montant de l'encours moyen par client actif avec doublons a enregistré une augmentation importante de 23 % entre l'année 2016 et 2017 en passant de 1 342 dinars à 1 652 dinars.
- Sans doublons, l'encours moyen par client actif s'est élevé au 31/12/2017 à 1 693 dinars.
- Le montant de l'encours moyen par microfinancement actif a enregistré une augmentation importante de 22,7 % entre l'année 2016 et 2017 en passant de 1 285 dinars à 1 577 dinars

Désignation	Au 31/12/2014	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016 (#)	Au 31/12/2017
Encours du portefeuille des IMF SA (en milliers de dinars)	228 996	316 527	419 676	591 413
Nombre des clients actifs (Avec doublons)	247 995	276 592	312 619	357 987
Nombre des clients actifs des IMF SA (sans doublons)	-	-	308 709	349 409
Nombre des crédits actifs	255 045	289 272	326 710	375 104
Encours moyen par client actif avec doublons (en dinars)	923	1 144	1342	1 652
Encours moyen par crédit actif (en dinars)	898	1 094	1 285	1 577

(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016

## 2.8. Portefeuille à risque 30 jours (PAR 30) des IMF SA

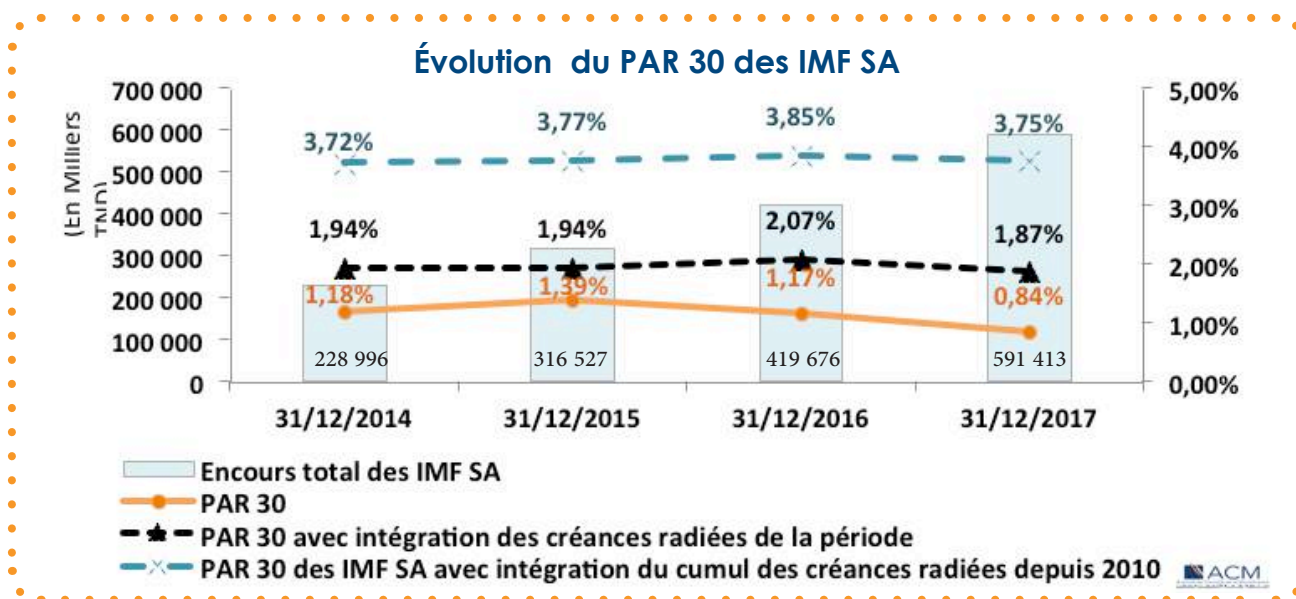
### a. Période 2014 - 2017

- Le PAR 30 en dinars avec intégration des créances radiées de la période des IMF SA est passé de 8,8 millions de dinars au 31 décembre 2016 à 11,1 millions de dinars au 31/12/2017, soit une augmentation de 26,8 %. Cette augmentation est due principalement à la croissance du portefeuille de crédit des IMF SA qui s'est accru de 41 % entre le 31/12/2016 et le 31/12/2017.
- Le PAR 30 en dinars sans intégration des créances radiées des IMF SA est passé de 4,902 millions de dinars au 31 décembre 2016 à 4,975 millions de dinars au 31/12/2017, soit une augmentation de 1,5 %.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) sans intégration des créances radiées des IMF SA s'est établi à 0,84 % au 31/12/2017 contre 1,17 % au 31/12/2016.
- Le PAR 30 en pourcentage (%), avec intégration des créances radiées de la période est passé de 2,07 % à fin 2016 à 1,87 % à fin 2017.
- Le PAR 30 en pourcentage (%) des IMF SA, avec intégration des créances radiées depuis 2010, s'est établi à 3,75 % au 31/12/2017 contre 3,72 % au 31/12/2014.



Calcul du portefeuille à risque 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en TND)	PAR 30		PAR 30 avec intégration des créances radiées de la période		PAR 30 des IMF SA avec intégration du cumul des créances radiées depuis 2010	
		Montant (En dinars)	En %	Montant (En dinars)	En %	Montant (En dinars)	En %
Au 31/12/2014	228 996 270	2 699 087	1,18%	4 481 697	1,94%	8 751 171	3,72 %
Au 31/12/2015	316 527 374	4 394 690	1,39%	6 171 192	1,94%	12 223 276	3,77 %
Au 31/12/2016 (#)	419 675 543	4 902 020	1,17%	8 778 957	2,07%	16 607 543	3,85 %
Au 31/12/2017	591 412 711	4 975 609	0,84%	11 164 024	1,87%	22 869 548	3,75 %

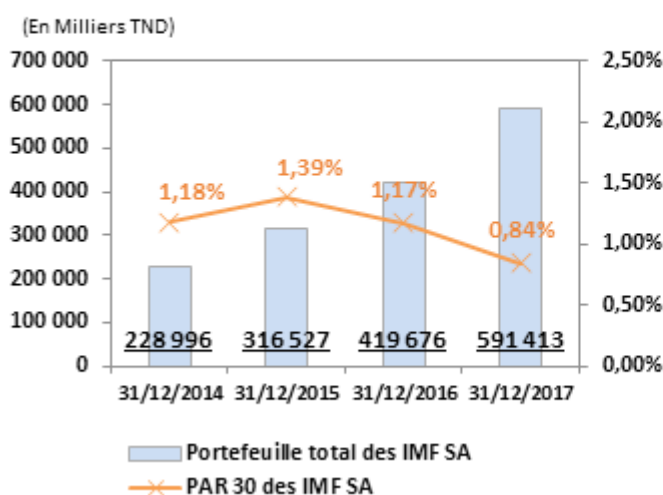
(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016



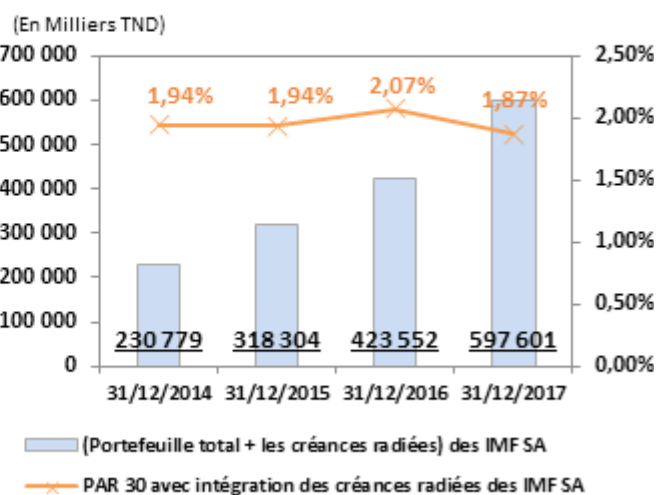
IMF SA	31/12/2014	31/12/2015	31/12/2016 (#)	31/12/2017
PAR 30	2 699 087	4 394 690	4 902 020	4 975 609
Portefeuille	228 996 270	316 527 374	419 675 543	591 412 711
PAR 30 (en %)	1,18%	1,39%	1,17%	0,84%
Crédits rééchelonnés	478 458	305 413	243 834	286 988
Crédits réaménagés	140 910	370 007	284 088	419 099
Crédits consolidés				16 848
Crédits radiés	1 782 610	1 776 502	3 876 937	6 188 415
Portefeuille + les crédits radiés	230 778 880	318 303 876	423 552 481	597 601 127
PAR 30 avec intégration des crédits radiés	4 481 697	6 171 192	8 778 957	11 164 024
PAR 30 avec intégration des crédits radiés (en %)	1,94%	1,94%	2,07%	1,87%

(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016

**Évolution du PAR 30 des IMF SA  
(2014 -2016)**



**Évolution du PAR 30 avec intégration des  
créances radiées des IMF SA (2014 -2016)**

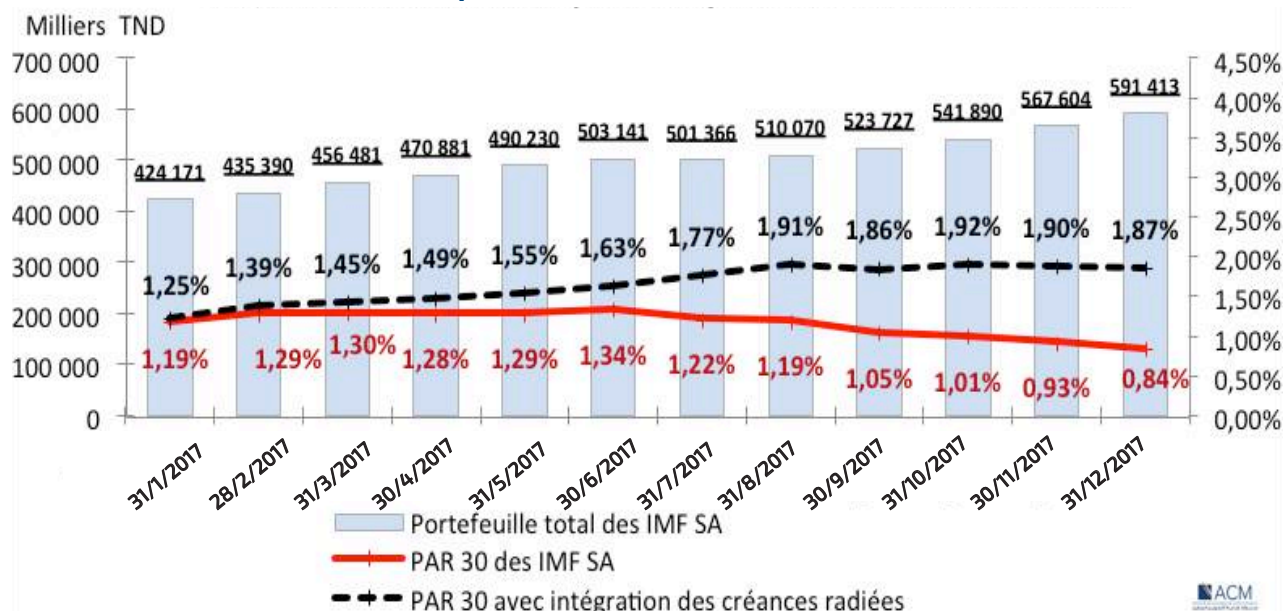


**b. Durant l'année 2017 :**

- Durant 2017, le PAR 30 avec intégration des créances radiées a enregistré une augmentation entre janvier et décembre en passant de 1.25 % à 1.87 %.

Calcul du portefeuille à 30 jours IMF SA	Portefeuille Total (en TND)	PAR 30 des IMF SA		PAR 30 des IMF SA avec intégration des crédits radiés	
		En montant	En %	En montant	En %
Au 31/01/2017	424 171 412	5 051 053	1,19%	5 284 568	1,25%
Au 28/02/2017	435 389 777	5 599 766	1,29%	6 055 716	1,39%
Au 31/03/2017	456 481 077	5 914 351	1,30%	6 612 171	1,45%
Au 30/04/2017	470 880 824	6 043 048	1,28%	7 042 538	1,49%
Au 31/05/2017	490 229 678	6 334 685	1,29%	7 617 079	1,55%
Au 30/06/2017	503 140 586	6 734 130	1,34%	8 249 343	1,63%
Au 31/07/2017	501 366 408	6 121 741	1,22%	8 920 813	1,77%
Au 31/08/2017	510 069 584	6 080 540	1,19%	9 805 604	1,91%
Au 30/09/2017	523 726 784	5 503 243	1,05%	9 819 334	1,86%
Au 31/10/2017	541 890 024	5 467 117	1,01%	10 479 109	1,92%
Au 30/11/2017	567 604 301	5 274 040	0,93%	10 880 291	1,90%
Au 31/12/2017	591 412 711	4 975 609	0,84%	11 164 024	1,87%

## Évolution mensuelle de la qualité du portefeuille des IMF SA en 2017



### 2.9. Taux des créances radiées des IMF SA durant la période 2015 / 2017 :

- Le taux des créances radiées des IMF SA s'est établi au 31/12/2017 à 1,22 % de leur portefeuille brut moyen contre 1,05 % une année auparavant.

Taux de radiation	Au 31/12/2015	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
IMF SA	0,65%	1,05%	1,22%

### Évolution du taux de radiation des créances par les IMF SA du secteur



ACM

## 2.10. Données financières sur les IMF SA :

### a. Données bilancielles et données de l'état du résultat

- Le total des actifs des IMF SA s'est établi à fin 2017 à 646,5 millions de dinars contre 481,6 millions de dinars une année auparavant enregistrant une augmentation de 34,2 %.
- Les capitaux propres des IMF SA ont atteint 114,5 millions de dinars au 31/12/2017 contre environ 86,9 millions de dinars au 31/12/2016 soit une augmentation de 31,8 %. Une telle augmentation est expliquée principalement par l'augmentation du capital social de certaines IMF SA (Advans Tunisie : 5,7 millions de dinars ; CFE : 4,8 millions de dinars ; Zitouna Tamkeen : 12,2 millions de dinars)
- Les passifs des IMF SA sont passés d'environ 394,7 millions de dinars au 31/12/2016 à 532 millions de dinars à fin 2017 enregistrant une augmentation de 34,8 %
- Le total des produits d'exploitation microfinance des IMF SA s'est élevé à fin 2017 à 138 millions de dinars contre 99,1 millions de dinars une année auparavant.
- Le produit net des activités microfinance est passé de 55,1 millions de dinars à fin 2015 à 73,2 millions de dinars et à 98,7 millions de dinars respectivement au terme de l'année 2016 et 2017.
- Le résultat d'exploitation des IMF SA s'est établi à fin 2017 à 8 millions de dinars et se compose principalement de la somme des résultats d'exploitation bénéficiaires d'Enda Tamweel et Microcred Tunisie d'environ 17,5 millions de dinars (17,3 millions de dinars pour Enda Tamweel et environ 227 mille dinars pour Microcred Tunisie) et de la somme des résultats d'exploitation déficitaires de quatre autres IMF SA, d'une valeur de -9,5 Millions de dinars.
- Le résultat net des IMF SA s'est élevé au 31/12/2017 à 4,8 millions de dinars contre -1,7 millions de dinars au 31/12/2016. Une telle amélioration du résultat de l'exercice consolidé de toutes les IMF SA est imputable essentiellement :

\* À l'augmentation du résultat d'exercice d'Enda Tamweel qui est passé de 5,1 millions de dinars au terme de l'année 2016 à 12,1 millions de dinars à fin 2017 et l'amélioration du résultat de Microcred qui est passé de -1,3 millions de dinars au terme de l'année 2016 à 203 mille dinars à fin 2017.

\* Aux résultats d'exercice déficitaires des autres IMF SA dont la somme s'est établie au 31/12/2017 à -7,6 millions de dinars contre -5,5 millions dinars au 31/12/2016.

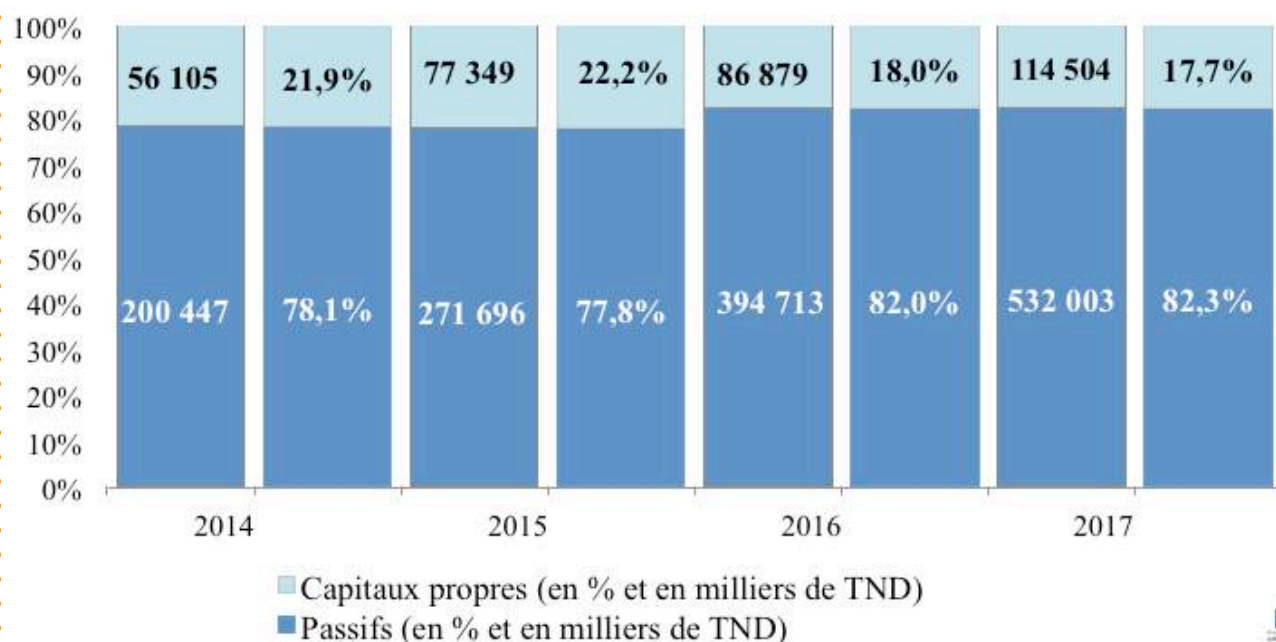
(Unité : dinars)

IMF SA	TOTAL				Taux de croissance		
	2014	2015	2016 (#)	2017 (*)	$\frac{2014}{2015}$	$\frac{2015}{2016}$	$\frac{2016}{2017}$
Total des Actifs	256 552 246	348 944 847	481 591 819	646 507 187	36,01%	38,01%	34,24%
Total des Passifs	200 447 339	271 595 648	394 712 998	532 003 547	35,49%	45,33%	34,78%
Emprunts et ressources spéciales	188 494 049	250 555 193	356 231 806	486 443 270	32,92%	42,18%	36,55%

<b>Concours bancaires</b>	120 530	1 835 369	2 213 517	4 841 268	1422,75%	20,60%	118,71%
<b>Total des capitaux propres</b>	56 104 907	77 349 199	86 878 823	114 503 639	37,87%	12,32%	31,80%
<b>Total des produits d'exploitation Microfinance</b>	51 624 348	73 634 816	99 060 826	138 031 450	42,64%	34,53%	39,34%
<b>Total des charges d'exploitation Microfinance</b>	12 233 885	18 494 302	25 873 728	39 859 758	51,17%	39,90%	54,05%
<b>Produit net des activités microfinance</b>	39 390 463	55 140 514	73 187 098	98 171 694	39,98%	32,73%	34,14%
<b>Résultat d'exploitation</b>	5 099 976	3 687 282	3 311 925	8 028 386	-27,70%	-10,18%	142,41%
<b>Résultat de l'exercice</b>	5 874 602	4 337 390	-1 750 362	4 756 528	-26,17%	-140,36%	271,75%

(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016

### Structure financière consolidée des IMF SA du secteur de 2014 à 2017

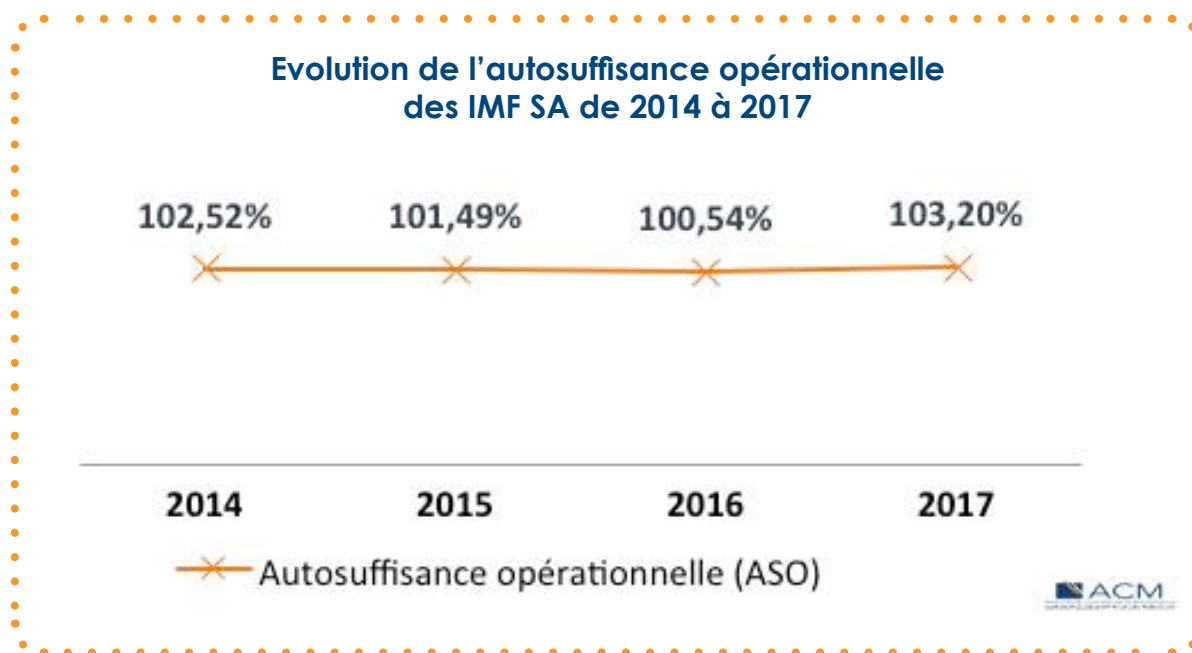


**b. Indicateurs financiers des IMF SA:**

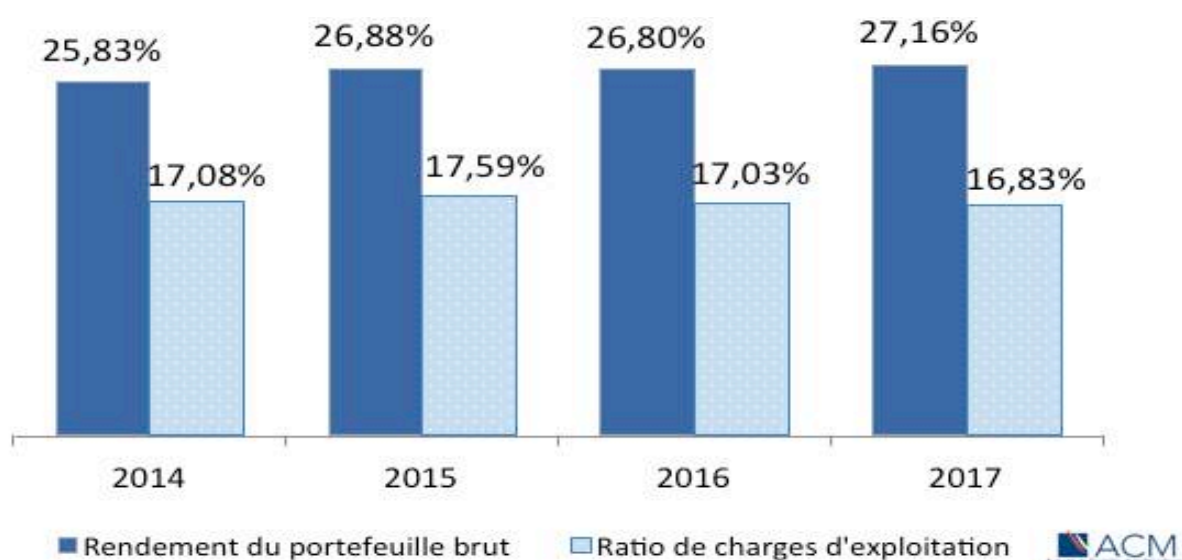
- Au 31/12/2017 le ratio de rentabilité des actifs s'est élevé à 0,84 % contre -0,42 % à fin 2016.
- Au 31/12/2017 le ratio de rentabilité des fonds propres s'est établi à 4,72 % contre -2,13 % à fin 2016.
- Les ratios autosuffisance opérationnelle (ASO), ratio des charges d'exploitation et rendement du portefeuille brut sont maintenus à niveau stable durant la période 2014-2016

Indicateurs financiers des IMF SA et Enda Inter arabe	Année			
	2014	2015	2016 (#)	2017
Rendement des Fonds Propres (ROE)	12,27%	6,50%	-2,13%	4,72%
Rendement des Actifs (ROA)	2,69%	1,43%	-0,42%	0,84%
Autosuffisance Opérationnelle (ASO)	102,52%	101,49%	100,54%	103,20%
Ratio des Charges d'exploitation	17,08%	17,59%	17,03%	16,83%
Rendement du portefeuille brut	25,83%	26,88%	26,80%	27,16%

(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016



### Evolution du rendement du portefeuille et du taux des charges d'exploitation des IMF SA sur la période 2014-2017



#### c. Ratio de solvabilité des IMF SA

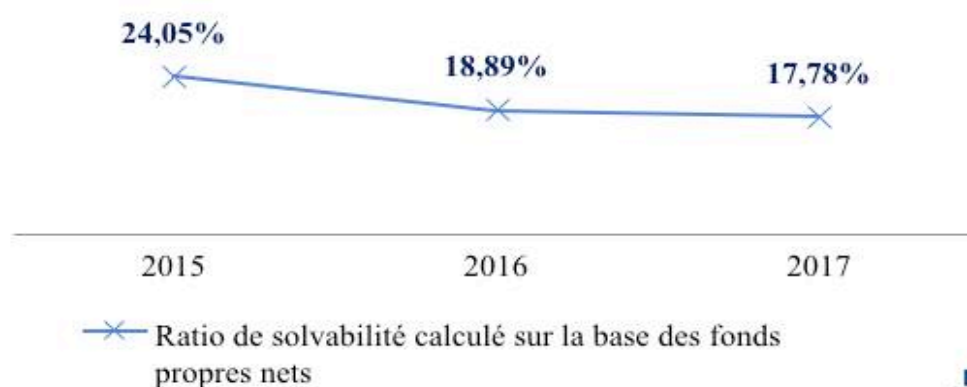
- Le ratio de solvabilité des IMF SA et Enda Inter Arabe est passé de 18.89 % en 2016 à 17.78 % en 2017.

(En TND)

IMF SA et Enda Inter Arabe	Année		
	2015	2016 (#)	2017
Fonds propres nets	79 570 766	83 358 714	111 672 528
Actifs pondérés en fonction des risques	330 857 630	441 223 833	628 207 159
Ratio de solvabilité (%)	24,05%	18,89%	17,78%

(#) Après ajustement par une IMF SA en février 2018 de son encours au 31/12/2016

### Evolution du ratio de solvabilité calculé sur la base des fonds propres nets des IMF SA entre 2015 et 2017



## 2.11. Données non financières sur les IMF-SA

- Le nombre des agences des IMF SA s'est établi au terme de l'année 2017 à 125 contre 103 agences une année auparavant.
- Environ 66% des agences des IMF SA relèvent du réseau d'Enda Tamweel
- Le nombre moyen des clients actifs par agence d'une IMF SA s'est élevé au 31 décembre 2017 à 2864 contre 2881 et 3035 clients respectivement aux termes des de années 2015 et 2016.
- L'effectif total des IMF SA a enregistré un taux d'accroissement moyen de 24.4 % durant la période 2014-2017 en passant de 1268 à fin 2014 à 2440 à fin 2017 dont 67% sont des employés d'Enda Tamweel.
- Le nombre total des agents de crédit des IMF SA s'est accru entre le 31/12/2016 et le 31/12/2017 de 27.7% en s'établissant à 1352 à fin décembre 2017 contre 1076 agents au terme de l'année 2016.

	2014	2015	2016	2017
<b>Nombre d'agences des IMF SA</b>	83	96	103	125
<b>Nombre des clients actifs des IMF SA (Avec doublons)</b>	247995	276592	312 619	357987
<b>Nombre moyen des clients actifs par agence</b>	2988	2881	3035	2864
<b>Effectif total des IMF SA</b>	1268	1584	1935	2440
<b>Nombre total des agents de crédit des IMF SA</b>	728	866	1076	1352





### III. Dynamique de développement du secteur de la microfinance en Tunisie



## 1. La Tunisie inaugure son premier centre de formation en microfinance

L'Académie des Banques et Finances, spécialisée en formation et certification de banquiers tunisiens, a ajouté une corde à son arc en dispensant les premiers cours en microfinance au sein de ses locaux.

Deux certifications professionnelles ont été mises en place pour qualifier le management et les agents de crédit des institutions de microfinance présentes en Tunisie. C'est effectivement une première pour ce pays où le secteur de la microfinance se développe depuis quelques années seulement.

L'objectif majeur de ce centre est la croissance et la professionnalisation du secteur dans le pays afin de renforcer les capacités des acteurs de la microfinance en Tunisie qui est l'un de trois piliers du projet MicroMED, développé par ADA.

Les enseignants sont également composés de 14 formateurs internes au niveau local, issus du personnel des IMF tunisiennes, ayant suivi des formations données par ADA, pour transmettre leurs capacités de manière autonome.

Le directeur général de l'ACM a été invité à l'inauguration officielle du centre de formation qui s'est déroulée à l'Académie des Banques et Finances à Tunis le 9 novembre 2017.

## 2. la première édition de Microfinance Expo : le Forum Régional de la Microfinance et de l'économie Sociale et Solidaire

Canal Presse a organisé en janvier 2017 la première édition de Microfinance Expo : le Forum Régional de la Microfinance et de l'économie Sociale et Solidaire en Tunisie.

Événement inédit dédié aux créateurs et jeunes promoteurs de petites entreprises, le Forum Régional de la Microfinance et de l'Économie Solidaire qui s'est tenu pour sa 1ère édition les 27 et 28 Janvier 2017, au Palais des Congrès –Tunis, se veut une plateforme d'échanges autour de l'Inclusion financière qui fait référence aux différents mécanismes permettant aux plus démunis d'avoir accès à des services financiers correspondants à leurs besoins pour booster leurs projets de création ou de développement.

En organisant un tel événement, Microfinance Expo met en valeur le microcrédit en tant que levier contribuant à la croissance économique en Tunisie et la stimulation de l'activité économique des ménages, la réduction de leur vulnérabilité et la création d'emploi.

Au programme de cette rencontre, figure une série de conférences et workshops animés par des experts tunisiens et étrangers et dédiés à la valorisation de la microfinance dans le financement et le développement des micro-investissements, le renforcement des capacités entrepreneuriales et l'incitation des jeunes à la création d'entreprises.

La participation de l'ACM à cet événement, a été dédiée à la présentation des données sur le secteur de la microfinance en Tunisie, la centrale des risques de la microfinance et des données clés sur l'endettement croisé des clients. Cette présentation a été assurée par le directeur général de l'ACM, M. Mahmoud Montassar MANSOUR.

# Rapports du commissaire aux comptes sur les états financiers arrêtés au 31/12/2017



## SOMMAIRE

RAPPORT GENERAL

RAPPORT SPECIAL SUR LES CONVENTIONS

### ANNEXES:

- 1- Bilan au 31/12/2017
- 2- État de résultat
- 3- État de flux de trésorerie
- 4- Notes aux états financiers

# RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

## Responsabilité du commissaire aux comptes

**3-** Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en Tunisie. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci.

Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**4-** Les états financiers de l'exercice 2017 ont été préparés et présentés conformément aux normes comptables tunisiennes. Ils ont été préparés selon les mêmes méthodes comptables appliquées au cours de l'exercice précédent.

## Messieurs les membres du conseil d'administration de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance ACM

**1-** En exécution de la mission de commissariat aux comptes que vous nous avez confiée, nous vous présentons notre rapport sur le contrôle des états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2017 tels qu'annexés au présent rapport, ainsi que sur les informations et vérifications spécifiques prévues par la loi et les normes professionnelles.

### Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers :

**2-** Nous avons audité les états financiers de l'ACM arrêtés au 31 décembre 2017 et faisant apparaître un total net bilan de 1.060.778 D et un résultat déficitaire de 164.144 D

Ces états financiers ont été préparés et présentés sous la responsabilité des organes de direction et d'administration de l'ACM, conformément aux normes comptables généralement admises en Tunisie, aux lois et réglementations en vigueur. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

## **Opinion sur les états financiers**

**5-** A notre avis, les états financiers sont réguliers et sincères et donnent, pour tout aspect significatif, une image fidèle de la situation financière de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance ACM ainsi que des résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2017, conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

## **Vérifications spécifiques**

**6-** Nous avons procédé à la vérification des informations figurant dans le rapport d'activité de l'exercice 2017. Nous n'avons pas d'observations à formuler sur les informations d'ordre comptable contenues dans ce rapport.

**7-** Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons analysé le système de contrôle interne, et nous avons présenté nos remarques et recommandations relatives aux procédures administratives, financières et comptables dans un rapport distinct. Nous signalons que notre examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation et présentation des états financiers n'a pas révélé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

**Tunis le, 09 mars 2018**

**P/ ICCA  
Anis SMAOUI**

# **R**APPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

**Messieurs les membres du conseil d'administration  
de l'Autorité de Contrôle de la Micro finance  
ACM**

Conformément à la réglementation en vigueur, nous avons l'honneur de vous informer qu'aucune convention entre votre établissement et l'un de ses administrateurs, n'a été portée à notre connaissance.

Par ailleurs, les examens auxquels nous avons procédé n'ont pas révélé d'opérations entrant dans ce cadre.

**Tunis le, 09 mars 2018  
P/ ICCA  
Anis SMAOUI**

**BILAN**  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2017  
(Chiffres exprimés en dinars)

ACTIFS	NOTE	31/12/17	31/12/16
<b>Actifs non courants</b>			
<i>Actifs immobilisés</i>			
Immobilisations incorporelles	4.1.1	986 843,223	858 335,223
Moins : amortissements immobilisations incorporelles		-649 377,117	-363 884,849
<i>Immobilisations incorporelles</i>		337 466,106	494 450,374
Immobilisations corporelles	4.1.2	378 549,053	316 359,438
Moins : amortissements immobilisations corporelles		-219 369,760	-130 497,536
<i>Immobilisations corporelles</i>		159 179,293	185 861,902
Immobilisations financières	4.1.3	20,000	20,000
Moins : amortissements immobilisations financières		0,000	0,000
<i>Immobilisations financières</i>		20,000	20,000
<b>Total des actifs immobilisés</b>		<b>496 665,399</b>	<b>680 332,276</b>
<b>Total des actifs non courants</b>		<b>496 665,399</b>	<b>680 332,276</b>
<b>Actifs courants</b>			
Clients et compte rattachés		0,000	0,000
Divers actifs courants	4.1.4	9 404,779	13 978,843
Moins : provisions		0,000	0,000
<i>Autres actifs courants</i>		9 404,779	13 978,843
Placements et autres actifs financiers	4.1.5	550 000,000	350 000,000
Liquidités et équivalents de liquidités	4.1.6	4 707,944	246 104,714
<b>Total des actifs courants</b>		<b>564 112,723</b>	<b>610 083,557</b>
<b>TOTAL DES ACTIFS</b>		<b>1 060 778,122</b>	<b>1 290 415,833</b>

# BILAN

**BILAN**  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2017  
(Chiffres exprimés en dinars)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTE	31/12/17	31/12/16
<b>Capitaux propres</b>			
Fond de dotation		0,000	0,000
Subventions d'investissement nettes	4.1.7	388 719,195	505 923,980
Résultats reportés		693 920,854	41 069,248
<b>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</b>		<b>1 082 640,049</b>	<b>546 993,228</b>
Résultat de l'exercice		-164 143,792	652 851,606
<b>Total des capitaux propres avant affectation</b>		<b>918 496,257</b>	<b>1 199 844,834</b>
<b>Passifs</b>			
<b>Passifs courants</b>			
Fournisseurs et comptes rattachés	4.1.8	1 251,289	6 138,003
Autres passifs courants	4.1.9	141 030,576	84 432,996
Concours bancaires et autres passifs financiers		0,000	0,000
<b>Total des passifs courants</b>		<b>142 281,865</b>	<b>90 570,999</b>
<b>Total des passifs</b>		<b>142 281,865</b>	<b>90 570,999</b>
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS</b>		<b>1 060 778,122</b>	<b>1 290 415,833</b>

# ÉTAT DE RESULTAT

ETAT DE RESULTAT  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2017  
(Chiffres exprimés en dinars)

<b>Produits d'exploitation</b>			
Contributions IMF	4.2.1	788 404,102	635 540,992
Subventions d'exploitation	4.2.2	2 058,500	526 818,248
Autres produits d'exploitation	4.2.3	307 636,900	291 931,685
<b>Total des produits d'exploitation</b>		<b>1 098 099,502</b>	<b>1 454 290,925</b>
<b>Charges d'exploitation</b>			
Achats divers consommés	4.2.4	23 460,067	18 239,935
Charge du personnel	4.2.5	678 311,330	382 289,115
Dotations aux amortissements et aux provisions	4.2.6	374 364,492	314 272,245
Autres charges d'exploitation	4.2.7	216 911,757	111 652,691
<b>Total des charges d'exploitation</b>		<b>1 293 047,646</b>	<b>826 453,986</b>
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>-194 948,144</b>	<b>627 836,939</b>
Charges financières nettes		0,000	0,000
Produits des placements	4.2.8	30 804,352	25 014,667
Autres gains ordinaires		0,000	0,000
Autres pertes ordinaires		0,000	0,000
<b>Résultat des activités ordinaires avant impôt</b>		<b>-164 143,792</b>	<b>652 851,606</b>
Impôt sur les bénéfices		0,000	0,000
<b>Résultat des activités ordinaires après impôt</b>		<b>-164 143,792</b>	<b>652 851,606</b>
Éléments extraordinaires (Gains/pertes)			
<b>Résultat net de l'exercice</b>		<b>-164 143,792</b>	<b>652 851,606</b>
Effets des modifications comptables			
<b>Résultats après modifications comptables</b>		<b>-164 143,792</b>	<b>652 851,606</b>



# ÉTAT DES FLUX DE TRESORERIE

ETAT DES FLUX DE TRESORERIE  
DE L'EXERCICE CLOS LE 31/12/2017

		31/12/17	31/12/16
			(Méthode autorisée)
<b>Flux de trésorerie liés à l'exploitation</b>			
Résultat net de l'exercice		-164 143,792	652 851,606
<i>Ajustement pour :</i>			
- Amortissements et provisions		374 364,492	314 272,245
- Quote part des subventions d'investissement inscrites au résultat		-307 636,900	-291 931,685
<i>Variation des :</i>			
- créances		0,000	0,000
- autres actifs		-195 425,936	-422 190,964
- fournisseurs et autres dettes		51 710,866	-90 570,999
Plus ou moins values de cession		0,000	0,000
Transfert de charges		0,000	0,000
<b>Flux de trésorerie affectés à l'exploitation</b>		<b>-241 131,270</b>	<b>162 430,203</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'investissement</b>			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisat <sup>o</sup> corporelles et incorporelles		-190 697,615	-156 200,164
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		0,000	0,000
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations Financières		0,000	0,000
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations Financières		0,000	0,000
<b>Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissements</b>		<b>-190 697,615</b>	<b>-156 200,164</b>
<b>Flux de trésorerie liés au financement</b>			
Subvention d'investissement		190 432,115	0,000
Remboursement d'emprunts		0,000	0,000
<b>Flux de trésorerie provenant des activités de financement</b>		<b>190 432,115</b>	<b>0,000</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		<b>-241 396,770</b>	<b>6 230,039</b>
Trésorerie au début de l'exercice		246 104,714	239 874,675
<b>Trésorerie à la clôture de l'exercice</b>		<b>4 707,944</b>	<b>246 104,714</b>

## NOTE 1 - PRESENTATION DE L'ACM :

L'Autorité de Contrôle de la Microfinance « ACM » est créée par l'article 43 du décret-loi n° 2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance

Les modalités de fonctionnement de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance sont fixées par le décret n°2012-2128 du 28 septembre 2012.

### L'ACM est chargé :

- d'instruire les dossiers d'agrément des institutions de microfinance et d'émettre un avis à leurs propos,
- d'informer les institutions de microfinance des décisions d'autorisation prises par le ministre des finances,
- de contrôler sur pièces et sur place les institutions de microfinance, leurs unions et les associations qui ont procédé à la filialisation de leur activité,
- de désigner un administrateur provisoire pour l'institution de microfinance selon des conditions fixées par décision du ministre des finances,
- de prononcer des sanctions administratives, à l'exception du retrait d'agrément, en cas de violation des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application,
- de prononcer des pénalités, en cas de non-respect des dispositions du présent décret-loi et de ses textes d'application, payables au profit du trésor public. Leurs montants sont fixés par arrêté du ministre des finances,
- de proposer, avec justification, au ministre des finances le retrait de l'agrément des institutions de microfinance et de leurs unions, de mettre en place un système de centralisation des risques du secteur et de les communiquer aux institutions de mi-

crofinance à leur demande, elle peut à cette fin demander aux institutions de microfinance de lui fournir toutes les statistiques et informations lui permettant de suivre le développement de leurs activités. Elle peut également conclure des contrats de partenariat avec des autorités de contrôle similaires pour l'échange d'informations,

- d'émettre son avis au ministre des finances sur la législation relative à la microfinance.

## NOTE 2 - RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES

Les états financiers de l'Autorité de Contrôle de la Microfinance, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, ont été établis et présentés conformément aux méthodes comptables prévues par les normes comptables tunisiennes et dans le respect des hypothèses sous-jacentes (la continuité d'exploitation et la comptabilité d'engagement) ainsi que les conventions comptables prévues par le cadre conceptuel de la comptabilité financière.

En matière de présentation, l'Autorité de Contrôle de la Microfinance a opté pour l'établissement de l'état de résultat selon le modèle autorisé et de l'état des flux de trésorerie selon le modèle autorisé. Les chiffres présentés sont exprimés en Dinars Tunisiens (DT).

En matière d'information, des détails des comptes et des informations complémentaires sont présentés dans les notes aux états financiers.

## NOTE 3 - LES BASES DE MESURE ET METHODES COMPTABLES PERTINENTES

Les éléments inscrits en comptabilité sont évalués par référence à la convention comptable du coût historique.

### 3-1- Les subventions d'investissement :

Elles sont constituées par les subventions publiques reçues en numéraires et par les subventions en nature reçues de la « GIZ ». Celles-ci sont évaluées à la valeur vénale des actifs sur la base des factures correspondantes.

Les subventions d'investissement relatives à des actifs amortissables, sont prises en compte dans les résultats pendant les exercices où sont constatées les charges d'amortissement liées à ces actifs, et ce proportionnellement à ces charges d'amortissement.

### 3-2- Les subventions d'exploitation :

Les subventions d'exploitation reçues de l'Etat sont destinées à couvrir les charges d'exploitation. Elles sont comptabilisées en « produits » au cours de l'exercice qui enregistre ces charges.

A la fin de l'année, considérant l'hypothèse que l'excédent non utilisé de la subvention afférente à une année devra être imputé sur le budget de ou des années (s) suivante (s) (il n'est donc ni restituable, ni acquis définitivement au titre de l'année de référence), et conformément à la convention de rattachement des charges aux produits, la partie non utilisée d'une subvention afférente à une année considérée est reportée à l'exercice suivant. A cet effet, la partie non utilisée est déduite des produits de cette année et est comptabilisée dans un compte de passif «subventions reçues d'avance».

Par hypothèse, la partie non utilisée est calculée par la différence entre (1) les produits provenant des subventions d'exploitation majorés de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice et (2) le total des charges de l'exercice, y compris les charges d'amortissement et de provision.

### 3-3- Valeurs Immobilisées :

Les immobilisations corporelles et incorporelles exploitées par l'ACM figurent aux actifs

pour leur coût d'acquisition et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de l'ACM, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

Catégories d'immobilisations	Taux
d'amortissement	
Site Web	33%
Licences	33%
Logiciels	33%
Centrale des risques	33%
Matériel de transport	20%
Equipements de bureau	10% et 20%
Equipements de cuisine	20%
Matériels informatique	33%

### 3-4- Régime fiscal de l'ACM

Le régime fiscal de l'ACM est précisé par la lettre reçue de la Direction Générale des Etudes et Législation Fiscale (DGELF) en date du 08/01/2013 qui précise que :

- En matière d'impôts sur les bénéfices : L'ACM se trouve hors champs d'application de l'impôt sur les sociétés conformément à l'article 45 du code de l'IRPP et de l'IS. Cependant, elle applique la retenue à la source conformément aux dispositions des articles 52 et 53 du code de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et de l'impôt sur les sociétés.

- En matière de TVA : Les opérations réalisées par l'ACM ne sont pas soumises à la TVA. Toutefois, les acquisitions de l'ACM sont soumises à la TVA selon les taux en vigueur et elle applique la retenue à la source au taux de 25% du montant de la TVA conformément à l'article 19 bis du code de la TVA

## NOTE 4 - NOTES SUR LE BILAN, L'ETAT DE RESULTAT ET L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE

### 4.1- Notes sur le bilan

#### 4.1.1- Immobilisations incorporelles <sup>(2)</sup>

Les immobilisations incorporelles s'élèvent à un total brut de 986.843 DT au 31/12/2017 contre 858.335 DT au 31/12/2016. Soit une augmentation de 128.508 DT.

La valeur nette des immobilisations incorporelles s'élève à 337.466 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2017	Amort. au 31/12/2017	Valeur nette au 31/12/2017
Licence	10.134	9.708	426
Site web subventionné par la GIZ	17.450	17.450	0
Logiciels	3.762	1.411	2.351
Logiciels subventionnés par la GIZ	14.893	11.289	3.604
Centrale des risques (*)	814.565	609.519	205.046
Immobilisations en cours (*)	126.040	0	126.040
<b>Total</b>	<b>986.843</b>	<b>649.377</b>	<b>337.466</b>

(1) Voir tableau des amortissements en annexe

#### \* Centrale des risques

Conformément à l'article 43 du Décret-loi n°2011-117 du 5 novembre 2011 portant organisation de l'activité des institutions de microfinance, l'ACM a mis en place en 2015 un système de centralisation des risques du secteur et d'information des institutions de microfinance. Ce système a été financé par la GIZ et la Banque mondiale comme suit :

Financier	Montant
La GIZ	256.683
La Banque Mondiale	496.640
ACM	61.242
<b>Total</b>	<b>814.565</b>

De même, l'ACM a conclu le 13/05/2015 avec la Banque Centrale de Tunisie un protocole d'accord qui a pour objet :

- la définition d'un cadre de coopération entre les parties en vue de mettre en place la centrale des risques de la microfinance
- l'hébergement physique et virtuel de cette centrale à la BCT
- l'échange de données entre la BCT et l'ACM dans la limite des textes législatifs et réglementaires permettant à chacune d'elles de réaliser ses missions

Selon ce protocole d'accord, l'ACM supportera :

- l'achat, l'installation, la maintenance et la désinstallation de tout équipement nécessaire à l'accomplissement des prestations des parties
- le paiement de tout service rendu par des tiers et liés à l'administration du service
- les frais, redevances et coûts liés au raccordement de la Centrale des risques de la microfinance avec les institutions de microfinance.

### \* Immobilisations en cours

Les immobilisations incorporelles en cours concernent les travaux de mise en place du 3ème lot de la CRM qui ne sont pas achevés à la clôture de l'exercice.

#### 4.1.2- Immobilisations corporelles <sup>(3)</sup>

Le total brut des immobilisations corporelles s'élèvent à 378.550 DT au 31/12/2017. La valeur nette de ses immobilisations s'élève à 159.179 DT et se détaille comme suit :

Désignation	Valeur brute au 31/12/2017	Amort. au 31/12/2017	Valeur nette au 31/12/2017
Equipements de bureau	25.869	9.539	16.330
Matériel informatique	11.270	11.056	214
Centrale des risques <sup>(4)</sup>	92.304	35.573	56.731
Matériel de transport	94.460	73.590	20.870
Matériel de transport subventionné par la GIZ	52.546	24.128	28.418
Equipements de cuisine	92	92	0
Equipements de bureau subventionné par la GIZ	48.622	23.144	25.478
Matériel informatique subventionné par la GIZ	51.630	41.292	10.338
Equipements de cuisine subventionnés par la GIZ	1.757	957	800
<b>Total</b>	<b>378.550</b>	<b>219.371</b>	<b>159.179</b>

#### 4.1.3- Immobilisations financières

Les immobilisations financières s'élèvent à 20 DT. Il s'agit d'un cautionnement.



<sup>3</sup> Voir tableau des amortissements en annexe

<sup>4</sup> La partie corporelle de la centrale des risques de la microfinance correspond à des équipements informatiques.

#### 4.1.4- Autres Actifs courants

Les autres actifs courants totalisent 9.405 DT au 31/12/2017 contre 13.978 DT au 31/12/2016, soit une diminution de 4.573 DT.

Les autres actifs courants au 31/12/2017 se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Produits à recevoir (revenu de placement)	0	5	-5
Charges constatées d'avance (1)	9.405	13.973	-4.568
<b>Total</b>	<b>9.405</b>	<b>13.978</b>	<b>-4.573</b>

(1) Les charges constatées d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Loyer	3.147	3.197	-50
Frais internet	5.475	5.198	277
Tickets restaurant	0	3.870	-3.870
Prime d'assurance	783	1.709	-925
<b>Total</b>	<b>9.405</b>	<b>13.973</b>	<b>-4.568</b>

#### 4.1.5- Placements et autres actifs financiers

Les placements et autres actifs financiers s'élèvent à 550.000 DT au 31/12/2017 contre 350.000 DT au 31/12/2016.

Ils proviennent des contributions des IMF au titre de l'exercice 2016.

#### 4.1.6- Liquidités et équivalents de liquidités

Les liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent à 4.708 DT au 31/12/2017 contre 246.105 DT au 31/12/2016, soit une diminution de 241.397 DT.

Les liquidités et équivalents de liquidités au 31/12/2017 se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Banque BH	-	245.732	-245.732
Banque STB	4.472	-	4.472
Caisse	236	373	-137
<b>Total</b>	<b>4.708</b>	<b>246.105</b>	<b>-241.397</b>

#### 4.1.7- Subventions d'investissement nettes

Les subventions d'investissement inscrites aux résultats s'élèvent à 750.873 DT au 31/12/2017 contre 443.236 DT au 31/12/2016 et se détaillent comme suit :

Désignation		31/12/2017
Subventions investissements GIZ (Equipement de bureau et matériel informatique)	(1)	190.229
Subventions publiques	(2)	70.000
Subvention investissements (Centrale des risques)	(3)	753.323
Subvention investissements (Centrale des risques lot N°3 encours)	(4)	126.040
<b>Total subventions investissement</b>		<b>1.139.592</b>
Subventions investissement inscrites aux résultats	(5)	-750.873
Subventions d'investissement nettes		388.719

(1) Il s'agit des équipements de bureau et matériels informatiques reçus de la GIZ valorisés sur la base des factures d'acquisition correspondantes et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant
Site web, Licence et Logiciels	35.674
Equipements de bureau	48.622
Equipements de cuisine	1.757
Matériels informatiques	51.630
Matériel de transport	52.546
<b>Total</b>	<b>190.229</b>

(2) Il s'agit des subventions d'investissements (titre II) au titre de l'année 2012 encaissées en 2013 et se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention pour acquisition matériels de transport	50.000	05/02/2013
Subvention pour acquisition équipements	20.000	05/02/2013
<b>Total</b>	<b>70.000</b>	

(3) Il s'agit de la quote-part de la GIZ et de la banque mondiale dans le financement de la centrale des risques de la microfinance.

(4) Il s'agit du coût de la mise en place de 3ème lot de la centrale des risques de la microfinance.

(5) Il s'agit de la somme des quotes-parts des subventions d'investissements inscrites au compte de résultat des exercices 2013, 2014, 2015, 2016 et 2017 et se détaille comme suit :

Désignation	Quote-part des subventions d'investissement inscrite au compte de résultat
Quote-part Subventions d'investissements 2013	5.628
Quote-part Subventions d'investissements 2014	36.888
Quote-part Subventions d'investissements 2015	108.788
Quote-part Subventions d'investissements 2016	291.932
Quote-part Subventions d'investissements 2017	307.637
<b>Total</b>	<b>750.873</b>

#### 4-1-8- Fournisseurs et comptes rattachés :

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés s'élève à 1.251 DT au 31/12/2017 contre 6.138 DT au 31/12/2016. Soit une diminution de 4.887 DT.

Le solde des fournisseurs et comptes rattachés se détaille comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Société Servimax	-	3.870	-3.870
Société ProSystems	-	2.268	-2.268
Société Tunisie Telecom	546	-	546
Société Ennakel	374	-	374
Société Mega Systems	331	-	331
<b>Total</b>	<b>1.251</b>	<b>6.138</b>	<b>-4.887</b>

#### 4-1-9- Autres passifs courants :

Les autres passifs courants s'élèvent à 141.031 DT au 31/12/2017 contre 84.433 DT au 31/12/2016, soit une augmentation de 56.598 DT.

Les autres passifs courants au 31/12/2017 se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Personnel-Rémunérations dues	35.731	1.809	33.922
Congés à payer	28.363	25.543	2.820
Etat- Impôts et taxes	28.923	10.383	18.539
CNRPS	15.084	18.543	-3.459
CNAM	4.723	-	4.723
Assurance groupe maladie	3.757	-	3.757
Retenue ORANGE	-	20	-20
Retenue PRET/CNRPS	-	458	-458
Charges à payer (1)	24.340	22.925	1.415
Produit de Placement perçu d'avance	110	4.751	-4.641
Subventions perçues d'avance (2)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>141.031</b>	<b>84.433</b>	<b>56.598</b>

(1) Les charges à payer se détaillent comme suit :



Désignation	Montant	2016	Variation
Frais télécommunication VOIP ACCES 3TR 2017	-	540	-540
Frais télécommunication VOIP ACCES 4TR 2017	551	568	-17
Frais télécommunication Fixe Postpaye Pro 4TR 2017	115	107	8
Frais télécommunication FAST LINK 4TR 2017	1.859	1.859	-
Frais électricité 2017	1.290	4.800	-3.510
Frais eau (novembre-décembre)	70	42	28
Honoraires CAC 2017	5.200	4.000	1.200
Rappel sur salaire	-	11.009	-11.009
Assurance voiture_JETTA	103	-	103
Entretien CRM du 27/10/2017 au 31/12/2017	15.152	-	15.152
<b>Total</b>	<b>24.340</b>	<b>22.925</b>	<b>1.415</b>

(2) Les subventions perçues d'avance se détaillent comme suit :

Désignation	Montant	Date de versement
Subvention d'exploitation au titre de 2012	80.000	25/01/2013
Subvention d'exploitation au titre de 2013	500.000	04/12/2013
(-) Total des charges de l'année 2013	-114.589	
(+) quote-part subvention d'investissement 2013	5.628	
<b>Subvention reportée à l'année 2014</b>	<b>471.039</b>	
Subvention d'exploitation au titre de 2014	500.000	09/12/2014
(-) Total des charges de l'année 2014	-304.127	
(+) quote-part subvention d'investissement 2014	36.888	
<b>Subvention à reporter à l'année 2015</b>	<b>703.800</b>	
Subvention d'exploitation au titre de 2015	150.000	15/12/2015
(-) Total des charges de l'année 2015	-435.769	
(+) quote-part subvention d'investissement 2015	108.788	
<b>Subvention à reporter à l'année 2016</b>	<b>526.818</b>	
Subvention d'exploitation au titre de 2016	0.000	
(-) Total des charges de l'année 2016	-826.454	
(+) quote-part subvention d'investissement 2016	291.932	
<b>Subvention à reporter à l'année 2016</b>	<b>526.818</b>	
Subvention d'exploitation au titre de 2016	0.000	
(-) Total des charges de l'année 2016	-826.454	
(+) quote-part subvention d'investissement 2016	291.932	
<b>Subvention à reporter à l'année 2017</b>	<b>0.000</b>	
Subvention d'exploitation au titre de 2017	2.059	
(-) Total des charges de l'année 2017	-1.293.048	
(+) quote-part subvention d'investissement 2017	307.637	
<b>Subvention à reporter à l'année 2018</b>	<b>0.000</b>	

La subvention reportée et la quote-part de subvention d'investissement inscrit au compte de résultat de l'exercice 2017 n'ont pas pu couvrir les charges du même exercice, le reliquat a été couvert par les revenus de l'exercice (contributions et produits de placement).

## 4.2- Notes sur l'état de résultat

### 4.2.1- Contribution des IMF

Les contributions des Institutions de Microfinance au titre de l'exercice 2016 s'élèvent à 788.404 DT encaissées en 2017 contre 635.541 DT au titre de l'exercice 2015 encaissées en 2016.

### 4.2.2- Subventions d'exploitation

Les subventions d'exploitation s'élèvent à 2.059 DT en 2017 contre 526.818 DT en 2016, soit une diminution de 524.759 DT.

Ce montant se détaille comme suit :

Désignation	Montant
Subvention d'exploitation reportée de 2016	0.000
Subvention d'exploitation au titre de 2017	2.059
Subvention d'exploitation à reporter à 2018	0.000
<b>Subvention d'exploitation représentant le revenu de 2017</b>	<b>2.059</b>

### 4.2.3- Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation, qui s'élèvent à 307.637 DT, sont constitués de la quote-part des subventions d'investissement transférée dans le résultat de l'exercice. Elle correspond au montant de la dotation aux amortissements de l'année des biens dont l'acquisition est financée par la GIZ, l'Etat et la Banque Mondiale.

Désignation	Valeur brute au 31/12/2017	Cumul Amort. au 31/12/2016	Amort.de l'exercice 2017	Valeur nette au 31/12/2017
Immobilisations incorporelles	915.037	354.421	259.063	301.553
Immobilisations corporelles	224.554	88.814	48.574	87.166
<b>Total</b>	<b>1.139.591</b>	<b>443.235</b>	<b>307.637</b>	<b>388.719</b>

### 4.2.4- Achats divers consommés

Le solde des achats divers consommés s'élève à 23.460 DT en 2017 contre 18.240 DT en 2016, soit une augmentation de 5.220 DT.

Les achats d'approvisionnements consommés se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Carburant	10.881	10.731	150
Fournitures de bureau (1)	7.200	1.807	5.393
Achats divers	980	605	375
Eau	417	297	120
Electricité	3.982	4.800	-818
<b>Total</b>	<b>23.460</b>	<b>18.240</b>	<b>5.220</b>

(1) La rubrique « Fournitures de bureau » enregistre une variation significative par rapport à l'année 2016. Cette augmentation est due à la non réception des fournitures de bureau auprès de la GIZ et la Ministère des Finances au cours de l'exercice 2017 sous forme de subvention.

#### 4.2.5- Charges du personnel

Les charges du personnel s'élèvent à 678.311 DT en 2017 contre 382.289 DT en 2016, soit une augmentation de 296.022 DT. Elles se détaillent comme suit :

Désignation 2017	2017	2016	Variation
Salaires du personnel	556.591	296.200	260.391
Charges sociales légales	94.132	51.270	42.862
Avantages en nature (tickets restaurant)	13.639	9.276	4.363
Congés payés	2.820	25.543	-22.723
Assurance groupe maladie	11.129	-	11.129
<b>Total</b>	<b>678.311</b>	<b>382.289</b>	<b>296.022</b>

La rubrique « Charges du personnel » enregistre une variation significative par rapport à l'exercice précédent, soit 296.022 DT.

Cette variation est argumentée par:

- L'application de nouveau statut de personnel de l'ACM approuvé par le décret gouvernemental N°1304 pour l'année 2016 publié le 29 novembre 2016. En conséquence, la nouvelle grille de salaire appliquée en 2017 est différente de celle appliquée en 2016.
- La conclusion d'un contrat d'assurance groupe au profit du personnel de l'ACM à compter du 01/04/2017.

#### 4.2.6- Dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions s'élèvent à 374.364 DT en 2017 contre 314.272 DT en 2016, soit une augmentation de 60.092 DT. Elles représentent les dotations aux amortissements de l'année.

#### 4.2.7- Autres charges d'exploitation

Le solde des autres charges d'exploitation s'élève à 216.912 DT en 2017 contre 111.653 DT en 2016, soit une augmentation de 105.259 DT. Les autres charges d'exploitation se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Loyer	38.721	37.949	772
Entretiens et réparations (1)	101.270	3.498	97.772
Assurance	2.754	2.845	-91
Rémunérations d'intermédiaires (2)	8.027	8.857	-830
Publicité, Publications et Relations publique	-	400	-400
Frais d'impression	10.000	10.358	-358
Frais déplacement et missions	3.803	3.065	737
Frais de réception	691	552	139
Frais de télécommunication et internet	15.795	16.743	-948
Redevance, Brevets et Licences	434	18	416
Jetons de présence	23.400	17.200	6.200
Services bancaires	337	262	75
FOPROLOS	5.705	3.112	2.593
Taxes/véhicules	750	750	-
Autres droits (R/S sur placements)	5.225	6.043	-818
<b>Total</b>	<b>216.912</b>	<b>111.653</b>	<b>105.259</b>

(1) La rubrique « Entretien et réparation » enregistre une variation importante par rapport à l'exercice 2016. Cette variation est justifiée par la conclusion d'un contrat de maintenance avec la société « ARAB SOFT » le 27 octobre 2016, et ayant pour objectif la maintenance des logiciels fournis par le prestataire pour assurer le bon fonctionnement de la centrale des risques de la microfinance pour les différents utilisateurs bénéficiaires notamment les IMF et l'ACM.

Le coût annuel de la maintenance s'élève à 79.856,100 DT toutes taxes comprises.  
A ce titre, l'exercice 2017 a supporté :

Les frais de maintenance de la centrale des risques pour un montant de 79.856,100 DT relatif à l'exercice 2017.  
Les frais de maintenance de la centrale des risques pour un montant de 15.151,680 DT relatif à la période du 27-10 au 31-12 de l'exercice 2016.

(2) Les rémunérations d'intermédiaires se détaillent comme suit :

Désignation	2017	2016	Variation
Assistance paramétrage Sage Paie & RH	709	-	709
Honoraires mission CAC	7.318	5.327	1.991
Honoraires mission	-	3.500	-3.500
Honoraires visite médicale	-	30	-30
<b>Total</b>	<b>8.027</b>	<b>8.857</b>	<b>-830</b>

## 4.2.8- Produits des placements

Les produits des placements s'élèvent à 30.804 DT en 2017 contre 25.015 DT en 2016, soit une augmentation de 5.789 DT.

Désignation	2017	2016	Variation
Produits de placement	30.804	25.015	5.789
<b>Total</b>	<b>30.804</b>	<b>25.015</b>	<b>5.789</b>

## 4.3- Notes sur l'état des flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie a été établi selon la méthode indirecte (modèle autorisé).

L'état des flux de trésorerie au titre de l'exercice 2017 montre ce qui suit :

Désignation	2017	2016	Variation
La trésorerie au début de l'exercice s'élève à :	246.105	239.875	6.230
La trésorerie affectée aux activités d'exploitation s'élève à :	-241.131	162.430	-403.561
la trésorerie provenant des activités d'investissement s'élève à :	-190.698	-156.200	-34.498
la trésorerie provenant des activités de financement s'élève à :	190.432	-	190.432
<b>La trésorerie est positive. Elle s'élève à :</b>	<b>4.708</b>	<b>246.105</b>	<b>-241.397</b>

## 4.4- Eventualités et événements survenant après la date de clôture

Aucun événement significatif, de nature à affecter l'activité et la situation financière de l'autorité de contrôle de la microfinance, n'est intervenu depuis la date de clôture.



## جدول التدفقات النقدية

لسنة 2017 ( ضبط مخصص به )

31/12/2016	2017/12/31	إيضاحات	البيانات
			<b>التدفقات النقدية المتصلة بالإستغلال</b>
652 851,606	-164 143,792		<b>النتيجة الصافية</b>
			تسوية بالنسبة لـ :
314 272,245	374 364,492		* الإستهلاكات والمدخرات
-291 931,685	-307 636,900		* حصص استثمار تم تسجيلها ضمن النتائج
			* تغيرات :
-422 190,964	-195 425,936		- أصول أخرى
-90 570,999	51 710,866		- مزودون و خصوم أخرى
162 430,203	-241 131,270		<b>التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة الإستغلال</b>
			<b>التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة الإستثمار</b>
-156 200,164	-190 697,615		الدفعات المتأتية من إقتناء أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية
0,000	0,000		المقايض المتأتية من التفويت في أصول ثابتة مادية وأصول غير مادية
			الدفعات المتأتية من إقتناء أصول مالية
			المقايض المتأتية من التفويت في أصول مالية
-156 200,164	-190 697,615		<b>التدفقات النقدية المخصصة لأنشطة الإستثمار</b>
			<b>التدفقات النقدية المتصلة بأنشطة التمويل</b>
0,000	190 432,115		منح استثمار
0,000	190 432,115		<b>التدفقات النقدية المتأتية من أنشطة التمويل</b>
6 230,039	-241 396,770		<b>تغيير الخزينة</b>
239 874,675	246 104,714		الخزينة في بداية السنة المحاسبية
246 104,714	4 707,944		الخزينة عند ختم السنة المحاسبية

## قائمة النتائج

لسنة 2017

( ضبط مسموح به )

2016	2017	إيضاحات	البيانات
635 540,992	788 404,102	1-2-4	إيرادات الإستغلال مساهمات مؤسسات التمويل الصغير
526 818,248	2 058,500	2-2-4	منح استغلال
291 931,685	307 636,900	3-2-4	إيرادات الاستغلال الأخرى
1 454 290,925	1 098 099,502		مجموع إيرادات الإستغلال
			أعباء الإستغلال
18 239,935	23 460,067	4-2-4	مشتريات التموينات المستهلكة
382 289,115	678 311,330	5-2-4	أعباء الأعوان
314 272,245	374 364,492	6-2-4	مخصصات الإستهلاكات والمدخرات
111 652,691	216 911,757	7-2-4	أعباء الإستغلال الأخرى
826 453,986	1 293 047,646		مجموع أعباء الإستغلال
627 836,939	-194 948,144		نتيجة الإستغلال
			إيرادات وعباء مالية
0,000	0,000		أعباء مالية صافية (مداخيل مالية)
25 014,667	30 804,352	8-2-4	مداخيل التوظيفات
0,000	0,000		أرباح عادية أخرى
			خسائر عادية أخرى
652 851,606	-164 143,792		نتيجة الأنشطة العادية قبل احتساب الأداء
0,000	0,000		ضرائب على المرائب
652 851,606	-164 143,792		نتيجة الأنشطة العادية بعد احتساب الأداء
0,000	0,000		العناصر الطارئة ( أرباح / خسائر )
652 851,606	-164 143,792		النتيجة الصافية للسنة الحسابية
0,000	0,000		إنعكاسات التعديلات المحاسبية
652 851,606	-164 143,792		النتيجة بعد التعديلات المحاسبية

## الموازنة

في 31 ديسمبر 2017

(الوحدة: الدينار)

2016/12/31	2017/12/31	إيضاحات	الأموال الذاتية والخصوم
			<b>الأموال الذاتية</b>
0,000	0,000		رأس المال الاجتماعي
505 923,980	388 719,195	7-1-4	أموال ذاتية أخرى
41 069,248	693 920,854		النتائج المؤجلة
<b>546 993,228</b>	<b>1 082 640,049</b>		<b>مجموع الأموال الذاتية قبل احتساب نتيجة السنة المحاسبية</b>
652 851,606	-164 143,792		نتيجة السنة المحاسبية
<b>1 199 844,834</b>	<b>918 496,257</b>		<b>مجموع الأموال الذاتية قبل التخصيص</b>
			<b>الخصوم</b>
6 138,003	1 251,289	8-1-4	الخصوم الجارية
84 432,996	141 030,576	9-1-4	المزودون والحسابات المرتبطة بهم
<b>90 570,999</b>	<b>142 281,865</b>		<b>مجموع الخصوم الجارية</b>
<b>90 570,999</b>	<b>142 281,865</b>		<b>مجموع الخصوم</b>
<b>1 290 415,833</b>	<b>1 060 778,122</b>		<b>مجموع الأموال الذاتية والخصوم</b>



## الموازنة في 31 ديسمبر 2017

(الوحدة: الدينار)

2016/12/31	2017/12/31	إيضاحات	الأصول
			الأصول غير الجارية
			الأصول الثابتة
858 335,223	986 843,223	1-1-4	الأصول الثابتة الغير المادية
-363 884,849	-649 377,117		تطرح :الإستهلاكات
<b>494 450,374</b>	<b>337 466,106</b>		<u>مجموع الأصول الثابتة الغير المادية</u>
316 359,438	378 549,053	2-1-4	الأصول الثابتة المادية
-130 497,536	-219 369,760		تطرح :الإستهلاكات و المدخرات
<b>185 861,902</b>	<b>159 179,293</b>		<u>مجموع الأصول الثابتة المادية</u>
20,000	20,000	3-1-4	الأصول المالية
0,000	0,000		تطرح : المدخرات
<b>20,000</b>	<b>20,000</b>		
<b>680 332,276</b>	<b>496 665,399</b>		<b>مجموع الأصول الثابتة</b>
<b>680 332,276</b>	<b>496 665,399</b>		<b>مجموع الأصول الغير الجارية</b>
			الأصول الجارية
13 978,843	9 404,779	4-1-4	أصول جارية أخرى
0,000	0,000		تطرح : المدخرات
<b>13 978,843</b>	<b>9 404,779</b>		<u>مجموع الأصول الجارية الأخرى</u>
350 000,000	550 000,000	5-1-4	توظيفات وأصول مالية أخرى
246 104,714	4 707,944	6-1-4	السيولة وما يعادل السيولة
<b>610 083,557</b>	<b>564 112,723</b>		<b>مجموع الأصول الجارية</b>
<b>1 290 415,833</b>	<b>1 060 778,122</b>		<b>مجموع الأصول</b>

## التقرير الخاص لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة

في 31 ديسمبر 2017

### السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

طبقا للتشريع المعمول بها، لنا الشرف بإعلامكم أنه لم يقع إعلامنا من طرف إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير بوجود اتفاقيات أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأحد أعضاء مجلس الإدارة.

كما أنه خلال القيام بأعمالنا لم نتعرض لوجود أي اتفاقية أبرمت بين سلطة رقابة التمويل الصغير وأعضاء مجلس الإدارة تدخل في هذا الإطار.

تونس في 9 مارس 2018  
عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق  
أنيس السماوي

### المراجعة الخصوصية

**6-** إن المعلومات حول الوضعية المالية وحسابات سلطة رقابة التمويل الصغير المعروضة في تقرير مجلس الإدارة وضمن الوثائق المعروضة على المساهمين هي مطابقة للمعلومات المذكورة ضمن القوائم المالية.

**7-** طبقا للتشريع المعمول بها، قمنا بفحص نظام الرقابة الداخلية. وتم تقديم ملاحظتنا وتوصياتنا المتعلقة بالإجراءات الإدارية والمالية والمحاسبية إلى الإدارة العامة ضمن تقرير منفرد. وتجدر الإشارة إلى أن فحصنا لنظام الرقابة الداخلية الخاص بمعالجة المعلومات المحاسبية واعداد وعرض القوائم المالية لم يبرز نقائص جوهرية من شأنها أن تؤثر على رأينا حول القوائم المالية.

تونس في 9 مارس 2018  
عن/الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق  
أنيس السماوي

# التقرير العام لمراقب الحسابات السنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2017

الحصول على أدلة إثبات حول المبالغ والإيضاحات الواردة في القوائم المالية. يقع اختيار هذه الإجراءات بالاعتماد على تقدير مدقق الحسابات بما في ذلك تقييم مخاطر احتواء القوائم المالية على أخطاء جوهرية، سواء كانت نتيجة للغش أو الخطأ، وعند تقييم تلك المخاطر فإنّ مدقق الحسابات يأخذ في الاعتبار الرقابة الداخلية السارية المفعول بالمؤسسة والمتعلقة بالإعداد والعرض العادل للقوائم المالية وذلك بهدف تحديد إجراءات خاصة بالتدقيق تكون ملائمة للظروف المتوفرة وليس بغرض إبداء الراي حول مدى فاعليته.

تتضمن عملية التدقيق كذلك تقييما لمدى ملائمة الطرق المحاسبية المعتمدة ومدى معقولية التقديرات المحاسبية التي قامت بها الإدارة وكذلك تقييما لطريقة عرض القوائم المالية بشكل عام.

وإننا نعتقد أنّ أدلة الإثبات التي تحصلنا عليها كافية وملائمة لتوفير أساس معقول لإبداء رأينا.

**4-** وقع إعداد وعرض القوائم المالية لسنة 2017 طبقا للمعايير المحاسبية التونسية وكذلك حسب نفس القواعد والطرق المحاسبية المعمول بها سابقا.

## إبداء الراي حول القوائم المالية

**5-** في رأينا، إن القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير صحيحة وصادقة وتعبر بصورة وافية، لكل ما هو هام نسبيا، على الوضعية المالية و عن نتائج أعمالها و تدفقاتها النقدية للسنة المحاسبية المختومة في 31 ديسمبر 2017 طبقا للمبادئ المحاسبية المتفق عليها عموما بالبلاد التونسية.

## السادة أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

**1-** تنفيذاً لمهمة مراقبة الحسابات التي أسندت لنا من طرفكم، نقدّم إليكم فيما يلي تقرير مراقبتنا للقوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير المختومة في 31 ديسمبر 2017.

## مسؤولية الإدارة في إعداد وعرض القوائم المالية

**2-** إن القوائم المالية المختومة في 31 ديسمبر 2017 تبرز مجموعاً صافياً للموازنة بمقدار 1.060.778 ديناراً وخسارة بـ 164.144 ديناراً.

إن إعداد القوائم المالية وضبطها وعرضها العادل وفقاً لمعايير المحاسبة التونسية والقوانين والتشاريح المعمول بها هي مسؤولية مجلس الإدارة. تشمل هذه المسؤولية التصميم والتطبيق والحفاظ على الرقابة الداخلية المتعلقة بالإعداد والعرض العادل لقوائم مالية خالية من أي خطأ جوهري سواء كان ذلك بسبب الغش أو الخطأ وكذلك اختيار التقديرات المحاسبية المعقولة بموجب الظروف المتوفرة.

## مسؤولية مراقب الحسابات

**3-** إنّ مسؤوليتنا هي إبداء رأي حول هذه القوائم المالية بناءً على عملية التدقيق. لقد أنجزنا أعمالنا وفقاً لمعايير التدقيق المتداولة في تونس. تستدعي هذه المعايير بأن نقوم بتخطيط وتنفيذ عملية التدقيق للوصول إلى درجة مقبولة من القناعة فيما إذا كانت القوائم المالية خالية من أي خطأ جوهري.

تتضمن عملية التدقيق القيام بالإجراءات الضرورية لغاية

١٧ الملاحق

تقارير مراقب  
الحسابات حول القوائم  
المالية للسنة المختومة  
في 31 ديسمبر 2017



## 2. المنتدى الإقليمي الأوّل للتمويل الصغير والاقتصاد الاجتماعي والتضامني

نظمت « Canal Presse » يومي 27 و28 جانفي 2017، بقصر المؤتمرات بالعاصمة، المنتدى الإقليمي الأوّل للتمويل الصغير والاقتصاد الاجتماعي والتضامني في تونس. ويهدف هذا المنتدى إلى تبادل الخبرات في مجال الإدماج المالي الذي يشمل مختلف الآليات التي تسمح للفئات الضعيفة من النفاذ إلى الخدمات المالية التي تستجيب إلى حاجياتها لدعم إحداهم وتطوير مشاريعها. ومن خلال تنظيم مثل هذه التظاهرة، تبرز أهمية التمويلات الصغرى كإحدى مساهمات التنمية الاقتصادية في تونس وإلى تحفيز الأنشطة الاقتصادية للأسر والتخفيف في نسبة الهشاشة وخلق مواطن الشغل.

وشملت هذه التظاهرة محاضرات وورشات عمل حول عدّة مواضيع أمثلتها متدخّلون تونسيون وأجانب كُصّبت لتمكين دور التمويل الصغير في تطوير وتمويل الاستثمارات المتناهية الصغر وتدعيم الكفاءات وحث الشباب على إحداث المشاريع.

وقدّمت في هذا الإطار سلطة رقابة التمويل الصغير ممثلة في شخص مديرها العام مداخلة حول معطيات قطاع التمويل الصغير في تونس ومركزية المخاطر للتمويل الصغير بالإضافة إلى معطيات هامة حول التدابن المزدوج.

## 1. افتتاح أول مركز تكوين في مجال التمويل الصغير

قامت أكاديمية البنوك والمالية، المتخصصة في تكوين العاملين في القطاع البنكي، بإرساء برنامج جديد خاص بقطاع التمويل الصغير. ويعد هذا البرنامج التدريبي الأوّل من نوعه في هذا القطاع الذي يشهد تطوراً ملحوظاً منذ ثورة 2011.

وتمّ ضمن هذا البرنامج تخصيص شهادتين مهنتين لتأهيل أعوان الإدارة وأعوان القروض لدى مؤسسات التمويل الصغير الناشطة في تونس. ويهدف هذا البرنامج إلى تعزيز كفاءات المتدخّلين في قطاع التمويل الصغير في تونس والذي يعتبر من بين الأهداف الأساسية لبرنامج MicroMED.

ويضمّ البرنامج أكثر من 14 مكوناً محلياً من موظفي مؤسسات التمويل الصغير في تونس والذين خضعوا لعدّة دورات تكوينية لدى برنامج ADA وذلك بهدف نقل معارفهم بصفة ذاتية.

وقد تقيت دعوة مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير لحضور الافتتاح الرسمي لمركز التكوين بأكاديمية البنوك والمالية بتاريخ 9 نوفمبر 2017.



# حركية تطور قطاع التمويل الصغير.



## ج - مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

- انخفض مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 18,89 % سنة 2016 إلى 17,78 % سنة 2017.

2017	2016 (#)	2015	مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
111 672 528	83 358 714	79 570 766	الأموال الذاتية الصافية
628 207 159	441 223 833	330 857 630	الأصول المرجحة وفق حصص المخاطر
17,78%	18,89%	24,05%	مؤشر كفاية رأس المال

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى في 2016-12-31 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفري، 2018

### تطور مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال الفترة 2017-2015



## 11.2 مؤشرات غير مالية

- بلغ عدد فروع شركات التمويل الصغير في موفى سنة 2017، 125 فرعاً ووكالة مقابل 103 في السنة الفارطة.
- تمثل فروع شركة اندا تمويل نسبة 66% من مجموع فروع شركات التمويل الصغير
- قدّر متوسط عدد الحرفاء النشطين في كل فرع خلال سنة 2017 بـ 2864 مقابل 2881 و3035 في موفى سنتي 2015 و2016 على التوالي.
- سجّل العدد الجملي لأعوان شركات التمويل الصغير طيلة الفترة الممتدة من سنة 2014 إلى سنة 2017 ارتفاعاً قدّر بـ 24,4 % حيث بلغ 2440 عون سنة 2017 مقابل 1268 خلال سنة 2014 ويمثّل عدد أعوان شركة اندا تمويل نسبة 67 % من مجموع عدد أعوان شركات التمويل الصغير.
- ارتفع عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير في سنة واحدة بنسبة 25,7% حيث بلغ عددهم خلال موفى سنة 2017، 1352 عون قروض مقابل 1076 خلال السنة الفارطة.

2017	2016	2015	2014	
125	103	96	83	عدد فروع شركات التمويل الصغير
357 987	312 619	276 592	247 995	عدد الحرفاء النشطين لشركات التمويل الصغير (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
2864	3035	2881	2988	متوسط عدد الحرفاء النشطين في كل فرع
2440	1935	1584	1268	عدد الأعوان الجملي لشركات التمويل الصغير
1352	1076	866	728	عدد أعوان القروض لشركات التمويل الصغير

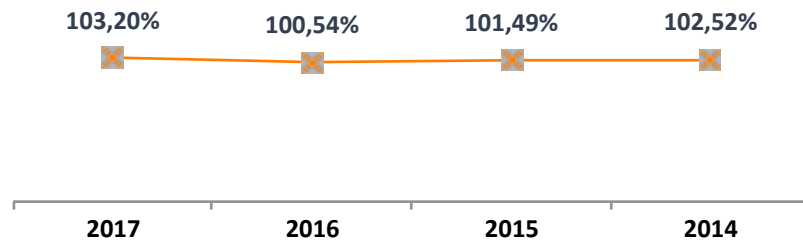
## ب - المؤشرات المالية التقديرية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

- سجل مؤشر مردودية الأصول نسبة 0,84 % في موفى سنة 2017 مقابل نسبة 0,42 - % في موفى سنة 2016
- بلغ مؤشر مردودية الأموال الذاتية في نهاية سنة 2017 نسبة 4,72 % مقابل نسبة 2,13 - % في موفى سنة 2016
- شهدت مؤشرات الاكتفاء الذاتي العمليتي ونسبة أعباء الاستغلال ومردودية محفظة القروض الخام استقرارا خلال الفترة 2014-2017.

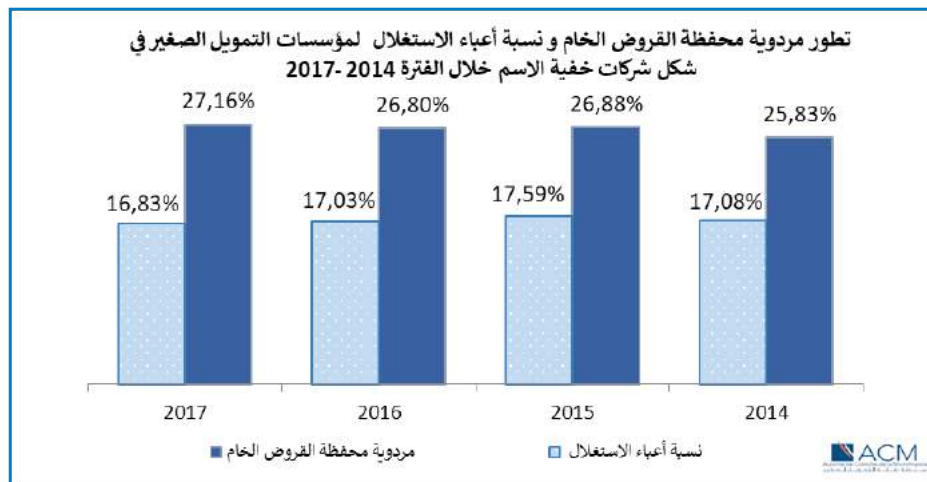
2017	2016 (#)	2015	2014	المؤشرات المالية التقديرية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
4,72%	-2,13%	6,50%	12,27%	مردودية الأموال الذاتية (ROE)
0,84%	-0,42%	1,43%	2,69%	مردودية الأصول (ROA)
103,20%	100,54%	101,49%	102,52%	الاكتفاء الذاتي العملي (ASO)
16,83%	17,03%	17,59%	17,08%	نسبة أعباء الاستغلال
27,16%	26,80%	26,88%	25,83%	مردودية محفظة القروض الخام

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى في 31-12-2016 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفري 2018

### تطور نسبة الإكتفاء الذاتي العملي لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من سنة 2014 إلى سنة 2017



ACM



ACM



نسب النمو			المجموع				المعطيات المالية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
2016 2017	2015 2016	2014 2015	2017 (*)	2016 (#)	2015	2014	
34,24%	38,01%	36,01%	646 507 187	481 591 819	348 944 847	256 552 246	مجموع الاصول
34,78%	45,33%	35,49%	532 003 547	394 712 998	271 595 648	200 447 339	مجموع الخصوم
36,55%	42,18%	32,92%	486 443 270	356 231 806	250 555 193	188 494 049	افتراضات وموارد خصوصية
118,71%	20,60%	1422,75%	4 841 268	2 213 517	1 835 369	120 530	مساعدات بنكية
31,80%	12,32%	37,87%	114 503 639	86 878 823	77 349 199	56 104 907	مجموع الاموال الذاتية
39,34%	34,53%	42,64%	138 031 450	99 060 826	73 634 816	51 624 348	مجموع ايرادات الاستغلال لانشطة التمويل الصغير
54,05%	39,90%	51,17%	39 859 758	25 873 728	18 494 302	12 233 885	مجموع اعباء الاستغلال لانشطة التمويل الصغير
34,14%	32,73%	39,98%	98 171 694	73 187 098	55 140 514	39 390 463	الناتج الصافي لانشطة التمويل الصغير
142,41%	-10,18%	-27,70%	8 028 386	3 311 925	3 687 282	5 099 976	نتيجة الاستغلال
271,75%	-140,36%	-26,17%	4 756 528	-1 750 362	4 337 390	5 874 602	نتيجة السنة المحاسبية

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للتمويلات الصغير في 31-12-2016 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفري 2018

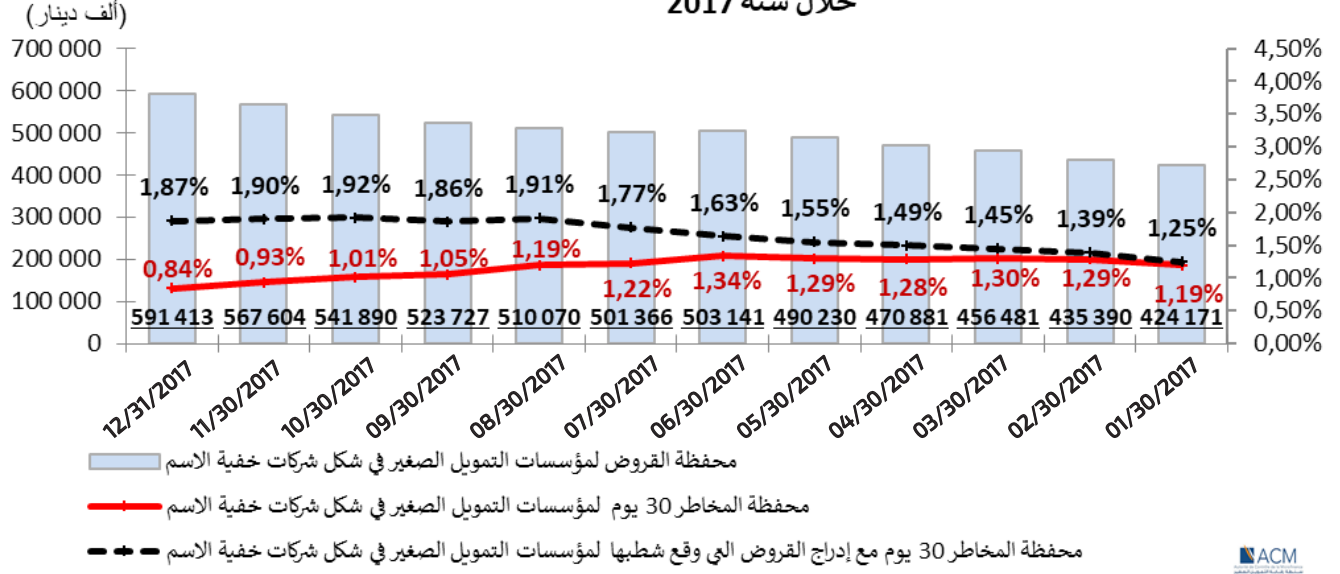


## 10.2 المعطيات المالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

### أ - معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج

- ارتفع مجموع الناتج الصافي لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 55,1 مليون دينار في موفى سنة 2015، إلى 73,1 مليون دينار و98,1 مليون دينار في موفى سنتي 2016 و2017.
- بلغت نتيجة الاستغلال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2017، 8 مليون دينار متكوّنة أساسا من نتيجة استغلال إيجابية لشركتي أندنا تمويل وميكروكراد تونس في حدود 17,5 مليون دينار (17,3 مليون دينار لأندنا تمويل و227 ألف دينار لميكروكراد تونس) ومجموع نتائج استغلال سلبية للاربع مؤسسات الأخرى في شكل شركات خفية الاسم قدّر بـ (9,5-) مليون دينار.
- بلغت النتيجة المحاسبية الصافية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2017، حوالي 4,8 مليون دينار، مقابل (1,7-) مليون دينار سنة 2016. ويعزك هذا التحسن الملحوظ أساسا إلى الأسباب التالية:
- ارتفاع النتيجة المحاسبية لشركة أندنا تمويل التي كانت في حدود 5,1 مليون دينار سنة 2016 لتبلغ 12,1 مليون دينار في موفى سنة 2017 والتحسن الملحوظ للنتيجة المحاسبية لشركة ميكروكراد تونس التي كانت في حدود (1,3-) مليون دينار سنة 2016 لتبلغ 203 ألف دينار في موفى سنة 2017.
- النتائج السلبية لبقية مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وبالبلغ مجموعها في موفى 2017 (7,6-) (مقابل) 5,5- (دينار نهاية سنة 2016.
- بلغ مجموع الأصول لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2017، 646,5 مليون دينار مقابل 481,6 مليون دينار سنة 2016 مسجّلا بذلك نسبة نموّ تقدّر بـ 34,2% خلال هذه الفترة.
- بلغ مجموع الأموال الذاتية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم حوالي 114,5 مليون دينار في موفى سنة 2017 مقابل 86,9 مليون دينار سنة 2016. مسجّلا بذلك نسبة نموّ تقدّر بـ 31,8% خلال هذه الفترة. ويعود هذا الارتفاع بالأساس إلى ترفيع بعض الشركات خفية الاسم في رأس مالها (أدفس تونس بـ 5,7 مليون دينار والمركز المالي للباعثين بـ 4,8 مليون دينار والزيتونة تمكين بـ 12,2 مليون دينار)
- بلغت خصوم مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى سنة 2017، 532 مليون دينار مقابل 394,7 مليون دينار في موفى سنة 2016، مسجّلة بذلك نسبة ارتفاع تقدّر بـ 34,8% خلال هذه الفترة.
- بلغ مجموع إيرادات الاستغلال لأنشطة التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في 31 ديسمبر 2017، 138 مليون دينار مقابل 99,1 مليون دينار خلال السنة الفارطة.

## تطور محفظة المخاطر 30 يوم الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم خلال سنة 2017

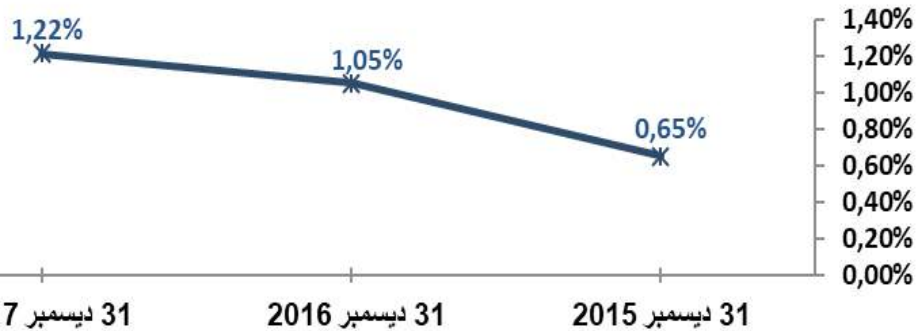


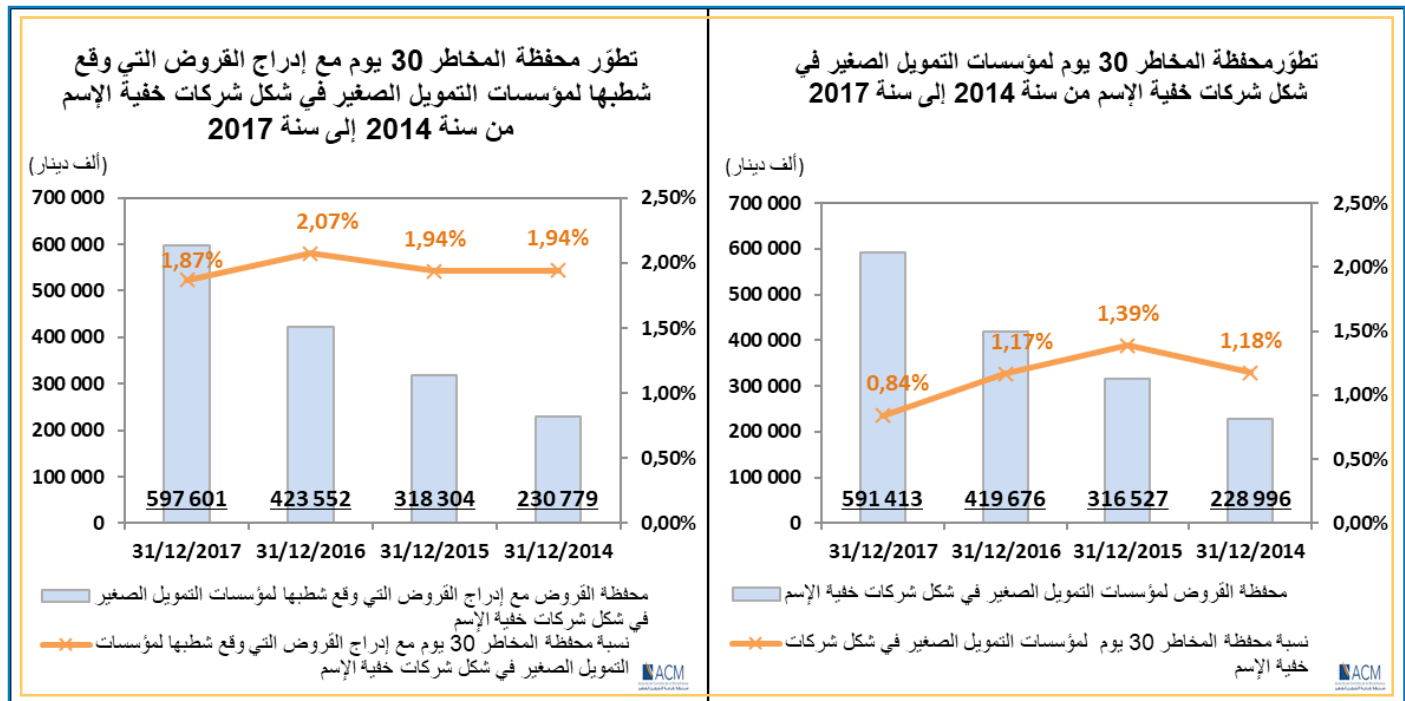
## 9.2 نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2015-2017

- بلغت نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم في موفى سنة 2017، 1,22% من معدل محفظة القروض الخام، مقابل 1,05% في موفى سنة 2016.

31 ديسمبر 2017	31 ديسمبر 2016	31 ديسمبر 2015	نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1,22%	1,05%	0,65%	

## تطور نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2015 - 2017





## ب - خلال سنة 2017

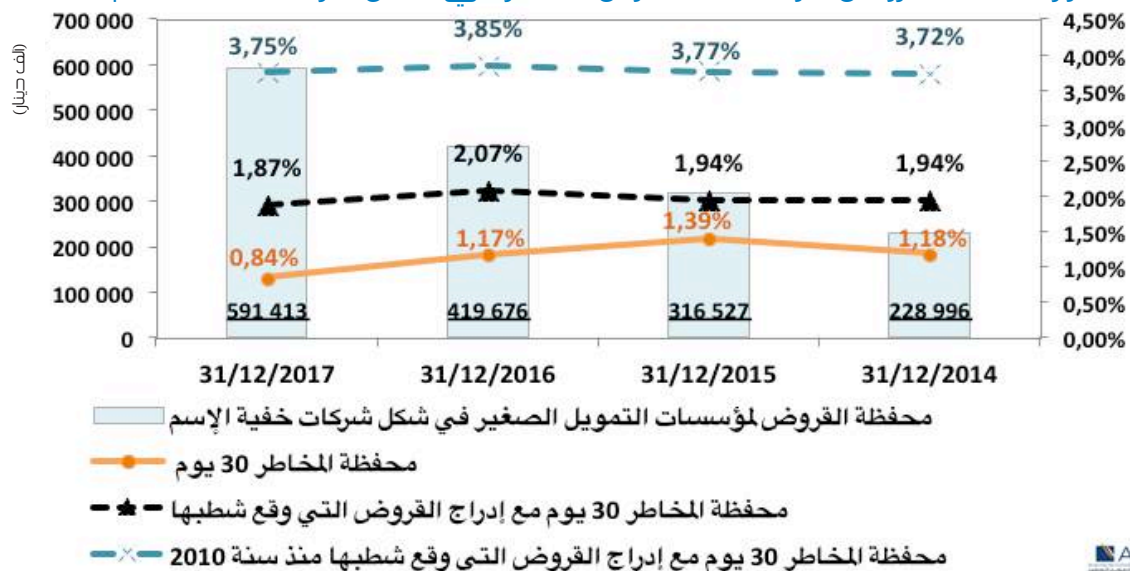
- سجلت محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها خلال سنة 2017 ارتفاعاً إذ مرت من 1.25% في موفى شهر جانفي إلى 1.87% نهاية السنة.

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
النسبة (%)	المبلغ بالدينار	النسبة (%)	المبلغ بالدينار		
1,25%	5 284 568	1,19%	5 051 053	424 171 412	2017/01/31
1,39%	6 055 716	1,29%	5 599 766	435 389 777	2017/02/28
1,45%	6 612 171	1,30%	5 914 351	456 481 077	2017/03/31
1,49%	7 042 538	1,28%	6 043 048	470 880 824	2017/04/30
1,55%	7 617 079	1,29%	6 334 685	490 229 678	2017/05/31
1,63%	8 249 343	1,34%	6 734 130	503 140 586	2017/06/30
1,77%	8 920 813	1,22%	6 121 741	501 366 408	2017/07/31
1,91%	9 805 604	1,19%	6 080 540	510 069 584	2017/08/31
1,86%	9 819 334	1,05%	5 503 243	523 726 784	2017/09/30
1,92%	10 479 109	1,01%	5 467 117	541 890 024	2017/10/31
1,90%	10 880 291	0,93%	5 274 040	567 604 301	2017/11/30
1,87%	11 164 024	0,84%	4 975 609	591 412 711	2017/12/31

محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها منذ سنة 2010		محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها		محفظة المخاطر 30 يوم		محفظة القروض بالدينار	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
النسبة (%)	المبلغ بالدينار	النسبة (%)	المبلغ بالدينار	النسبة (%)	المبلغ بالدينار		
3,72%	8 751 171	1,94%	4 481 697	1,18%	2 699 087	228 996 270	2014/12/31
3,77%	12 223 276	1,94%	6 171 192	1,39%	4 394 690	316 527 374	2015/12/31
3,85%	16 607 543	2,07%	8 778 957	1,17%	4 902 020	419 675 543	(#) 2016/12/31
3,75%	22 869 548	1,87%	11 164 024	0,84%	4 975 609	591 412 711	2017/12/31

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للقروض في 31-12-2016 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفريك 2018

### تطور محفظة القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم



(الوحدة: الدينار التونسي)

31 ديسمبر 2017	31 ديسمبر 2016 (#)	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
4 975 609	4 902 020	4 394 690	2 699 087	محفظة المخاطر 30 يوم
591 412 711	419 675 543	316 527 374	228 996 270	محفظة القروض
0,84%	1,17%	1,39%	1,18%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم
286 988	243 834	305 413	478 458	القروض التي تم التمديد في أجلها
419 099	284 088	370 007	140 910	القروض المعاد جدولتها
16 848				القروض التي وقع تجميعها
6 188 415	3 876 937	1 776 502	1 782 610	القروض التي وقع شطبها
597 601 127	423 552 481	318 303 876	230 778 880	محفظة القروض + القروض التي وقع شطبها
11 164 024	8 778 957	6 171 192	4 481 697	محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها
1,87%	2,07%	1,94%	1,94%	نسبة محفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للقروض في 31-12-2016 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفريك 2018

## ب - متوسط المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى الناشطة بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

- سجّل معدّل المبلغ الجاري لكل حريف نشيط باعتبار الحرفاء المزدوجين ارتفاعاً هاماً بين سنتي 2016 و2017 قدّر بـ 23% حيث ارتفع من 1342 دينار إلى 1652 دينار.
- بلغ معدّل المبلغ الجاري للحرفاء النشطين دون احتساب الحرفاء المزدوجين، في 31 ديسمبر 2017، 1693 دينار.
- سجّل معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغير الناشط ارتفاعاً هاماً بنسبة 22,7% حيث بلغ 1577 دينار في سنة 2017 مقابل 1285 دينار في سنة 2016.

31 ديسمبر 2017	31 ديسمبر 2016 (#)	31 ديسمبر 2015	31 ديسمبر 2014	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
591 413	419 676	316 527	228 996	المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى الناشطة بالآلاف دينار
357 987	312 619	276 592	247 995	عدد الحرفاء النشطين (باعتبار الحرفاء المزدوجين)
349 409	308 709	-	-	عدد الحرفاء النشطين (دون اعتبار الحرفاء المزدوجين)
375 104	326 710	289 272	255 045	عدد القروض الناشطة
1 652	1342	1 144	923	معدّل المبلغ الجاري للحرفاء النشطين باعتبار الحرفاء المزدوجين بالدينار
1 577	1 285	1 094	898	معدّل المبلغ الجاري للتمويل الصغير بالدينار

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى لقروض في 31-12-2016 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفري 2018

## 8.2 مدفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم

### أ- خلال الفترة 2014-2017

- سجّل مبلغ مدفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعاً قدّر بـ 26,8% بين سنتي 2016 و2017 حيث بلغ 11,1 مليون دينار في موفى سنة 2017 مقابل 8,8 مليون دينار في سنة 2016. ويعود ذلك بالأساس إلى التطور الهام الذي شهدته مدفظة القروض لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم حيث سجّلت نسبة ارتفاع قدّرت بـ 41% بين سنتي 2016 و2017.
- ارتفع مبلغ مدفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم من 4,902 مليون دينار في موفى سنة 2016 إلى 4,975 مليون دينار في موفى سنة 2017 مسجّلاً بذلك ارتفاعاً بنسبة 1,5%.
- بلغت نسبة مدفظة المخاطر 30 يوم دون إدراج القروض التي وقع شطبها، 0,84% سنة 2017 مقابل 1,17% سنة 2016.
- بلغت نسبة مدفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها، 1,87% سنة 2017 مقابل 2,07% سنة 2016.
- بلغت نسبة مدفظة المخاطر 30 يوم مع إدراج القروض التي وقع شطبها لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم منذ سنة 2010، 3,75% في موفى 2017 مقابل 3,72% سنة 2014.

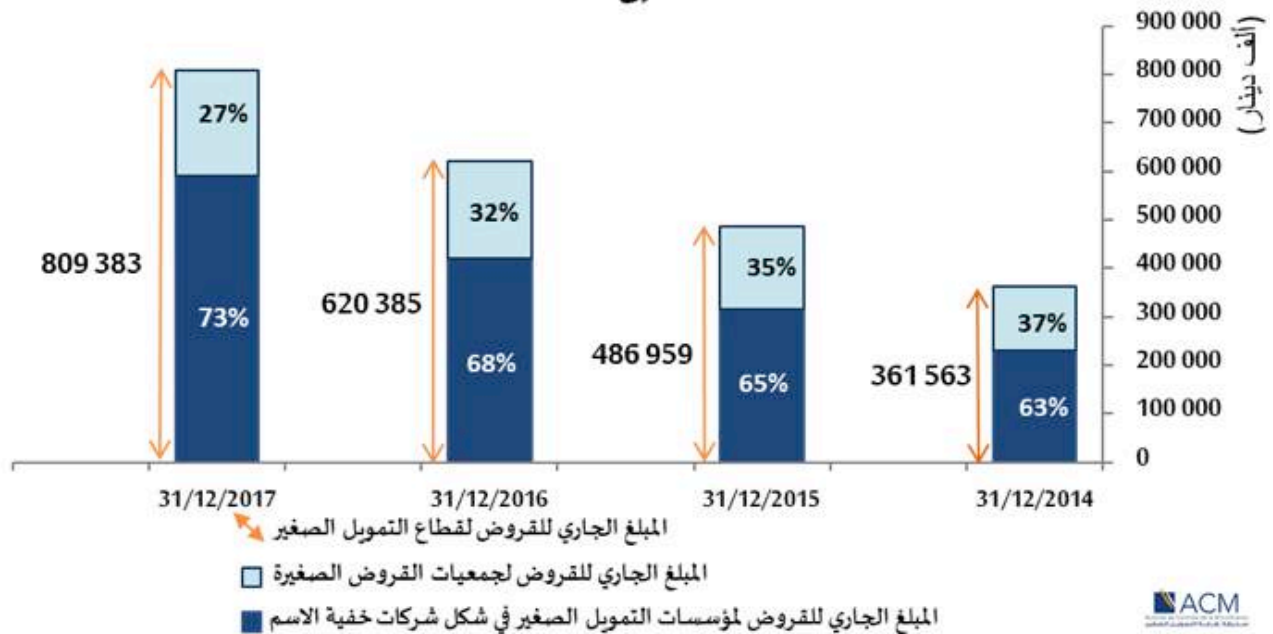
في 31 ديسمبر 2017، مثل المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل شركات التمويل الصغير حوالي 73% من المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة في موفى سنة 2017 مقابل 69.8% في موفى سنة 2016.

(الوحدة: الف دينار)

31 ديسمبر 2017		31 ديسمبر 2016 (#)		31 ديسمبر 2015		31 ديسمبر 2014		المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير
المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	المبلغ الجاري	العدد	
591 413	375 104	419 676	326 710	316 527	289 272	228 996	255 045	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
217 970(*)	غ.م	200 709(**)	غ.م	234 071	غ.م	765 231	غ.م	جمعيات القروض الصغيرة
809 383		620 385		486 959		361 563		المجموع

(#) بعد مراجعة المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى في 31-12-2016 من قبل شركة خفية الاسم خلال شهر فيفري 2018  
 (\*) يأخذ المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل الجمعيات في 31-12-2017 بعين الاعتبار القسط الثاني من القروض الصغيرة الفلاحية التي وقع شطبها والمقدر بـ 20 527 ألف دينار خلال سنة 2017. طبقا لأحكام قرار من وزيرة المالية ووزير الفلاحة والموارد المائية والصيد البحري مؤرخ في 27 أكتوبر 2016 يتعلق بتنفيذ وإتمام القرار المؤرخ في 9 فيفري 2016 المتعلق بضبط صيغ ومقاييس تخلي الدولة ومؤسسات القرض التي لها صفة بنك وشركات استخلاص الديون المتفرعة عن البنوك عن المبالغ المستدقة أصلا وفائضا بعنوان القروض الفلاحية وضبط تركيبة اللجنة الجهوية المكلفة بالنظر في مطالب التخلي وطرق عمله (المصدر: القوائم المالية للبنك التونسي للتضامن).  
 (\*\*\*) لا يأخذ المبلغ الجاري للقروض المسندة من قبل الجمعيات في 31-12-2016 بعين الاعتبار القسط الأول من القروض الصغيرة الفلاحية التي وقع شطبها والمقدر بـ 19 189 ألف دينار خلال سنة 2016.

### تطور المبلغ الجاري للقروض الصغيرة لقطاع التمويل الصغير من سنة 2014 إلى سنة 2017

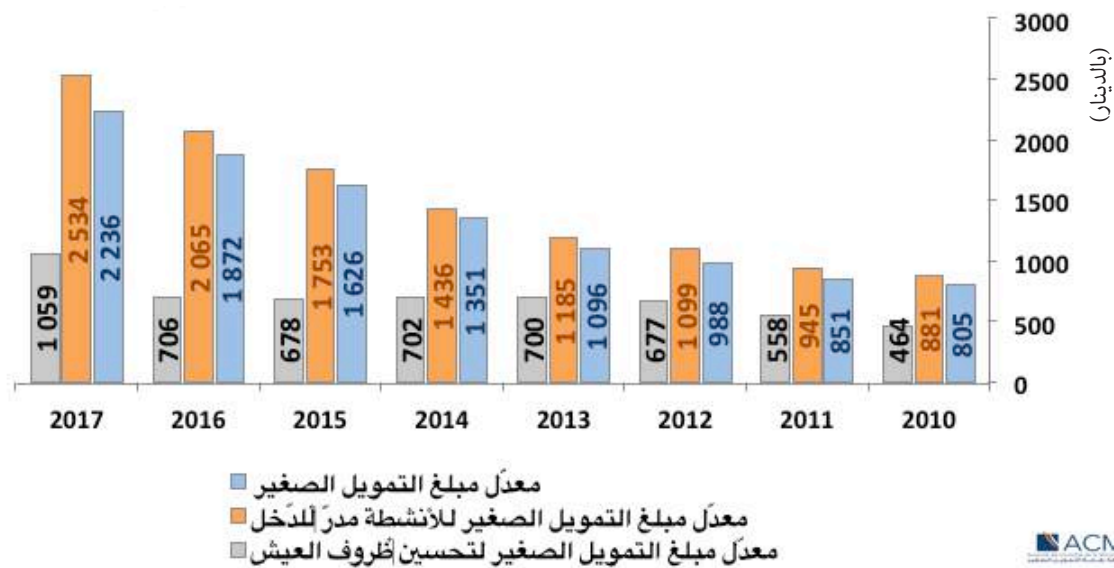


- سجّل معدّل مبلغ التمويل الصغير ارتفاعاً بنسبة 15,7% خلال الفترة الممتدة من 2010 إلى 2017.
- بالنسبة للتمويلات الصغرى المسندة للأنشطة المدرة لدخل، بلغ معدّل التمويل الصغير سنة 2017، 2534 دينار مقابل 881 دينار سنة 2010، مسجّلاً بذلك نسبة نموّ سنويّة تقدّر بـ 16,3%

(الوحدة: الدينار)

2017	2016	2015	2014	2013	2012	2011	2010	
1059	706	678	702	700	677	558	464	معدّل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش
2 534	2 065	1 753	1 436	1 185	1 099	945	881	معدّل مبلغ التمويل الصغير نشاط مدرّ للدخل
2 236	1 872	1 626	1 351	1 096	988	851	805	معدّل مبلغ التمويل الصغير

تطور معدّل مبلغ التمويل الصغير من سنة 2010 إلى سنة 2017



## 7.2- تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى

### أ - المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير:

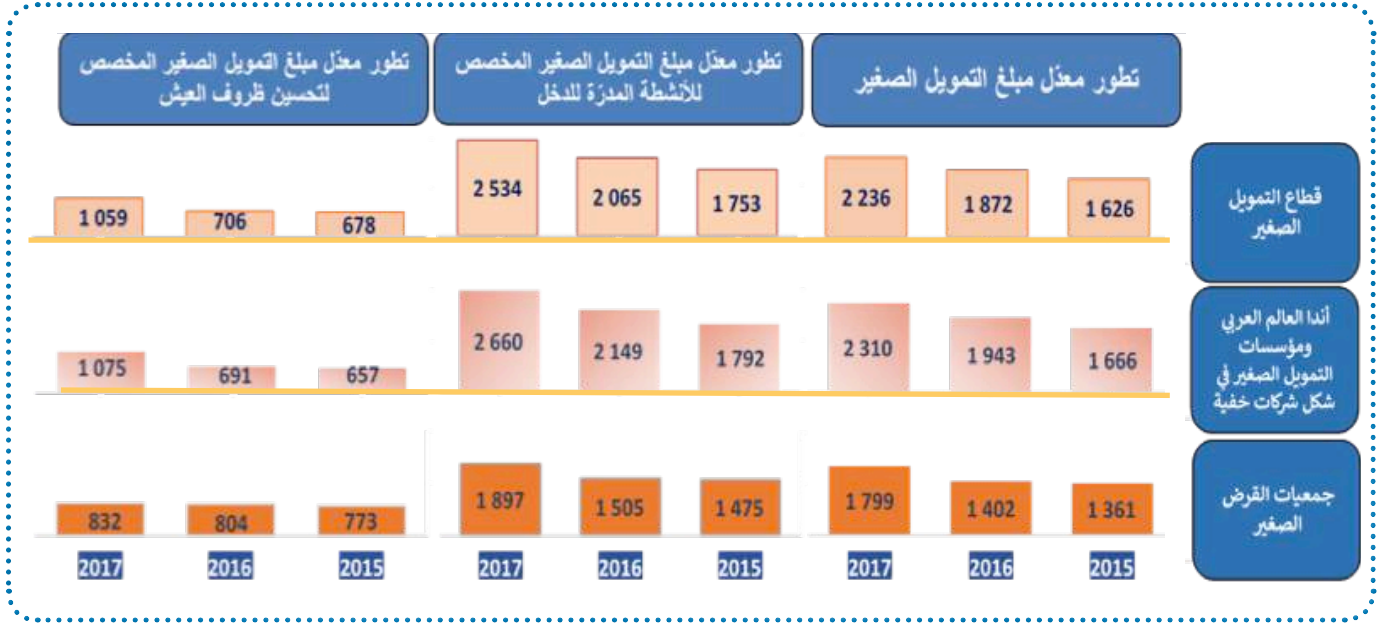
- ارتفع المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكلها الجمعي والشركات خفية الاسم من 361,6 مليون دينار في موفى سنة 2014 إلى 809,4 مليون دينار في 31 ديسمبر 2017. مسجّلاً بذلك متوسط معدّل نمو سنويّ تقدّر بـ 31% خلال الفترة 2014-2017.
- تطوّر المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل في شكل شركات خفية الاسم بنسبة 37,2% خلال الفترة 2014-2017، وفي المقابل ارتفع المبلغ الجاري للقروض الصغيرة المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة خلال نفس الفترة بمعدّل 18%.



## 6.2 متوسّط التمويل الصغير حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير

أ- خلال الفترة 2015-2017

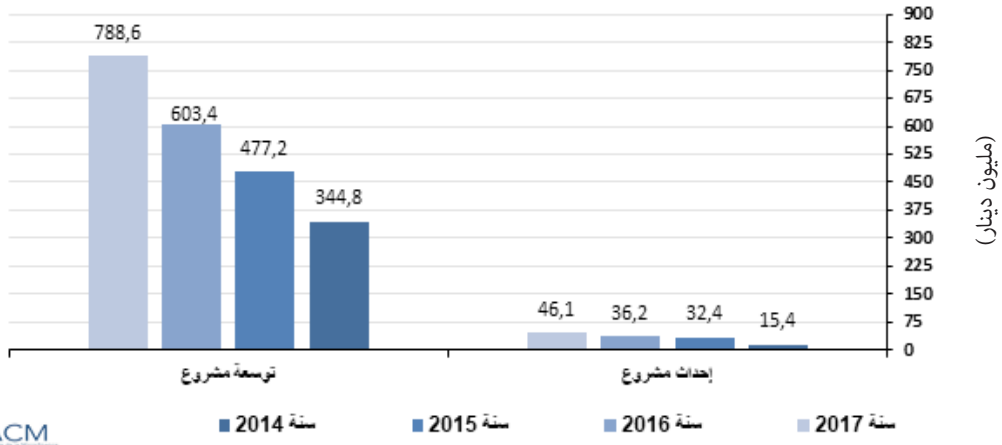
- بلغ معدّل مبلغ التمويل الصغير في 31 ديسمبر 2017، 2236 دينار مقابل 1872 دينار في موفى سنة 2016.
- بالنسبة للتمويلات الصغرى المخصّصة للأنشطة المدرّة للدخل فقد بلغ معدّل مبلغها 2534 دينار سنة 2017 مقابل 2065 دينار سنة 2016.



(الوحدة: الدينار)

2017			2016			2015			
معدّل مبلغ التمويل الصغير	معدّل مبلغ التمويل الصغير المخصّص للأنشطة المدرّة للدخل	معدّل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	معدّل مبلغ التمويل الصغير	معدّل مبلغ التمويل الصغير المخصّص للأنشطة المدرّة للدخل	معدّل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	معدّل مبلغ التمويل الصغير	معدّل مبلغ التمويل الصغير المخصّص للأنشطة المدرّة للدخل	معدّل مبلغ التمويل الصغير لتحسين ظروف العيش	
2 236	2 534	1 059	1 872	2 065	706	1 626	1 753	678	قطاع التمويل الصغير
2 310	2 660	1 075	1 943	2 149	691	1 666	1 792	657	مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم
1 799	1 897	832	1 402	1 505	804	1 361	1 475	773	جمعيات القروض الصغيرة ومؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من سنة 2014 إلى سنة 2017  
حسب نوع المشروع



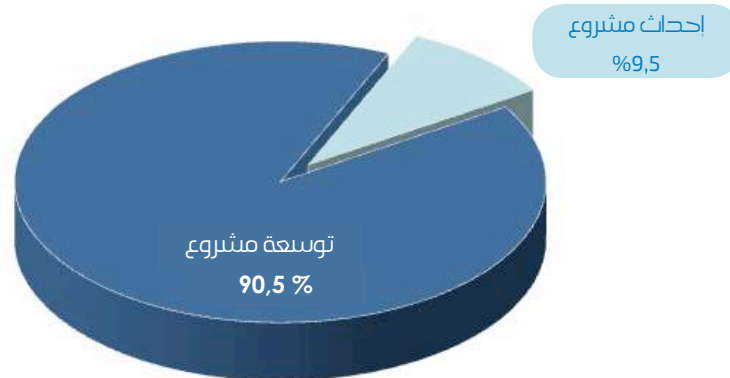
ب - خلال الفترة 2017-1999

على امتداد الفترة المتراوحة بين 1999 و2017، تم تخصيص 90,5 % من القيمة الجمالية للتمويلات الصغرى المسندة لفائدة توسعة المشاريع القائمة أي بمبلغ جملي قدره 3,4 مليار دينار، بينما لم تستفد المشاريع المحدثّة إلا بنسبة 9,5 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال نفس الفترة.

(الوحدة: الف دينار)

المجموع التراكمي (2017-1999)				توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
9,5 %	364 419	11,84 %	342 654	إحداث مشروع
90,5 %	3 462 634	88,16 %	2 550 742	توسعة مشروع
<b>100%</b>	<b>3 827 054</b>	<b>100%</b>	<b>2 893 396</b>	<b>المجموع</b>

توزيع المبلغ التراكمي للتمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 1991 إلى سنة 2017 حسب نوع المشروع



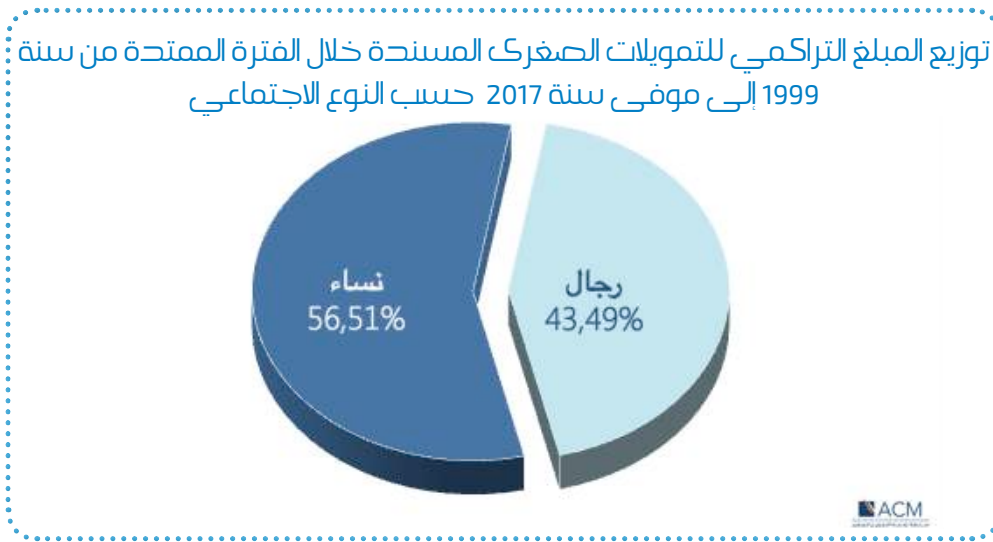
ACM

ب - خلال الفترة الممتدة 1999-2017

- على امتداد الفترة المتراوحة بين 1999 و2017، بلغت حصة النساء، 56,51% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة في حين تحسّل الرجال على 43,49% منها.
- هذا وقد بلغ معدل التمويل الصغير المسند للنساء، على امتداد نفس الفترة 1088 ديناراً مقابل 1445 ديناراً للرجال.

(الوحدة: الف دينار)

المجموع التراكمي (1999-2017)				توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
43,49%	1 823 285	36,69%	1 261 563	رجال
56,51%	2 369 158	63,31%	2 176 962	نساء
100%	4 192 443	100%	3 438 525	المجموع



5.2 توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع:

أ - خلال الفترة 2014-2017:

- خلال سنة 2017، تمّ تخصيص 788,6 مليون دينار لتوسعة المشاريع أي بنسبة 94% من القيمة الجمالية للتمويلات الصغرى، في حين لم يحظ إحداه المشاريع إلا بنسبة 6% على الرغم من أنّ المبلغ المخصص لها بلغ 46,1 مليون دينار مقابل 32,4 سنة 2014.

(الوحدة: الف دينار)

2017		2016		2015		2014		توزيع التمويلات الصغرى حسب نوع المشروع
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
6%	46 111	8%	25 728	6%	36 160	8%	23 351	إحداث مشروع
94%	788 580	92%	303 605	94%	603 441	92%	286 413	توسعة مشروع
100%	834 690	100%	329 333	100%	639 601	100%	309 764	المجموع

- ارتفعت حصة الرجال من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة من 40% سنة 2014 إلى 49,7% سنة 2017 حيث تحسّل الرجال على حوالي 459 مليون دينار أي ما يعادل 178338 تمويل صغير في مختلف المجالات، وفي المقابل تحسّلت النساء على 464,5 مليون دينار أي ما يعادل 50,3% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة سنة 2017.

(الوحدة: ألف دينار)

2017				2016				2015				2014				توزيع التمويلات الصغرى حسب النوع الاجتماعي
العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	
178 338	43%	458 560	49,7%	307 982	38%	367 730	46%	137 693	36%	230 423	43%	119 802	33%	152 694	40%	رجال
234 451	57%	464 480	50,3%	367 730	62%	464 480	54%	223 223	64%	305 659	57%	209 945	67%	230 601	60%	نساء
412 789	100%	923 040	100%	675 712	100%	923 040	100%	360 916	100%	536 082	100%	329 747	100%	383 294	100%	المجموع

تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من سنة 2014 إلى سنة 2017 حسب النوع الاجتماعي



- إلى جانب ذلك بقي معدّل مبلغ التمويل الصغير المسند للنساء أقل من المعدل المسجل بنسبة للرجال

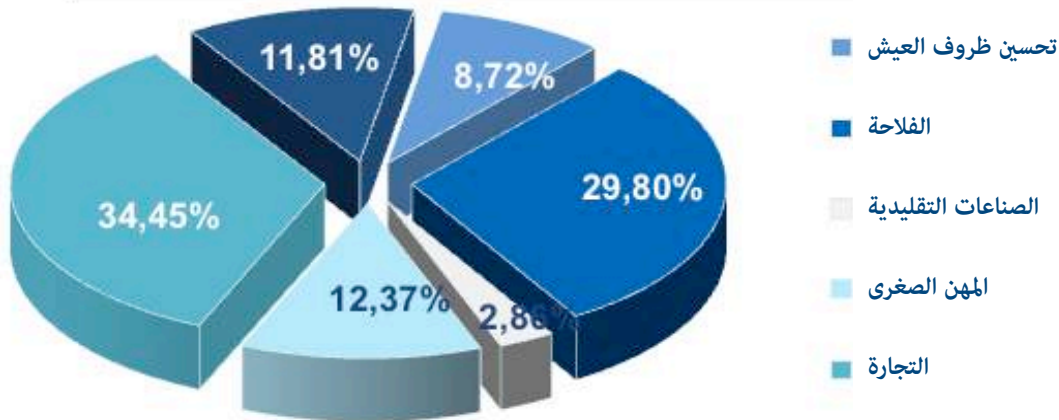
(الوحدة: الدينار)

2017	2016	2015	2014	
2571	2 237	1 923	1 609	معدّل مبلغ التمويل الصغير للرجال
1981	1 647	1 456	1 221	معدّل مبلغ التمويل الصغير للنساء
2236	1 872	1 626	1 351	معدّل مبلغ التمويل الصغير

• خلال الفترة الممتدة من 1999 إلى 2017، استفادت الأنشطة التجارية لوحدتها بحوالي 1,4 مليار دينار يليها مباشرة قطاع الفلاحة الذي استفاد بأكثر من 1,2 مليار ديناراً ليستحوذاً معها على نسبة 64,24% من القيمة الجمالية للتمويلات الصغرى المسندة خلال هذه الفترة

المجموع التراكمي (1999_2017)				توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاع
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
8,72%	365 389	15,85%	545 129	تحسين ظروف العيش
29,80%	1 249 262	27,51%	945 817	الفلاحة
2,86%	120 041	3,68%	126 688	الصناعات التقليدية
12,37%	518 655	12,41%	426 586	المهن الصغرى
34,45%	1 444 123	32,32%	1 111 320	التجارة
11,81%	494 972	8,23%	282 985	الخدمات
100%	4 192 443	100%	3 438 525	المجموع

توزيع المبلغ التراكمي للتمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 1999 إلى موفى سنة 2017 حسب القطاع



## أ - خلال الفترة 2014 - 2017

• استأثر قطاع التجارة بالنصيب الأوفر من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة سنة 2017، من خلال حصوله على ما يفوق 296 مليون دينار أي ما يمثل 32% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال تلك السنة، مقابل 35 % سنة 2016.

• تحسّل قطاع الفلاحة على أكبر عدد من التمويلات الصغرى المسندة سنة 2017، بمبلغ جملي قدر بـ 273,5 مليون دينار أي ما يمثل 30 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال نفس السنة مقابل 31 % سنة 2016.

• لم تتجاوز حصة قطاع الصناعات التقليدية من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2017، 2%، ليكون بذلك القطاع الأقل استفادة من التمويلات الصغرى.

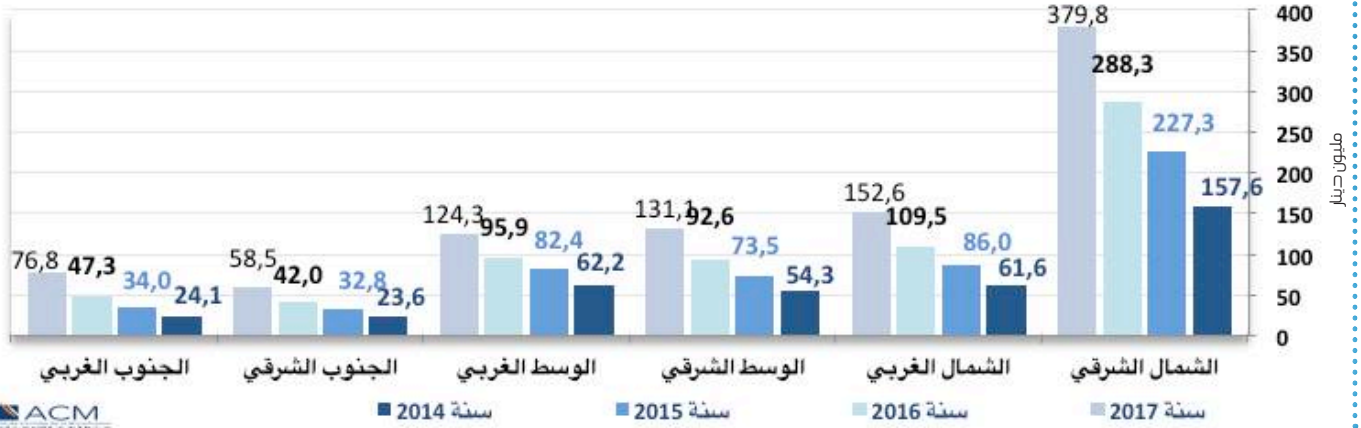
(الوحدة : ألف دينار)

2017				2016				2015				2014				توزيع التمويلات الصغرى حسب القطاع
العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	
83 456	20%	88 349	9,57%	36 112	5%	51 152	14%	26 418	5%	38 949	12%	23 122	6%	32 927	12%	تحسين ظروف العيش
122 876	31%	273 534	29,63%	207 539	31%	113 012	33%	175 206	33%	107 447	33%	127 974	33%	92 623	33%	الفلاحة
11 403	3%	22 412	2,43%	14 137	2%	9 144	3%	12 759	3%	9 457	3%	10 188	3%	8 676	3%	الصناعات التقليدية
50 184	12%	110 287	11,95%	88 690	13%	49 743	14%	69 251	14%	44 626	13%	49 903	14%	38 652	14%	المهن الصغرى
106 161	26%	296 152	32,08%	234 277	29%	103 263	34%	182 755	30%	98 163	34%	131 520	31%	87 644	31%	التجارة
38 709	9%	132 305	14,33%	94 958	14%	34 602	10%	69 693	9%	31 105	11%	40 587	8%	23 189	8%	الخدمات
412 789	100%	923 040	100%	675 712	100%	360 916	100%	536 082	100%	329 747	100%	383 294	100%	283 711	100%	المجموع

## تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من سنة 2014 إلى سنة 2017 حسب القطاع



تطور مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من سنة 2014 إلى سنة 2017 حسب الجهات

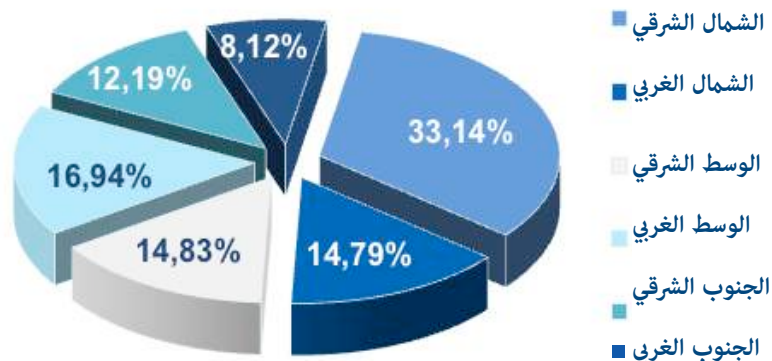


ب - خلال الفترة 2017-1999

خلال الفترة 2017-1999، استفادت جهة الشمال (الشرقي والغربي) لوحدها بأكثر من 2 مليار دينار أي حوالي 47.9% من القيمة الجمالية للتمويلات الصغرى المسندة في هذه الفترة.  
(الوحدة: ألف دينار)

المجموع التراكمي (2017-1999)				الجهات
(%)	المبلغ التراكمي	(%)	العدد التراكمي	
33,14%	1 389 476	30,87%	1 061 558	الشمال الشرقي
14,79%	619 911	13,55%	465 965	الشمال الغربي
14,83%	621 547	16,88%	580 412	الوسط الشرقي
16,94%	710 252	17,59%	604 933	الوسط الغربي
12,19%	510 975	12,97%	445 976	الجنوب الشرقي
8,12%	340 281	8,13%	279 681	الجنوب الغربي
100%	4 192 443	100%	3 438 525	المجموع

توزيع المبلغ التراكمي للتمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من سنة 1999 إلى موفى سنة 2017 حسب الجهات



## 2.2 توزيع التمويلات الصغرى حسب الجهات:

### أ - خلال الفترة 2014-2017

- استفادت جهة الشمال الشرقي بنسبة تقدر بـ 41% من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2017 مقابل 43 % و 42% خلال سنتي 2016 و 2015.
- استقرت نسبة التمويلات الصغرى المسندة في جهة الشمال الغربي في حدود 17 % من المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة مقابل نسبة 16 % خلال الثلاث سنوات الأخيرة من سنة 2014 إلى سنة 2016
- سجّلت جهتا الوسط الشرقي والجنوب الشرقي نسبة 14 % و 6% على التوالي من إجمالي مبلغ التمويلات الصغرى المسندة في 31 ديسمبر 2017 وهي نفس النسب المسجلة طيلة السنوات الثلاث الأخيرة.
- تحضّلت جهة الجنوب الغربي على 8 % من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2017 مقابل نسبة 7% خلال سنة 2016 و 6% خلال سنتي 2015 و 2014.

الوحدة : الف دينار

2017				2016				2015				2014				توزيع التمويلات -الصغرى حسب الجهات
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
41%	379 787	40%	164 486	43%	288 345	40%	144 552	42%	227 271	40%	133 495	41%	157 556	41%	117 250	الشمال الشرقي
17%	152 585	16%	68 008	16%	109 535	16%	58 043	16%	86 028	16%	54 060	16%	61 609	16%	46 468	الشمال الغربي
14%	131 092	14%	58 798	14%	92 585	14%	50 987	14%	73 512	14%	45 593	14%	54 283	14%	39 593	الوسط الشرقي
13%	124 311	14%	57 751	14%	95 946	15%	52 699	15%	82 430	15%	48 535	16%	62 208	14%	41 031	الوسط الغربي
6%	58 462	8%	31 195	6%	41 998	8%	27 606	6%	32 806	7%	24 050	6%	23 586	7%	20 564	الجنوب الشرقي
8%	76 803	8%	32 551	7%	47 302	7%	27 029	6%	34 036	7%	24 014	6%	24 052	7%	18 805	الجنوب الغربي
100%	923 040	100%	412 789	100%	675 712	100%	360 916	100%	536 082	100%	329 747	100%	383 294	100%	283 711	المجموع

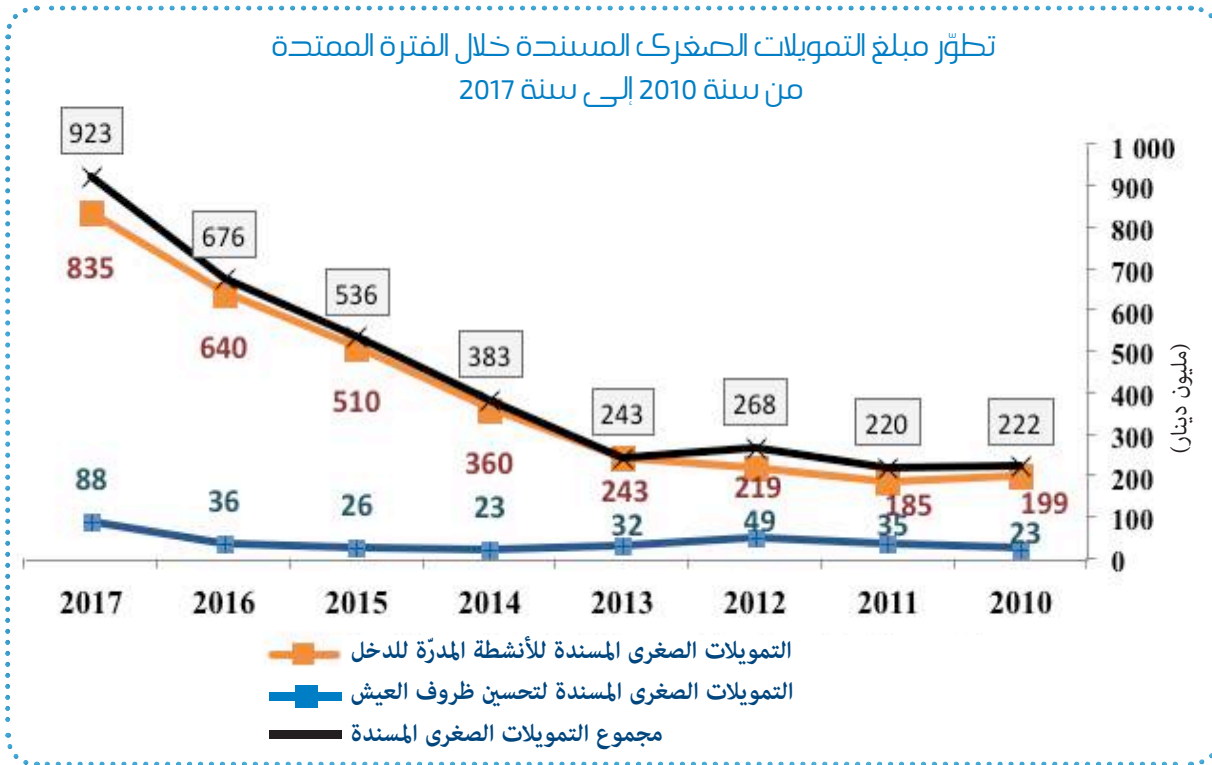


ب - خلال الفترة 2010-2017

• شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة خلال الفترة الممتدة من 2010 إلى 2017 ارتفاعا حيث بلغ متوسط معدل النمو السنوي نسبة قدرت بـ 22.5 %

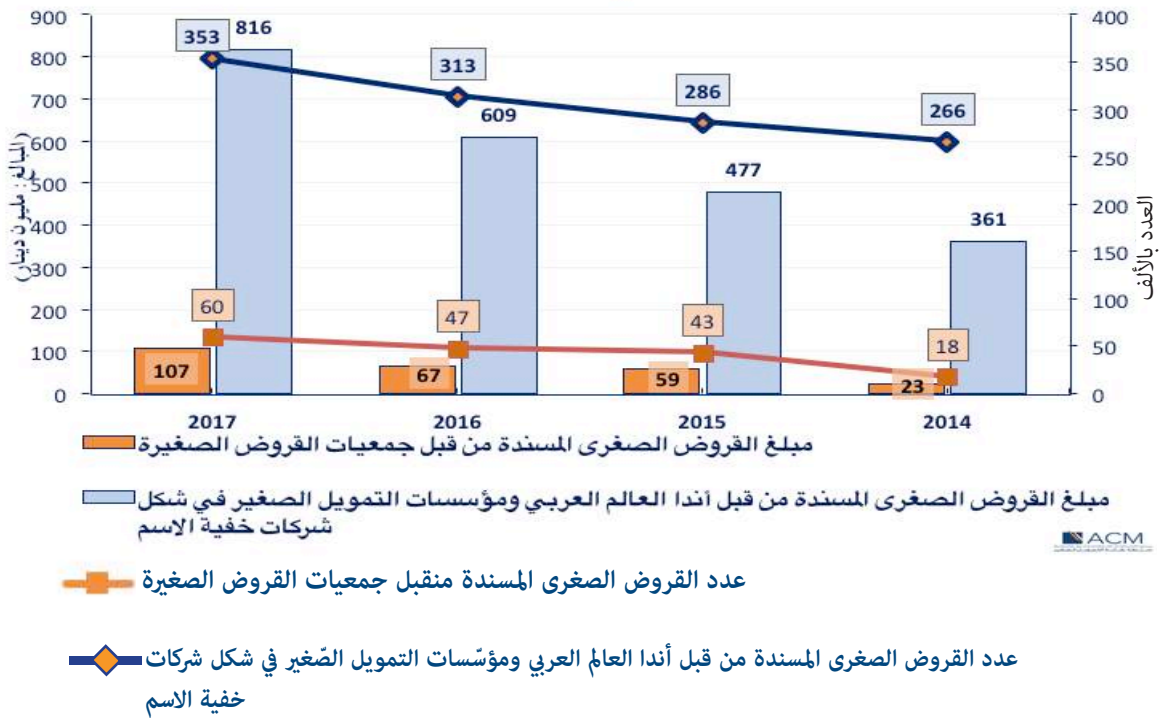
(الوحدة: ألف دينار)

مجموع التمويلات الصغرى المسندة		التمويلات الصغرى المسندة لتحسين ظروف العيش		التمويلات الصغرى المسندة للأنشطة المدرة للدخل		
المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	المبلغ	العدد	
222 476	276 326	23 448	50 533	199 028	225 793	2010
219 670	258 153	35 006	62 719	184 664	195 434	2011
267 947	271 293	48 578	71 705	219 369	199 588	2012
243 461	251 811	32 398	46 293	243 461	205 518	2013
383 294	283 711	23 122	32 927	360 172	250 784	2014
536 082	329 747	26 418	38 949	509 664	290 798	2015
675 712	360 916	36 112	51 152	639 601	309 764	2016
923 040	412 789	88 349	83 456	834 690	329 333	2017



2017				2016				2015				2014				اصناف مؤسسات التمويل الصغير
(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	(%)	المبلغ	(%)	العدد	
88.4	815 703	85.5	353 114	90.1	609 116	86.8	313 424	89.0	477 137	86,9	286 431	94.1	360 749	93,6	265 615	الشركات الاسم
11,6%	107 337	14,5%	59 675	9,9%	66 596	13,2%	47 492	11,0%	58 945	13,1%	43 316	5,9	22 546	6,4	18 096	جمعيات القروض الصغيرة
100%	923 040	100%	412 789	100%	675 712	100%	360 916	100%	536 082	100%	329 747	100	383 294	100	283 711	المجموع

### تطور عدد ومبلغ القروض المسندة حسب صنف مؤسسات التمويل الصغير من سنة 2011 إلى غاية سنة 2017



## 6 شركات خفية الاسم:

تاريخ الحصول على الترخيص	مؤسسة تمويل صغير في شكل شركة خفية الاسم	
2015.12.31		شركة أندا تمويل
2014.03.28		شركة تيسير للتمويل الصغير
2014.10.03		شركة ميكروكراذ تونس
2015.01.22		شركة أدفانس تونس
2015.04.21		شركة المركز المالي للباعثين
2016.05.06		شركة الزيتونة تمكين

### 1.2 تطور التمويلات الصغرى المسندة

#### أ- خلال الفترة 2014-2017

- بلغ العدد الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم وفي شكل جمعياتي خلال سنة 2017، 412789 بمبلغ جملي قدره 923 مليون دينار مقابل 360916 تمويل صغير بقيمة 675.7 مليون دينار خلال سنة 2016.
- يمثل مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة نسبة 11.6% من إجمالي التمويلات الصغرى المسندة في قطاع التمويل الصغير.
- شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة من قبل جمعيات القروض الصغيرة ارتفاعا قدر بـ 61.2% خلال سنة 2017 مقارنة بالسنة الفارطة.

## 2. معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس خلال سنة 2017

يتكون قطاع التمويل الصغير في تونس إلى حدود 31 ديسمبر 2017 من 289 جمعية للقروض الصغير مرخص لها طبقا للقانون عدد 67 لسنة 1999 المؤرخ في 15 جويلية 1999 والمتعلق بالقروض الصغيرة المسندة من قبل الجمعيات منها 280 جمعية ناشطة و9 جمعيات لم تتعاطى قط هذا النشاط. ومنذ جانفي 2017، تحصلت 191 جمعية فقط على تمويلات من البنك التونسي للتضامن. وتمكنت جمعيتان فقط من بين هاته الجمعيات من الامتثال لاحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير<sup>(1)</sup> وهما:

الشمار	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي	
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي تحصلت على ترخيص وزير المالية بتاريخ 30 سبتمبر 2015 تم إحداثها في إطار عملية تفريع نشاط التمويل الصغير لجمعية دعم التنمية الذاتية «أسد» .	أسد تمويل
	مؤسسة تمويل صغير في شكل جمعياتي تمكنت من الامتثال لاحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.	جمعية القيروان للتنمية المندمجة

<sup>(1)</sup> منح الفصل 58 من المرسوم 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحها للقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 لجمعيات القروض الصغيرة، صفة مؤسسات تمويل صغير شريطة امتثالها لاحكام هذا المرسوم في أجل اقصاه موفى سنة 2016. وبحلول هذا الاجل، وباستثناء جمعية «دعم التنمية الذاتية أسد» وجمعية القيروان للتنمية المندمجة «AKDI»، لم تمثل اية جمعية قرض صغير اخر مرخص لاحكام هذا المرسوم كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014. وتجدر الإشارة في هذا الإطار أنه بتاريخ 19 جانفي 2017 تم إصدار الامر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 والمتعلق بالتمديد في الاجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للامتثال للمرسوم المذكور.

## تطور الاطار التشريعي والقانوني للتمويل الصغير منذ سنة 2011

المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير  
المرسوم عدد 118 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بالاحكام الجبائية الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير

2011/11

قرار وزير المالية المؤرخ في 18 جانفي 2012 المتعلق بتحديد المبلغ الاقصى للقرض الصغير  
وشروط اسناده من قبل مؤسسات التمويل الصغير

2012/01

الامر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012 المتعلق بضبط طرق تسيير سلطة رقابة التمويل الصغير

2012/09

الامر عدد 2643 لسنة 2102 المؤرخ في 6 نوفمبر 2102 المتعلق بتسمية مدير عام سلطة رقابة التمويل الصغير

2012/11

قرار وزير المالية المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط اجراءات منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير  
وبتطورها المؤسساتي

2013/01

قرار وزير المالية المؤرخ في 16 افريل 2013 يتعلق بضبط مهام اتحادات مؤسسات التمويل الصغير  
قرار وزير المالية المؤرخ في 22 افريل 2013 المتعلق بتسمية رئيس واءضاء مجلس ادارة سلطة رقابة التمويل الصغير

2013/04

قرار وزير المالية المؤرخ في 19 اوت 2013 يتعلق بتنقيح القرار المؤرخ في 22 جانفي 2013 المتعلق بضبط اجراءات  
منح التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وبتطورها المؤسساتي

2013/08

قانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014 يتعلق بتنقيح المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في  
5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير

2014/07

قرار وزير الاقتصاد والمالية المؤرخ في 17 نوفمبر 2014 والمتعلق بضبط صيغ التدقيق الخارجي لحسابات  
مؤسسات التمويل الصغير

2014/11

قرار من وزير المالية المؤرخ في 9 فيفري 2016 والمتعلق بضبط نسب وصيغ استخلاص مساهمات مؤسسات التمويل الصغير الراجعة  
لسلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصل 48 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق  
بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014

2016/02

قرار من وزير المالية المؤرخ في 24 اوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير

2016/08

قرار من وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 والمتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية  
لمؤسسات التمويل الصغير

2016/12

امر حكومي عدد 93 لسنة 2017 مؤرخ في 19 جانفي 2017 يتعلق بالتمديد في الاجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة  
للامتنال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل  
الصغير كما تم تنقيحه بالقانون عدد 46 لسنة 2014 المؤرخ في 24 جويلية 2014

2017/01

قرار من وزير المالية بالنيابة مؤرخ في 26 جويلية 2017 يتعلق بضبط معايير الحوكمة لمؤسسات التمويل الصغير

2017/07

# ١١. واقع قطاع التمويل الصغير في تونس

## ١. تطور الإطار التشريعي والتربوي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011:

- حدد الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم مؤسسات التمويل الصغير مهام سلطة رقابة التمويل الصغير والتي من بينها إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص المشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.
- خلال سنة 2017 أبدى أعضاء مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير رأيهم بخصوص النصوص التالية:
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بالضبط معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريج الخاضعة لها الجمعيات التنموية المنصوص عليها بالفصل 27 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير،
- الأمر الحكومي عدد 12 لسنة 2018 مؤرخ في 10 جانفي 2018 يتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة للائتمان للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير،
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بالخطايا والعقوبات الإدارية أو المالية التي يمكن تسليطها على مؤسسات التمويل الصغير في حالة مخالفتها لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير أو النصوص التطبيقية



## II . واقع قطاع التمويل الصغير.



مدينة تورينو الإيطالية.

وتوجّه هذه الدورة التكوينية إلى مختلف المهنيين الناشطين في قطاع التمويل الصغير والادماج المالي في العالم، وذلك من خلال أكثر من عشرين مادّة يتمّ تقديمها باللغة الفرنسيّة على امتداد ثلاثة أسابيع.

## 6.6 ورشة عمل تدريبية حول « المناهج القانونية والرقابة لحماية الحرفاء: التداين المفرط والشفافية» من 28 إلى 29 سبتمبر 2017

تهدف هذه الورشة التدريبية، التي استمرت لمُدّة يومين، إلى تعزيز كفاءة إدارات سلطة رقابة التمويل الصغير في مجال تطبيق التشاريح والتراتب المتعلّقة بحماية الحرفاء، استئناسا بأفضل الممارسات الدولية.

• وأشرفت على هذه الورشة خبيرة لدى منظمة Smart Campaign وقد مثّلت فرصة للمشاركين لتعزيز مهاراتهم ودعم مؤهلاتهم من أجل:

• تقييم إجراءات حماية الحرفاء ومراقبة سوق الخدمات المالية وآليات التدخل الناجعة  
• فهم النقاط الرئيسية لآليات الرقابة وتطبيق المعايير المعتمدة والتراتب في مجالي التوقي من التداين المفرط للحرفاء، والشفافية.

Corps FSVC) حول موضوع «مراقبة آليات مكافحة تمويل الإرهاب ومنع غسل الأموال لدى مؤسسات التمويل الصغير»

ومثّلت هذه الدورة، التي أشرف عليها خبير كندي في المجال، فرصة للتعريف بـ:

• عناصر مصفوفة المخاطر المتعلّقة بغسل الأموال وتمويل الإرهاب لدى مؤسسات التمويل الصغير والتي على أساسها يتمّ ضبط برنامج مهمة الرقابة على عين المكان حول منظومة منع غسل الأموال وتمويل الإرهاب لدى مؤسسات التمويل الصغير،

• الإجراءات الواجب إتباعها في مهمة المراقبة على عين المكان تخصّ موضوع مكافحة تمويل الإرهاب ومنع غسل الأموال.

## 5.6 دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير «Boulder» بإيطاليا من 17 جويلية إلى 04 أوت 2017

شارك إدار من سلطة رقابة التمويل الصغير من 17 جويلية إلى 04 أوت 2017 في الدورة التكوينية السنوية حول التمويل الصغير التي ينظمها معهد التمويل الصغير «Boulder» في المركز الدولي للتكوين للمنظمة العالميّة للشغل OIT في





## 2.5 تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير

### أ. مهمّات المراقبة على عين المكان

في إطار المهام الموكولة إليها، تولّت ثلاث فرق من مراقبي سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2017 وبإذن من المدير العام القيام بمهمّات مراقبة على عين المكان لثلاث مؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم، تعلّقت مهتمّين منها بموضوع « التصرف في مخاطر القروض مع التركيز على التداين المزدوج» ومهمة واحدة حول موضوع « النظام المعلوماتي: موثوقية البيانات صلب نظام المعلومات والتصرف وتحليل «les interfaces». وقد تمّ إرسال تقارير المهمّات المذكورة إلى المؤسسات المعنية بعد عرضها على انظار أعضاء مجلس إدارة الهيئة.

### ب. مراقبة الوثائق والتقارير الدورية المقدّمة لسلطة رقابة التمويل الصغير

تولّى أعوان الهيئة خلال سنة 2017، مراقبة القوائم والتقارير الدورية المرسلّة من قبل مؤسسات التمويل الصغير والتي تمّ تحديدها بقائمة ضمن مكتوب سلطة رقابة التمويل الصغير الذي تمّ توجيهه إلى كافة هذه المؤسسات منذ شهر أوت 2015.

كما تتولّى الهيئة مراقبة جميع القوائم والتقارير المرسلّة بصفة دورية، من قبل كافة المؤسسات المرخص لها في تعاطي نشاط التمويل الصغير، عبر البريد الإلكتروني والبريد العادي إلى سلطة رقابة التمويل الصغير، طبقا لقرار وزير المالية المتعلق بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير المؤرّخ في 23 ديسمبر 2016، بما في ذلك التقارير المتعلّقة بالمعايير الحذرة الخاضعة لها.

## 6. تطوّر الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير

تسهر سلطة رقابة التمويل الصغير على تطوير كفاءة فريق عملها وذلك من خلال سياسة تكوين نشيطة، إذ يشارك أعوان السلطة عند انتدابهم وخلال كامل فترة عملهم في حلقات تكوينية مختلفة في تونس وأيضا في الخارج.

## 1.6 دورة تكوينية للحصول على «شهادة في القانون وتنظيم الادماج المالي» من 16 إلى 26 جانفي 2017 بكلية الحقوق والاقتصاد والمالية بجامعة لو كسمبورغ

شارك إطار من سلطة رقابة التمويل الصغير من 16 إلى 26 جانفي 2017 في الدورة التكوينية التي نظمتها كلية الحقوق والاقتصاد والمالية بلوكسمبورغ بهدف تعزيز المعارف وتبادل الخبرات في مجال القانون المالي. وقد شهدت هذه الدورة مشاركة عدد هام من المهتمّين الناشطين في القطاع المالي والهيئات الرقابية ومؤسسات التمويل الصغير والجامعيين، كما تضمّنت دروسا قيّمة حول الرقابة والقانون والالاقيات واليات الاستثمار والقانون المصرفي اشرف عليها اساتذة جامعيون وخبراء، لذلك برنامج الدعم لتنمية الذاتية بلوكسمبورغ « ادا» وغيرهم من الخبراء في قطاع التمويل الصغير.

## 2.6 دورة تكوينية حول التصرف في مخاطر التمويل الصغير من 30 جانفي إلى 1 فيفري 2017

شارك إطاران من سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة التكوينية حول «منهجية عملية حول التصرف في مخاطر التمويل الصغير والمخاطر العملية» من 30 جانفي إلى 1 فيفري 2017 التي نظمتها MicroMED بالمدرسة المتوسطة للأعمال «MSB».

## 3.6 ورشة عمل تدريبية حول منهجية مراقبة نظم المعلومات صلب مؤسسات التمويل الصغير من 13 إلى 15 فيفري 2017 بسلطة رقابة التمويل الصغير

شارك فريق المراقبة بسلطة رقابة التمويل الصغير من 13 إلى 15 فيفري 2017 في ورشة عمل تدريبية تمّ تنظيمها بمقر الهيئة حول «منهجية مراقبة نظم المعلومات صلب مؤسسة تمويل الصغير». وتهدف هذه الورشة أساسا إلى:

- تحديد وتقييم المشاكل المتعلقة بنظم التصرف والمعلومات.
- تطوير منهجية مراقبة نظم المعلومات صلب مؤسسة تمويل الصغير.
- مناقشة وتبادل الأفكار والاقتراحات

## 4.6 ورشة عمل حول مراقبة اليات مكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال من 20 إلى 22 فيفري 2017

نظمت سلطة رقابة التمويل الصغير دورة تكوينية لفائدة مراقبيها امتدت لثلاث أيام (من 20 إلى 22 فيفري 2017) وذلك بالتعاون مع منظمة (Financial Services Volunteer)

- إضافة بعض المعطيات لتقرير الاسترشاد (سجل التعثرات في الدفع والمبالغ ذات الصلة وعدد أيام التأخير ، صنف المخاطر لدى القطاع البنكي بالنسبة للمدينين لدى هذا القطاع ، قائمة الأشخاص المعنويين التي لهم صلة بأشخاص طبيعيين، جدول المستحقات المتخلدة بذمة حرفاء مؤسسات التمويل الصغير في شكل جمعياتي، معلومات تخص الشيكات، معلومات سجل الحرفاء )
- إضافة معطيات جديدة عند التصريح بالعقد (إضافة خانة الفرع، إضافة عنوان النشاط الفعلي، تكريس الطابع الإيجاري لعملية التصريح بالمستوك التعليمي، عدد مواطن الشغل الحالية، وتلك التي سيتم إحداثها، وإضافة قروض آخرك صغرك المسندة لتدسين ظروف العيش)
- توسيع نطاق تقارير الاسترشاد الشامل
- دعم موثوقية التقرير المتعلق بالتداين المزدوج
- تطوير متابعة تقرير الاسترشاد الخاص بكل مستخدم
- تعديل التقرير التاليفي لمحفظة مؤسسة تمويل صغير
- توفير قائمة الضامين المتعلقين بالعقود
- إضافة تدفق جديد للتقارير ووضع خدمة جديدة تخول إدراج المعطيات الخاصة بالتصرف لمؤسسات التمويل الصغير (القوائم المالية، وتقارير تحليل محفظة القروض وغيرها من التقارير)

وتقوم سلطة رقابة التمويل الصغير بالمراقبة المستمرة لعمليات الاسترشاد ولنوعية التصاريح وعمليات معالجة المعطيات المتعلقة بها قصد ضمان الحصول على بيانات صحيحة وذات جودة عالية واستغلال المعلومات المتوفرة بتقارير الاستشارة المتعلقة بالحرفاء، وبالعقود التمويلات الصغرك على الوجه الأمثل. ويتضمن الجدول التالي مجموعة من مؤشرات المتابعة

## الاجم

31 ديسمبر 2017	30 سبتمبر 2017	30 جوان 2017	31 مارس 2017	
729	678	587	502	عدد المستعملين
1 559 446	1 274 142	1 028 311	817 542	عدد عمليات الاسترشاد
925 351	827 735	732 891	652 350	عدد العقود المصرح بها

## مؤشرات

2 139	1 879	1 752	1 629	عدد عمليات الاسترشاد للمستعمل الواحد
-------	-------	-------	-------	--------------------------------------

## عدد عمليات الاسترشاد للعقد الواحد

1,685	1,539	1,403	1,253	العدد
%168,52	153,93 %	140,31 %	125,32 %	النسبة المئوية

ووضعت سلطة رقابة التمويل الصغير على ذمة مؤسسات التمويل الصغير العنوان التالي على البريد الالكتروني [reclamation\\_crm@acm.gov.tn](mailto:reclamation_crm@acm.gov.tn) لتلقي جميع الشكاوي ذات العلاقة بمركية مخاطر التمويل الصغير سواء كانت ذات طابع تقني أو مهني .

وتلقت سلطة رقابة التمويل الصغير خلال الفترة الممتدة من غرة جانفي إلى مؤفى ديسمبر 2017، حوالي 5582 شكاوي من قبل مؤسسات التمويل الصغير تتوزع كالآتي:

عدد الشكاوي التي تمّ معالجتها	موضوع الشكاوي
4 629	خطا في تاريخ الولادة
942	خطا في الاسم واللقب وتاريخ الولادة
11	خطا في الاسم او اللقب
-	اعتراضات من قبل الحرفاء على الديون المتخلدة بخدمتهم

الإدماج المالي ويحقق التطور المنشود بالمنطقة العربية.

#### 4.4 اجتماع لجنة القيادة لبرنامج ميكروماد - Micro-Med والأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ من 29 نوفمبر إلى 01 ديسمبر 2017

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات الأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير الذي يقام سنويا في لوكسمبورغ والذي يعتبر الحدث السنوي الأهم في قطاع التمويل الصغير في أوروبا حيث يجمع عددا هاما من ممثلي المؤسسات البنكية والمالية والمنظمات الحكومية وغير الحكومية والجامعات وشركات الاستشارات والباحثين.

وشاركت الهيئة في جلسات الحوار وتبادل الخبرات التي حضرها أكثر من 490 مشاركا من 66 دولة حول العالم. وتم خلال هذا الأسبوع الأوروبي مناقشة ثلاث محاور أساسية:

- التمويل الصغير من أجل الإسكان: (موضوع الجائزة الأوروبية للتمويل الصغير لسنة 2017)
- النساء المستفيدات من التمويل الصغير والتنمية الذاتية للمرأة: ما وراء الأرقام؛
- مستقبل التمويل الصغير في العشريين القادمة.

#### 5. دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير:

##### 1.5 تطوير القسط الثالث لمركزية مخاطر التمويل الصغير في تونس

بعد إرساء القسطين الأول والثاني من مركزية المخاطر الخاصة بقطاع التمويل الصغير في تونس، دعت الحاجة إلى إنجاز قسط ثالث، وتم تحديد الشروط المرجعية لهذا القسط وانطلقت الأشغال سنة 2017.

ويتعلق القسط الثالث لمركزية المخاطر أساسا بالنقاط التالية:

- تمكين مؤسسات التمويل الصغير من الحصول على حقوق النفاذ إلى تقارير جديدة تتعلق خاصة بمتابعة التصاريح وتقارير الاسترشاد و محفظة القروض.
- توسيع نطاق تقرير متابعة التصاريح لتشمل بعض المعطيات المتعلقة بالتصاريح المنقوصة

والسياسات الوطنية للإدماج المالي، مع التركيز على السياسات والمبادرات والجهود الجديدة للإدماج المالي المبذولة من قبل البلدان الأعضاء في المنطقة العربية، فضلا عن وضع سياسات واستراتيجيات بشأن الإدماج المالي وتبادل الخبرات والثقافات للدول الأعضاء في التحالف.

#### 2.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة الثالثة من الأسبوع الأفريقي للتمويل الصغير: من 9 إلى 13 أكتوبر 2017 بأديس أبابا- إثيوبيا

أشرفت دولة إثيوبيا على تنظيم فعاليات « الدورة الثالثة من الأسبوع الأفريقي للتمويل الصغير» الذي يعقد كل سنتين بمبادرة من الشبكات الأفريقية للتمويل الصغير - African Microfinance African Institutionsg crofinance Transparency Network وجمعية «أدا» لدعم التنمية الذاتية بلوكسمبورغ، وذلك خلال الفترة الممتدة من 9 إلى 13 أكتوبر 2017 بالعاصمة الأثيوبية « أديس أبابا».

وشاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات هذا الملتقى الذي جمع أهم الفاعلين في قطاع التمويل الصغير بإفريقيا من مستثمرين ومؤسسات تمويل صغير وباحثين وبنوك وشبكات وجهات حكومية وفاعلين آخرين (أكثر من 600 مشارك)، وانعقدت هذه الدورة بهدف تبادل الآراء حول آليات تعزيز الإدماج المالي في المنطقة تحت عنوان «دعم المؤسسات الصغرى والمتوسطة: عهد جديد للإدماج المالي».

وخلال هذا المؤتمر تمت مناقشة مختلف الحلول الممكنة لدعم المؤسسات في مختلف القطاعات من أجل انتقالها من مؤسسات ميكروية إلى مؤسسات متوسطة.

#### 3.4 مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقى السنوي لشبكة سنابل أيام 7 و8 نوفمبر 2017 بيروت - لبنان

احتفلت شبكة التمويل الأصغر للبلدان العربية «سنابل» سنة 2017، بمرور 15 عاما على تأسيسها خلال مؤتمرها المنعقد ببيروت تحت عنوان « الإدماج المالي في البلدان العربية، مسار التعاون والانجازات».

وشاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في فعاليات هذا الملتقى من جملة أكثر من 350 مشاركا ممثلين عن أهم الفاعلين في قطاع التمويل الصغير بالبلدان العربية ومؤسسات التمويل الصغير وأصحاب القرار والجهات المانحة والمستثمرين الذين كانوا في الموعد يومي 7 و8 نوفمبر 2017 لمناقشة أهم التطورات الإقليمية والتوجهات من أجل قطاع تمويل صغير سليم ويساهم بصفة فعّالة في

الإرهاب ومنع غسل الأموال» أقرها خبير كندكي في مجال مكافحة الإرهاب، وشهدت هذه الدورة مشاركة الكاتب العام للجنة التونسية للتحاليل المالية.

تمت دعوة مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم لتعيين ممثلين اثنين عن كل مؤسسة ليتم تعيين أحدهما لاحقاً «مراسل للجنة التونسية للتحاليل المالية» تطبيقاً للقانون عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015، والمتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال والمذكورة الترتيبية عدد 13 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بتحديد البرامج والتدابير التطبيقية لمكافحة جرائم غسل الأموال وتمويل الإرهاب طبقاً لأحكام الفصل 115 من القانون الأساسي عدد 26 لسنة 2015 المؤرخ في 7 أوت 2015 والمتعلق بمكافحة الإرهاب ومنع غسل الأموال.

### 2.3 ندوة وطنية حول «الاقتصاد الاجتماعي التضامني رافد للتنمية في تونس»

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في الندوة الوطنية التي انعقدت بتاريخ 5 جويلية 2017 حول «الاقتصاد الاجتماعي والتضامني رافد للتنمية في تونس» التي نظمتها وزارة التنمية والاستثمار والتعاون الدولي تحت إشراف السيد رئيس الحكومة.

وتمّ خلال هذه الندوة تقديم نتائج الدراسة الاستراتيجية حول واقع الاقتصاد الاجتماعي والتضامني في تونس بدعم من البرنامج الإنمائي للأمم المتحدة بتونس.

### 4. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير

1.4 المؤتمر الدولي السنوي للتخالف الدولي للإدماج المالي «Global Policy Forum» من 13 إلى 15 سبتمبر 2017 بشرم الشيخ- مصر

شاركت سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمر الدولي السنوي التاسع للتخالف الدولي للإدماج المالي الذي انعقد في شرم الشيخ من 13 إلى 15 سبتمبر 2017 والذي نظمه التخالف من أجل الإدماج المالي (AFI) بالتعاون مع البنك المركزي المصري.

وقد جمع هذا الحدث الذي انعقد لأول مرة في دولة عربية، كبار المسؤولين وممثلي البنوك المركزية لأكثر من 94 بلداً و119 مؤسسة دولية.

وتمحور المنتدى حول تطوير وتحسين استراتيجيات

• ضبط المذكورة عدد 19 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بتحديد نماذج القوائم والتقارير الواجب إرسالها بصفة دورية من قبل مؤسسات التمويل الصغير المكونة في شكل شركات خفية الاسم إلى سلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصلين 13 و14 من قرار وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 المتعلقة بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير،

• ضبط المذكورة عدد 20 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بتحديد نماذج القوائم والتقارير الواجب إرسالها بصفة دورية من قبل مؤسسات التمويل الصغير المكونة في شكل جمعياتي إلى سلطة رقابة التمويل الصغير والمنصوص عليها بالفصلين 13 و15 من قرار وزيرة المالية المؤرخ في 23 ديسمبر 2016 المتعلقة بضبط قواعد ومعايير التصرف والشفافية المالية لمؤسسات التمويل الصغير.

### 5.2 قرارات تتعلق برقابة مؤسسات التمويل الصغير

- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لبقية سنة 2017.
- ضبط برنامج المراقبة على عين المكان لسنة 2018.
- النظر في مخطط إصلاح مؤسسة تمويل صغير على خلفية مهمة مراقبة على عين المكان
- النظر في تقارير مهمات المراقبة على عين المكان لثلاث مؤسسات تمويل صغير في شكل شركات خفية الاسم
- النظر في التقارير الدورية حول وضعيات التداين المزدوج لحرفاء مؤسسات التمويل الصغير

### 3. مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات، والدورات التكوينية والتحسيسية المتعلقة بالتمويل الصغير في تونس خلال سنة 2017

1.3 دورة تكوينية موجهة لمؤسسات التمويل الصغير حول أمثلها لمنظومة مكافحة تمويل الإرهاب ومنع غسل الأموال

دورة تكوينية نظمت سلطة رقابة التمويل الصغير بالتعاون مع «Volunteer Corps Financial Services FSVC» وتحسيسية وتحسيسية بتاريخ 23 فيفري 2017 لفائدة مؤسسات التمويل الصغير حول «الامثال لمنظومة مكافحة تمويل

## 2. اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات:

عقد مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2017، اثني عشر اجتماعاً، تم من خلالها اتخاذ جملة من القرارات أهمها:

### 1.2 إبداء الرأي في الملفات الخاضعة للتراخيص:

- ثلاث (03) مطالب ترخيص لممارسة نشاط التمويل الصغير صادرة عن ثلاث شركات في شكل شركات خفية الاسم، تحصلت إحداها على الموافقة المبدئية بينما لا يزال المطلبين الآخرين في طور الدراسة.
- إبداء الرأي بخصوص سبع (07) مطالب صادرة عن مؤسسات تمويل صغير لفتح فروع جديدة غير مدرجة بمخطط أعمالها.
- إبداء الرأي بخصوص ثلاث (03) مطالب ترخيص في اقتناء حصص من رأس مال مؤسسة تمويل صغير.

### 2.2 إبداء الرأي في النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 2017

- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بضبط معايير الحوكمة والشفافية المالية والتصاريح الخاضعة لها الجمعيات التنموية المنصوص عليها بالفصل 27 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
- الأمر الحكومي عدد 12 لسنة 2018 المؤرخ في 10 جانفي 2018 والمتعلق بتنقيح الأمر الحكومي عدد 93 لسنة 2017 المؤرخ في 19 جانفي 2017 المتعلق بالتمديد في الأجل الممنوح لجمعيات القروض الصغيرة لامتنال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير.
- مشروع قرار وزير المالية المتعلق بالخطايا والعقوبات الإدارية أو المالية التي يمكن تسليطها على مؤسسات التمويل الصغير في حالة مخالفتها لأحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير أو النصوص التطبيقية.

### 3.2 قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير

- ضبط مذكرة تنظيمية تتضمن دليل إجراءات مراقبة مؤسسات التمويل الصغير حول موضوع مكافحة تمويل الإرهاب ومنع غسل الأموال
- ضبط مذكرة تنظيمية تتضمن دليل الإجراءات المتعلقة بالثبوت في التصاريح الشهرية لمؤسسات التمويل الصغير لدك مركزية مخاطر التمويل الصغير
- ضبط مذكرة تنظيمية تتضمن دليل إجراءات مهفات الثبوت على عين المكان في النظام المعلوماتي لمؤسسات التمويل الصغير

### 4.2 قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير

- ضبط المذكرة عدد 12 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بطرق تطبيق أحكام الفصلين 3 و16 من قرار وزير المالية المؤرخ في 24 أوت 2016 والمتعلق بحماية حرفاء مؤسسات التمويل الصغير.
- ضبط المذكرة عدد 13 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بتحديد البرامج والتدابير التطبيقية لمنع غسل الأموال ومكافحة تمويل الإرهاب.
- ضبط المذكرة عدد 14 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بمعالجة شكاوى مؤسسات التمويل الصغير ذات الصلة بمركزية مخاطر التمويل الصغير.
- ضبط المذكرة عدد 15 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بدراسة طلبات التراخيص في عملية اقتناء حصص من رأس مال مؤسسة تمويل صغير.
- ضبط المذكرة عدد 16 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بدراسة طلبات الموافقة على فتح فرع أو وكالة جديدة لمؤسسات التمويل الصغير
- ضبط المذكرة عدد 17 لسلطة رقابة التمويل الصغير المتعلقة بدراسة الملفات الخاصة بالتغييرات التي تطرأ على تركيبة مجلس الإدارة أو الهيئة المديرة لمؤسسات التمويل الصغير وبالتعيينات الجديدة للمسؤولين.
- ضبط المذكرة عدد 18 لسلطة رقابة التمويل الصغير حول عناصر الأموال الذاتية الصافية والأموال الذاتية الأساسية والأموال التكميلية والأصول، المعتمدة في احتساب المخاطر والضوابط المتعلقة بها.

# I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير

## 1- تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير:

أحدثت سلطة رقابة التمويل الصغير بمقتضى الفصل 43 من المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤرخ في 5 نوفمبر 2011 والمتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير وهي هيئة مستقلة تتمتع بالشخصية المعنوية وبالاستقلال المالي مما يضمن حيادها وبكسبها صلاحيات السلطة العمومية التي تمكنها من أداء دورها الرقابي لقطاع التمويل الصغير. وتم ضبط طرق تسييرها بمقتضى أحكام الأمر عدد 2128 لسنة 2012 المؤرخ في 28 سبتمبر 2012.

تتمثل مهام سلطة رقابة التمويل الصغير خاصة في:

- دراسة ملفات التراخيص لمؤسسات التمويل الصغير وإيداء الراي فيها،
- مراقبة الوثائق والمراقبة على عين المكان لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها والجمعيات التي قامت بتفريع نشاطها،
- إرساء منظومة لتجميع المخاطر المتعلقة بالقطاع وتبليغها لمؤسسات التمويل الصغير عند طلبها ويمكن لها للغرض أن تطلب من مؤسسات التمويل الصغير أن تمدّها بجميع الإحصائيات والمعلومات التي تسمح لها بالاطلاع على تطور نشاطها. كما يمكن لها إبرام عقود شراكة مع سلط رقابة معاتلة لتبادل المعلومات،
- تسليط خطايا و/أو عقوبات إدارية، ما عدك سحب الترخيص، في حالة مخالفة أحكام المرسوم عدد 117 لسنة 2011 المذكور أعلاه ونصوصه التطبيقية،
- تقديم مقترح معلل لوزير المالية حول سحب الترخيص لمؤسسات التمويل الصغير واتحاداتها،
- إبداء رأيها لوزير المالية بخصوص التشاريع المتعلقة بالتمويل الصغير.



# I. نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير.



# كلمة المدير العام



عرف قطاع التمويل الصغير خلال سنة 2017، نفس ديناميكية النمو التي سجّلها منذ أكثر من ثلاث سنوات، حيث:

• شهد المبلغ الجملي للتمويلات الصغرى المسندة ارتفاعاً قدر بـ 36 % خلال سنة 2017 ليبلغ بذلك 923 مليون دينار في موفى سنة 2017 مقابل 676 مليون دينار سنة 2016.

• مثّل مبلغ التمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم نسبة 88,4 % من اجمالي التمويلات الصغرى المسندة، مقابل 11,6 % فحسب بالنسبة لجمعية القروض الصغيرة وذلك بالرغم من تسجيل هذه الأخيرة لنسبة ارتفاع عالية مقارنة بسنة 2016 والتي فاقت 61 %.

• مثّل المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 73 % من المبلغ الجاري للتمويلات الصغرى المسندة خلال سنة 2017 مقابل 27 % بالنسبة لجمعية القروض الصغيرة.

• بلغ عدد الحرفاء النشطين لدى مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم 349409 حرفياً خلال سنة 2017 مقابل 308709 خلال السنة الفارطة، أما بالنسبة لجمعية القروض الصغيرة فلم يتسنى عند إعداد هذا التقرير ضبط عدد حرفائها مع العلم وأنّ هذا الأخير قُدّر في موفى شهر سبتمبر 2017 بحوالي 106559 حرفياً.

• بلغت نسبة محفظة المخاطر 30 يوم 0,84 % سنة 2017 مقابل 1,17 % سنة 2016.

• شهدت نسبة القروض التي وقع شطبها من قبل مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم ارتفاعاً حيث بلغت في نهاية سنة 2017، 1,22 % من معدّل محفظة القروض مقابل 1,05 % في موفى سنة 2016.

ومن جهة أخرى، تمّ بمقتضى الأمر الحكومي عدد 12 لسنة 2018 المؤّرخ في 10 جانفي 2018 التمديد في الاجل الممنوح لجمعية القروض الصغيرة للامثال للمرسوم عدد 117 لسنة 2011 المؤّرخ في 5 نوفمبر 2011 المتعلق بتنظيم نشاط مؤسسات التمويل الصغير إلى غاية 31 ديسمبر 2019.

وبتاريخ 23 فيفري 2018، وقع الاستلام الوتقي للقسط الثالث لمركزية مخاطر التمويل الصغير، الذي مكّن مؤسسات التمويل الصغير من الحصول على حقوق النفاذ إلى تقارير جديدة تتعلّق خاصة بمتابعة التصاريح والاسترشاد ومحفظة القروض. كما تمّ إدراج معطيات جديدة عند التصريح بالعقد من خلال إضافة معطيين جديدين يخضّان عدد مواطن الشغل الحالية وتلك المتوقّعة إحداثها، كما تمّ تكريس الطابع الاجباري لعملية التصريح بالمستوى التعليمي. هذا وسيتمّ وبصفة منتظمة متابعة مؤشر جديد يتعلّق بالادماج المالي من خلال نشر معلومات ذات دلالة تتعلّق بعدد الاشخاص الطبيعيين الذين تحصّلوا خلال فترة زمنية محدّدة على اول تمويل في حياتهم وقمرته لهم مؤسسة تمويل صغير.

ومن جهة أخرى، ولضمان تطور السجل المتعلق بكل تمويل صغير، تمّت إضافة معلومات ذات اهمية تتعلّق بالقروض كسجل التعثرات في الدفع والمبالغ ذات الصلة وعدد أيام التأخير.

وبهدف مزيد انراء تقرير الاسترشاد، تمّ إدراج معطيات جديدة عن الحرفاء تتعلق بعدد ومبلغ المستحقّات غير المستخلصة والتي لم يتم بعد تسويتها إضافة إلى صنف المخاطر لدى القطاع البنكي بالنسبة للمدينين لدى هذا القطاع. كما سيتمّ لأول مرّة إدراج جدول جديد صلب مركزية مخاطر التمويل الصغير يخضّ المستحقّات المتخلّدة بخمة حرفاً، جمعيات القروض الصغيرة.

هذا ولتسهيل عملية التجميع الالي للمعطيات الخاصة بمؤسسات التمويل الصغير، تمّت إضافة عنصر جديد ذو اهمية بالغة سيتمّ التصريح به دورياً إلى مركزية مخاطر التمويل الصغير عبر نظام تبادل المعلومات التابع إلى البنك المركزي التونسي، يتمثل في كل المعطيات الخاصة بالتصرّف على غرار القوائم المالية والتقارير المنصوص عليها بالمذكّرة عدد 19 لسلطة رقابة التمويل الصغير الصادرة بتاريخ 7 جويلية 2017.

المدير العام

محمود المنتصر منصور



13.....	دورة تكوينية حول التصرف في مخاطر التمويل الصغير من 30 جانفي الى 1 فيفري 2017.....	2 . 6
13.....	ورشة عمل تدريبية حول منهجية مراقبة نظم المعلومات صلب مؤسسات التمويل الصغير	3 . 6
13.....	من 13 الى 15 فيفري 2017 بسلطة رقابة التمويل الصغير.....	13.....
13.....	دورة تكوينية حول مراقبة آليات مكافحة تمويل الإرهاب ومنع غسل الأموال من 20 إلى 22 فيفري 2017 .....	4 . 6
14.....	دورة تكوينية في مجال التمويل الصغير في إطار البرنامج السنوي لمعهد التمويل الصغير	5 . 6
14.....	«Boulder» بايطاليا من 17 جويلية إلى 04 أوت 2017.....	14.....
14.....	ورشة عمل تدريبية حول « المناهج القانونية والرقابية لحماية الحرفاء: التداين المفرط والشفافية»	6 . 6
14.....	من 28 إلى 29 سبتمبر 2017.....	14.....
15.....	<b>واقع قطاع التمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011 .....</b>	<b>II</b>
16.....	تطور الإطار التشريعي والترتيبي للتمويل الصغير في تونس منذ سنة 2011.....	1.
18.....	معطيات حول قطاع التمويل الصغير في تونس .....	2.
19.....	تطور التمويلات الصغير المسندة .....	1. 2
22.....	توزيع التمويلات الصغير حسب الجهات .....	2. 2
24.....	توزيع ا التمويلات الصغير حسب القطاعات .....	3. 2
26.....	توزيع التمويلات الصغير حسب النوع الاجتماعي .....	2. 4
27.....	توزيع ا التمويلات الصغير حسب نوع المشروع .....	5. 2
29.....	متوسط التمويل الصغير حسب شكل مؤسسة التمويل الصغير .....	6. 2
30.....	تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغير .....	7. 2
	أ. تطور المبلغ الجاري للتمويلات الصغير حسب صنف المؤسسة 30	
	ب. متوسط المبلغ الجاري للتمويل الصغير بالنسبة لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم	
32.....	محفظة المخاطر 30 يوم لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم .....	8. 2
32.....	أ- خلال الفترة 2014-2017.....	
34.....	ب- خلال سنة 2017 .....	
35.....	القروض التي وقع شطبها من قبل شركات التمويل الصغير خلال الفترة 2015-2017.....	9. 2
36.....	معطيات مالية حول مؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم .....	10. 2
36.....	أ- معطيات حول الموازنة وقائمة النتائج.....	
38.....	ب- المؤشرات المالية التقديرية لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم .....	
39.....	ج- مؤشر كفاية رأس المال لمؤسسات التمويل الصغير في شكل شركات خفية الاسم .....	
39.....	المؤشرات غير المالية .....	11. 2
40.....	<b>حركية تطور قطاع التمويل الصغير .....</b>	<b>III</b>
41.....	1. افتتاح اول مركز تكوين في مجال التمويل الصغير .....	1.
41.....	2. المنتدك الإقليمي الأول للتمويل الصغير والاقتصاد الاجتماعي والتضامني.....	2.
40.....	<b>الملاحق .....</b>	<b>IV</b>
	1. القوائم المالية لسلطة رقابة التمويل الصغير	1.
	2. التقريرين العام والخاص لمراقب الحسابات	2.

# فهرس

كلمة المدير العام

I	<b>نشاط سلطة رقابة التمويل الصغير</b>	7
1-2	تقديم سلطة رقابة التمويل الصغير	8
2-2	اجتماعات مجلس الإدارة وأهم القرارات :	8
1.2	إيداء الراي في الملفات الخاضعة للتراخيص	9
2.2	إيداء الراي في مشاريع النصوص التشريعية المتعلقة بالتمويل الصغير المعروضة على سلطة رقابة التمويل الصغير خلال سنة 7102	9
3.2	قرارات تتعلق بالتنظيم والإجراءات الداخلية الخاصة بسلطة رقابة التمويل الصغير	9
4.2	قرارات تتعلق بتطوير قطاع التمويل الصغير	9
5.2	قرارات تتعلق بالرقابة على مؤسسات التمويل الصغير	01
3.	<b>مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقيات وفي التكوين والتوعية بالتمويل الصغير في تونس</b>	10
1.3	حورة تكوينية موجهة لمؤسسات التمويل الصغير حول امثالها لمنظومة مكافحة تمويل الإرهاب	10
2.3	ومنع غسل الأموال	10
4.	ندوة وطنية حول «الاقتصاد الاجتماعي التضامني رافد للتنمية في تونس»	10
1.4	<b>مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمرات الدولية حول التمويل الصغير</b>	10
1.4	مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في المؤتمر الدولي السنوي للتحواف الدولي للإدماج المالي	10
2.4	«Global Policy Forum» من 13 إلى 15 سبتمبر 2017 بشرم الشيخ بمصر	11
3.4	مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الدورة الثالثة من الأسبوع الإفريقي للتمويل الصغير:	11
4.4	من 9 إلى 13 أكتوبر 2017 - أديس أبابا - اثيوبيا	11
4.4	مشاركة سلطة رقابة التمويل الصغير في الملتقى السنوي لشبكة سنابل أيام 7 و8 نوفمبر 2017 بيروت - لبنان	11
4.4	اجتماع لجنة القيادة لبرنامج ميكروماد والأسبوع الأوروبي للتمويل الصغير في لوكسمبورغ من 29 نوفمبر إلى 01 ديسمبر 2017	11
5.	<b>دور سلطة رقابة التمويل الصغير في تطوير البنية التحتية للتمويل الصغير</b>	11
1.5	تطوير القسط الثالث لمركزية مخاطر التمويل الصغير في تونس	11
2.5	تطوير الدور الرقابي على مؤسسات التمويل الصغير	13
أ.	مهام المراقبة على عين المكان	13
ب.	مراقبة الوثائق والتقارير المقدمة لسلطة رقابة التمويل الصغير	13
6.	<b>تطور الجانب التنظيمي والموارد البشرية لسلطة رقابة التمويل الصغير</b>	13
1.6	دورة تكوينية للحصول على «شهادة في القانون وتنظيم الادماج المالي»	13
13	من 16 إلى 26 جانفي 2017 بكلية الحقوق والاقتصاد والمالية بجامعة لوكسمبورغ	13

# تركيبة مجلس إدارة سلطة رقابة التمويل الصغير

1. محمود المنتصر منصور: رئيس مدير عام

2. عماد درويش: عضو، قاض من الرتبة الثالثة

3. نعيمة بن عاقلة: عضوة، مستشارة لدى المحكمة الإدارية

4. علي الورغي: عضو، ممثل عن وزارة المالية

5. أنيس بن تعاريت: عضو، ممثل عن الهيئة العامة للتأمين

6. نبيل فلفال: عضو، ممثل عن البنك المركزي التونسي

7. هدى غزقي خليفة: عضوة تم اختيارها لخبرتها في ميدان التمويل الصغير.

مراقب الحسابات:

« ICCA » الشركة العالمية للاستشارة والتدقيق





التقرير السنوي  
2017



ACM

Autorité de Contrôle de la Microfinance  
سلطة رقابة التمويل الصغير